

I.S.S.N. 1141 - 135 X

**BULLETIN DE LA
SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET
ARCHÉOLOGIQUE DU
PÉRIGORD**



**TOME CXXVI — ANNEE 1999
1^{ère} LIVRAISON**

TARIFS

Cotisation (<i>sans envoi du bulletin</i>).....	90 F
Cotisations pour un couple (<i>sans envoi du bulletin</i>)	180 F
Cotisation et abonnement au bulletin	240 F
Cotisation et abonnement au bulletin pour un couple	330 F
Abonnement au bulletin seul (<i>si vous ne souhaitez pas être membre</i>)	270 F
Abonnement au bulletin pour les collectivités	270 F
Droit de diplôme (<i>uniquement pour les nouveaux adhérents</i>)	50 F
Prix du bulletin au numéro (fascicule ordinaire)	70 F
Prix du bulletin au numéro (fascicule exceptionnel).....	selon le cas

Il est possible de régler sa cotisation 1999, par virement postal au compte de la S.H.A.P. Limoges 281-70 W, ou par chèque bancaire adressé au siège de la compagnie.

Les personnes de moins de vingt-cinq ans désireuses de recevoir le Bulletin sont invitées à le demander à la S.H.A.P.. Ce service est assuré gratuitement.

Dans le souci de préserver les droits de ses auteurs, la Société historique et archéologique du Périgord, déclarée d'utilité publique, se doit de rappeler à tous ce qui suit :

Les dispositions mentionnées dans le Code civil, article 543, s'appliquent dans leur intégralité à la présente publication. Toute reproduction publique, même partielle, par quelque procédé que ce soit, est soumise à l'autorisation écrite du directeur de la publication, laquelle a fait l'objet d'un dépôt légal.

La S.H.A.P. est reconnue d'utilité publique. A ce titre, elle est autorisée à recevoir dons et legs.

**BULLETIN DE LA
SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET
ARCHÉOLOGIQUE DU
PÉRIGORD**



**TOME CXXVI — ANNEE 1999
1^{ère} LIVRAISON**

SOMMAIRE DE LA 1^{ère} LIVRAISON 1999

● Conseil d'administration de la société pour 1999	3
● Rapport moral 1998 (Brigitte Delluc).....	4
● Rapport financier 1998 (Charles Turm).....	6
● Compte rendu de la séance du 2 décembre 1998	11
du 6 janvier 1999.....	15
du 3 février 1999	22

● Editorial : De la guerre.....	27
● Les couverts du général Daumesnil (B. et G. Delluc)	29
● Le maréchal Bugeaud mobilise toujours 150 ans après (Sébastien Pommier)	33
● Le général Jean-Baptiste Clergerie (Jacques Gay)	37
● Les troupes d'occupation en Périgord de 1942 à 1944 (11 novembre 1942 - 25 août 1944) (Guy Penaud)	41
● Historique du "mur des Fusillés" rue du 5 ^e régiment de chasseurs à Périgueux (Jacques Gobert).....	59
● Le commando "Georges" en Dordogne (Ph. Lavaysse).....	63

● Les crues dans le bassin de la Dordogne depuis le bas Moyen Age : la marque du petit âge glaciaire ? (Florence Petit).....	67
● Un Périgourdin méconnu, Jean-Baptiste Philibert Deiche, magistrat contestataire et historien (Jeannine Rousset)	81
● Les dossiers de Vincennes (suite) (Yves Décima et André Gaillard).....	93
● Guerre 1870-1871 : Les monuments aux morts (suite). Note sur les réalisateurs du monument des Mobiles de Ribérac et du calvaire des Ezyzies-de-Tayac. (Henri de Castellane)	103
● Guerre 1914-1918 : Les monuments aux morts du canton de Lalinde (J.-J. Chassigne (+), Pierre Pommarède)	107
● Travaux universitaires : L'épiscopat de Mgr Dabert évêque de Périgueux et Sarlat (1863-1901) par Fanny Saint-Martin ; Contribution à l'étude du devenir à long terme des femmes des prisonniers de la guerre 1939-1945 par le docteur Pierre Marty (Jacques Lagrange)	123
● Pour Jean-Marie Bélingard (1914-1998) (Jacques Lagrange).....	133
● Vient de paraître : <i>Le siècle traversé</i> de Maurice de Gandillac (Jacques Lagrange).....	136
● Notes de lecture : Michel Rateau : <i>Dictionnaire de références biographiques des militaires périgourdins ; soldats, bas-officiers & officiers, de 1600 à 1792</i> (Sophie Bridoux) ; Philippe Boitel : "Saint-Front apôtre du Périgord", in <i>Notre Histoire</i> , n°163, février 1999 (Jacques Lagrange)	139
● Les petites nouvelles (Brigitte Delluc).....	141

Le présent bulletin a été tiré à 1 600 exemplaires.

Cette livraison a été conçue et réalisée par Jacques Lagrange
et Jeannine Rousset, avec la collaboration de la commission de lecture.

Ont également participé à la préparation de ce numéro :
Dr G. et Mme B. Delluc, M. H. Lapouge, P. Pommarède.

**Photo de couverture : Le maréchal Bugeaud, par F. Gothard, toile 120 x 83, conservée salle du
château Barrière à Périgueux (photographie Jacques Brachet).**

*Les textes publiés dans ce Bulletin expriment des points de vue personnels des auteurs qui les ont
rédigés. Ils ne peuvent engager, de quelque façon que ce soit, ni la direction du Bulletin, ni la Société. Le
conseil d'administration de la Société Historique et Archéologique du Périgord fait appel à chaque
membre de notre compagnie afin de collaborer au Bulletin.*

*Il n'est pas nécessaire, pour être publiés, que les travaux aient fait l'objet d'une présentation en séance
publique par leur auteur. On est prié d'adresser les textes (et disquette si possible) à :*

M. le directeur de la publication - Bulletin de la S.H.A.P. - 18, rue du Planter - 24000 PÉRIGUEUX

*Les manuscrits seront soumis à l'avis de la commission de lecture et éventuellement insérés dans une
prochaine livraison. Sauf demande expresse, il n'est pas fait retour aux auteurs des documents non
publiés. Ils sont archivés à la bibliothèque de la S.H.A.P. où on pourra les consulter.*

*Les articles insérés dans le Bulletin sont remis gracieusement à leurs auteurs, sous la forme de cinquante
exemplaires tirés à la suite.*

Les bibliothécaires de la S.H.A.P. les tiennent à la disposition des bénéficiaires.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA S.H.A.P.
POUR 1999**

M. AUDRERIE, Mme BENEJEAN, M. COMBET, Mme DELLUC,
Dr DELLUC, MM. FOURNIOUX, LAGRANGE, LAPOUGE, LE NAIL,
MELON, Mme MOUILLAC, MM. MOUILLAC, NESPOULET, ORTEGA,
POMMAREDE, Mme ROUSSET, M. TURRI.

BUREAU

Président : P. Pierre POMMAREDE.
Vice-Présidente : Mme Jeannine ROUSSET.
Secrétaire générale : Mme Brigitte DELLUC.
Trésorier : M. Charles TURRI.
Trésorier adjoint : M. Bernard FOURNIOUX.

Commission de publication

Le président, le secrétaire général, Dr Gilles DELLUC, M. Hervé LAPOUGE.

Commission des finances

Le président, le secrétaire général, MM. Dominique AUDRERIE, Benoît MELON.

Directeur de publications

M. Jacques LAGRANGE assisté de Mme Jeannine ROUSSET.

Bibliothécaire

M. Bernard FOURNIOUX assisté de M. Pierre ORTEGA.

Commissaires aux comptes

MM. André GAILLARD, Jean-Louis MENTION.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU MERCREDI 3 FEVRIER 1999

RAPPORT MORAL POUR L'ANNEE 1998

1998 a été une année ordinaire, sans élection. Grâce à nos nouveaux statuts, le prochain renouvellement du conseil d'administration aura lieu en l'an 2000. Mme Brigitte Delluc, qui assurait l'intérim à la suite de la démission de M. François Bordes, a été nommée secrétaire générale à l'unanimité. C'est à ce titre qu'elle vous présente aujourd'hui le rapport moral.

1998 a été une bonne année : nos réunions mensuelles ont régulièrement réuni une centaine de nos collègues. Les travaux d'aménagement de la salle de réunion sont terminés pour un meilleur confort de chacun : ouverture des portes vers la bibliothèque, peinture, mise en place des chaises, relais vidéo. Nous bénéficions de plus de l'aide discrète de notre nouvel employé-jeune, Sébastien Pommier.

Les soirées bimestrielles du mercredi ont permis de suivre six conférences très intéressantes, sur des thèmes variés : les élites municipales de Bergerac au XVIII^e siècle par M. Michel Combet ; le trésor lapidaire du cloître de Saint-Front par M. Gérard Mouillac ; les richesses des églises des environs de Mussidan par MM. Gabriel Naulin et Alain Palisse ; les orgues de Saint-Front par M. Christian Mouyen ; les sociétés périgourdines de Paris et de Bordeaux avant la Première Guerre mondiale par M. Bernard Lachaise ; Qui est noble et qui n'est pas noble ? par Mme Joëlle Chevè.

Nos sorties du mois de juin et du mois de septembre connaissent un succès constant. Elles nous ont conduits cette année dans le *Mareuilais* et dans la région de Tocane. Que tous ceux qui nous ont si aimablement reçus trouvent ici nos remerciements renouvelés. Le succès de nos sorties pose en fait quelques problèmes liés au fait que certaines visites ne peuvent pas être programmées pour un grand nombre de visiteurs (accueil sur les sites, capacité des cars, repas). Dorénavant, les visites seront réservées aux membres de notre compagnie. Une carte d'adhérent vous sera bientôt envoyée.

Le *Bulletin*, cette année, compte près de 700 pages. Une quarantaine d'études inédites de préhistoire, d'histoire et d'archéologie. La deuxième livraison a été dédiée au quadricentenaire de l'édit de Nantes, la 3^e livraison au 900^e anniversaire de la fondation de Cîteaux, et la dernière au premier livre imprimé en Périgord en 1498. Dans la deuxième et la troisième livraisons, une quarantaine de pages ont été consacrées aux monuments aux morts de la guerre de 1870 en Dordogne. Les études sur les monuments aux morts de la guerre 1914-1918 seront publiées ultérieurement. Autant d'occasions, sans obérer nos finances, pour faire des numéros spéciaux de notre Bulletin, pour susciter de nouvelles recherches, pour réunir les chercheurs autour d'un même thème. Pour répondre aux demandes réitérées de plusieurs de nos collègues, les entrées dans la bibliothèque sont désormais systématiquement publiées (dons et achats).

Vous avez sans doute remarqué un changement majeur : le *Bulletin* arrive dans nos boîtes aux lettres dès le début de chaque trimestre, et même parfois

avec quelques jours en avance. Cela est dû à l'introduction de l'informatique dans sa fabrication et au travail incessant de son directeur, M. Jacques Lagrange. Jusqu'à ces dernières années, nous faisons appel à un imprimeur pour toutes les opérations, depuis l'enregistrement des textes jusqu'à l'envoi du fascicule vers son destinataire. Aujourd'hui les conditions de fabrication sont bien différentes : les premières étapes sont entièrement prises en charge par M. Jacques Lagrange, avec l'aide de Marie-Pierre Mazeau, jusqu'à la fin de cette année, désormais avec celle de Sophie Bridoux (enregistrement des textes sous le même logiciel, présentations rendues homogènes, fabrication des index).

Un autre chapitre très important de ce rapport concerne incontestablement la bibliothèque. Il est difficile de savoir par quel point commencer pour rendre compte des transformations qui s'y sont accomplies durant cette année. Des travaux importants de maçonnerie et de peinture, deux bibliothécaires dévoués et efficaces, Bernard Fournioux aidé de Pierre Ortega, nommé en cours d'année, une salle de lecture accueillante, un emploi-jeune à temps plein au service de la bibliothèque et du Bulletin, Sophie Bridoux. Une informatisation de *La Mémoire du Périgord*, grâce à la compétence de Roland Nespoulet et à la tenacité de Sophie Bridoux (plus de 50 000 entrées), nous permet de bénéficier désormais d'un outil efficace. Chacun d'entre nous peut demander aux bibliothécaires les références de tous les articles du Bulletin traitant du thème de sa recherche. Quelques minutes suffisent pour en obtenir la liste. Pour que la procédure soit la plus simple possible, il est demandé à chacun de formuler sa demande par écrit, en précisant bien les mots-clés nécessaires.

Il nous reste à souhaiter que ces moyens nouveaux permettent à nos collègues de présenter des communications toujours plus nombreuses au cours de nos réunions mensuelles et de rédiger des notes et mémoires originaux pour notre Bulletin.

*La secrétaire générale
Brigitte Delluc*

Le rapport moral donne lieu à une remarque de Mme Boras : elle n'apprécie pas du tout la nouvelle disposition des chaises, qui ont été solidarisées entre elles. Le président lui indique que cette disposition, légale, a pour but de ménager des couloirs de circulation, dans un souci de sécurité, et annonce la pose très prochaine de coussins sur les chaises. Il reconnaît que les rangées sont sans doute trop serrées les unes contre les autres et propose de placer davantage de sièges dans la bibliothèque. Le Pr Saumande suggère de baisser les barres, qui solidarisent entre elles les chaises, d'environ 18 cm. Le Dr Delluc indique que la bibliothèque est très agréable et que le relais vidéo permet de suivre confortablement les communications. Un seul ennui : on ne voit pas les diapositives sur l'écran de télévision. Aujourd'hui une vingtaine de personnes y ont trouvé place. Il est rappelé que la salle, située au rez-de-chaussée, comporte deux portes de sorties et trois larges fenêtres sans barreaux.

Le rapport moral est adopté à l'unanimité.

RAPPORT FINANCIER POUR L'ANNEE 1998

Commentaire du trésorier de la S.H.A.P. sur l'exercice 1998

Le présent rapport financier arrêté au 31 décembre 1998 retrace l'ensemble des activités de la Société au cours de l'année écoulée ; il fait apparaître un excédent de 9 056,94 F comparable à celui de 1997 qui se chiffrait à 10 338,03 F.

L'examen des divers postes appelle les remarques suivantes :

Malgré une augmentation de 10 F du prix de l'abonnement au *Bulletin* qui est passé de 140 F à 150 F, l'ensemble des produits générés directement par les sociétaires (droit de diplôme, cotisations et abonnements) est en légère diminution : 284 522 F en 1998 contre 286 270 F en 1997. L'explication, si elle est simple, n'en demeure pas moins préoccupante : au 31 décembre 1998, 65 adhérents n'avaient pas encore réglé leur cotisation et abonnement malgré deux lettres de rappel...

La rubrique "Dons et subventions" passe de 16 160 F à 27 149 F grâce à une subvention du conseil général de la Dordogne de 10 203 F accordée au titre du recrutement de deux emplois-jeunes et à un don de 3000 F d'une généreuse adhérente.

Cette embauche est intervenue le 19 mai 1998 pour Mlle Sophie Bridoux employée à plein temps et le 20 juillet 1998 pour M. Sébastien Pommier, à mi-temps, en qualité d'agents de développement des nouvelles technologies.

L'Etat rembourse 80% des traitements pendant 5 années soit 140 000 F en année pleine et le conseil général de la Dordogne s'est engagé à participer au financement des contrats emplois-jeunes à raison d'une somme de 12 000 F la première année et 10 000 F la deuxième année, de 8 000 F la troisième année et de 6 000 F la quatrième année pour Mlle Bridoux et respectivement de 6178,20 F, 5148,50 F, 4118,80 F et de 3089,10 F pour M. Pommier.

La rubrique "remboursement de traitement" a également pris en compte la participation de l'Etat au traitement de Mlle Marie-Pierre Mazeau, employée en qualité de CES consolidée à raison de 130 heures par mois, mais dont le contrat expire le 14 janvier 1999.

La rubrique "Ventes" est en légère diminution ; un effort reste donc à faire pour diffuser les ouvrages variés et nombreux dont nous disposons ; un appel est lancé en particulier à tous ceux désireux de compléter leur collection de bulletins.

Notre Société avait participé aux frais d'édition à l'identique de *l'Histoire du Périgord* de Léon Dessalles pour une somme de 39 719 F. Un remboursement de 25 000 F figure en recettes au titre de 1998 et le versement du reliquat interviendra en 1999.

Une rubrique nouvelle concerne les remboursements de photocopies. La mise en service début mars d'une photocopieuse, outre les facilités qu'elle offre sur le plan interne, paraît être un service très apprécié de tous nos adhérents.

L'examen des charges révèle des répartitions variables d'une année sur l'autre. Signalons ainsi une diminution significative du prix du bulletin, une augmentation, du poste Impôts et assurances, le montant de la taxe foncière en augmentation de 24,25% étant passé de 39 264 F à 48 787 F...

Bien entendu salaires et charges correspondent à la présence des emplois (CES et emplois-jeunes) déjà signalés ; la charge réelle s'est chiffrée à 43 681,63 F.

Reste à analyser le poste des "travaux intérieurs et mobilier". Les provisions pour travaux estimés à 100 000 F ont été utilisées à concurrence de 99 583,63 F et la part "mobilier" correspond à l'achat de la photocopieuse, de l'ordinateur et de ses divers accessoires, de l'installation de l'équipement vidéo, de la mise en place d'un coffre-fort offert par le docteur Delluc, et de la remise en état de trois fauteuils pour un total de 62 681,63 F.

L'examen de l'actif de la Société au 31 décembre 1998 permet de constater une augmentation de 17 101,04 F correspondant au montant des plus-values des titres en dépôt, soit 8 044,10 F et de l'excédent comptable de 9 056,94 F.

Le budget de 1999 d'un montant de 651 300 F en augmentation de 13% par rapport à 1998 tient compte pour la plus grande part de l'incidence de la présence des emplois-jeunes, du coût prévisible de l'organisation fin 1999-début 2000 du renouvellement du conseil d'administration par voie de vote par correspondance et de l'exécution de certains travaux au 16, rue du Plantier, suite au renouvellement du bail de location par un service du conseil général.

Le conseil d'administration et le trésorier soumettent à votre approbation les comptes de trésorerie de 1998 ainsi que le budget prévu pour 1999 en vous remerciant de votre confiance.

Le trésorier, Charles Turri

Commission de contrôle aux comptes

La commission de contrôle des comptes de la SHAP composée de MM. Jean-Louis Mention et André Gaillard s'est réunie le 25 janvier, rue du Gymnase, chez le trésorier de l'association M. Turri et en présence de celui-ci. Elle a examiné les documents suivants, concernant la gestion 1998.

- 1- Le cahier de comptabilité générale où sont enregistrées toutes les entrées et toutes les sorties de chacun des quatre comptes financiers utilisés. Le montant des débits cumulés s'élève à 635 507,75 F et celui des crédits à 644 564,69 F.
- 2- Le cahier des recettes arrêté en page 11 sur lequel ont été reportés les crédits relevés sur le cahier de comptabilité générale.
- 3- Le cahier des dépenses arrêté au 31 décembre sur lequel ont été reportés les débits relevés sur le même cahier. Un sondage effectué sur les reports ci-dessus indiqués, n'a révélé aucune erreur ou omission.

- 4- Le compte de gestion de l'exercice 1998, établi à partir des données relevées sur ces deux documents, totalisé à la somme de 644 564,69 F et faisant ressortir un excédent de 9 056,94 F. Les sommes correspondantes aux charges et aux produits détaillés sont bien les mêmes que celles relevées sur le cahier de comptabilité dans leur ventilation.
- 5- Le compte de l'actif arrêté au 31 décembre 1998 à la somme totale de 597 769,52 F. La commission a vérifié la réalité des existants décrits dans ce compte qui, comme l'an dernier et pour les mêmes raisons, ne reflète pas tout à fait la valeur totale du patrimoine de la Société (comptabilisation de la valeur des équipements effectués).
- 6- Les pièces justificatives des opérations comptables effectuées tant en recettes qu'en dépenses. Elles ont été vérifiées par sondage. Parfaitement établies, régulièrement justifiées, normalement classées, elles sont ordonnancées par le président suivant les règles qui ont été arrêtées par le conseil d'administration.
- 7- Le registre des salaires qui est régulièrement tenu.

En conséquence, la commission pense que les comptes soumis à l'assemblée générale représentent bien la gestion de l'exercice 1998, et sont aussi le reflet de la valeur du patrimoine tel qu'il est actuellement comptabilisé. Elle estime que l'assemblée générale peut donner quitus au trésorier pour cette gestion.

COMPTE DE GESTION DE LA S.H.A.P.

	Exercice 1997	Exercice 1998
Produits		
Droits de diplôme	2 950,00	2 300,00
Cotisations	112 050,00	106 000,00
Abonnements	171 270,00	176 222,00
Dons et subventions	16 160,00	27 149,00
Ventes	23 907,00	19 900,00
Intérêts	8 811,33	9 737,56
Loyers	119 850,00	121 800,00
Remboursement traitement (C.E.S. et Emplois jeunes)	39 473,88	125 999,51
Remboursement redevance eau	5 678,09	5 188,32
Remboursement droit au bail	1 725,00	750,00
Remboursement trop perçu T.V.A.	4 850,12	
Remboursement photocopies		1 158,30
Remboursement éditions		25 000,00
Excursions	21 820,00	22 210,00
Divers	2 760,00	1 150,00
TOTAL	531 305,42	644 564,69

Charges

Edition du bulletin	149 535,20	140 194,33
Cotisations et abonnements	5 155,00	3 850,00
Correspondance et envoi du bulletin	17 390,60	20 544,65
EDF-GDF-Eau	12 093,37	11 588,26
Impôts et assurances	57 947,00	67 044,00
Bureau et papeterie	17 054,65	11 680,16
Salaires et charges	51 223,70	169 681,14
Achats de livres	23 620,52	22 292,46
Travaux extérieurs	1 877,74	8 797,20
Travaux intérieurs et mobilier	17 872,96	162 342,17
Réceptions - Publicité	4 629,65	969,00
Editions	39 719,00	
Excursions	20 298,00	14 455,95
Divers	2 550,00	2 068,43
Provisions pour travaux	100 000,00	
TOTAL	520 967,39	635 507,75
Excédent des recettes sur les dépenses	10 338,03	9 056,94

ACTIF DE LA SOCIETE

	Au 31/12 1997	Au 31/12 1998
Disponible en compte		
Caisse d'Epargne	226 212,21	174 187,97
Espèces	302,65	848,50
Chèques postaux	21 356,99	85 960,27
BNP	5 437,83	1 369,88
Titres en dépôt		
Natio-Revenu	22 352,40	22 868,00
Natio-Epargne	11 240,60	12 051,90
Natio-Sécurité	56 574,80	57 581,55
SICAV Associations	232 734,80	238 445,25
TOTAL	576 212,28	593 313,32
Immeubles de la Société, 16-18 rue du Plantier <i>(pour leurs valeurs d'achat)</i>	4 456,20	4 456,20
TOTAL GENERAL	580 668,48	597 769,52

BUDGET PREVISIONNEL POUR 1999

Produits

Droits de diplôme	2 500
Cotisations	108 000
Abonnements	180 000
Dons et subventions	30 000
Ventes	15 000
Intérêts	10 000
Loyers	121 800
Remboursement traitement (Emplois jeunes)	140 000
Remboursement redevance eau	5 500
Remboursement droit au bail	1 800
Remboursement éditions	14 700
Excursions	20 000
Photocopies	1 000
Divers	1 000
TOTAL	651 300

Charges

Edition du bulletin	160 000
Cotisations et abonnements	5 000
Correspondance et envoi du bulletin	20 000
EDF-GDF-Eau	12 000
Impôts et assurances	70 000
Bureau et papeterie	12 000
Salaires et charges	181 300
Achats de livres	25 000
Travaux extérieurs	50 000
Travaux intérieurs et mobilier	40 000
Réceptions – Publicité	4 000
Editions	50 000
Excursions	20 000
Divers	2 000
TOTAL	651 300

Le rapport financier donne lieu à une question de Mme Boras qui s'étonne du montant élevé des travaux intérieurs. Le président explique que sont décomptés dans cette rubrique tous les travaux effectués dans la salle de réunion et dans la bibliothèque (maçonnerie, peinture, menuiserie...), ainsi que l'équipement informatique. L'an dernier, notre trésorier avait prévu ces dépenses exceptionnelles, de telle sorte que, aujourd'hui, nos comptes sont en équilibre. A propos des toitures, le Dr Delluc rappelle que, grâce aux journées du livre et aux bénévoles qui les ont animées, et grâce à la bonne gestion de M. Bélingard, toutes nos toitures, à l'époque en très mauvais état, ont été refaites au cours de la décennie 80, sans trop alourdir nos finances.

Le rapport financier est adopté à l'unanimité.

Comptes rendus des réunions mensuelles

SEANCE DU MERCREDI 2 DECEMBRE 1998

Président : P. Pommarède, président.

Présents : 95 – Excusés : 15

Le compte rendu de la précédente réunion est adopté.

FELICITATIONS

- Le président Pommarède pour le prix Brive-Caze décerné par l'Académie nationale des sciences, arts et belles lettres de Bordeaux pour son ouvrage *La saga de saint Front*.

- Mme Danielle Mouillac, nommée conservateur déléguée de la conservation des antiquités et objets d'art.

- M. Michel Bernard, élu vice-président du "Clocher d'or".

NECROLOGIE

- Le colonel Arné.

ENTREES DANS LA BIBLIOTHEQUE

Dons d'ouvrages

- Jacques LAGRANGE, *Robert Lacoste (1898-1989). Du Périgord et de l'Algérie*, Pilote 24, 1998 (don de l'éditeur).

- Dominique AUDRERIE, Raphaël SOUCHIER, Luc VILAR, *Le Patrimoine mondial*, Que-Sais-je ? , PUF, 1998.
- Annie HERGUIDO, *Savignac-les-Eglises. Les chemins de l'histoire*, Editions du Roc de Bourzac, 1998.
- Jean-Daniel NESSMANN, *De la Résistance au martyr*, 1940-1944, Victor Nessman, 1998.

Dons de documents

- MEYER Hubert : La bibliothèque humaniste de Sélestat de 1938 à 1945, photocopie d'un article, sans origine ni date (concerne notamment le transport de cette bibliothèque à Hautefort en 1940).
- Notice biographique de G. Raynaud de Lage, *Bulletin de l'association amicale des anciens élèves de l'Ecole normale supérieure*, 1995 (photocopie).
- RAYNAUD DE LAGE G., 1953 : Les lieux-dits de la commune d'Anlhiac, *Bull. de la Société historique et archéologique du Périgord*, 23 p. (photocopie annotée).
- Photocopie d'un article paru dans le *Conseiller Ordinal* du 7 août 1998 : des archives de l'ordre des médecins de 1940 à 1945 seront ouvertes aux chercheurs après tri et classement des directeurs d'archives (cir. 98/046 – 14 mai 1998) (don du Dr Marty). Autre article paru dans la presse, à propos du faux prêtre qui a sévi dans plusieurs villes, le président rappelle que, à La Rochebeaucourt, a été arrêté Anthelme Collet qui aurait ordonné prêtres 35 séminaristes à Nice.

REVUE DE PRESSE (en collaboration avec Sophie Bridoux)

- *Index des publications (1706-1997) de l'Académie des sciences et lettres de Montpellier*, avec l'indication de plusieurs articles concernant le Périgord : "Montaigne magistrat" par M. Nussy-Saint-Saëns ; "Les figurations humaines dans les grottes préhistoriques du Périgord" par C. Ouy-Vernazobres ; "Les bastides du Périgord" par J.-A. Vigié.
- *SFActualités*, n° 8, 1998, reprend le congrès archéologique de France qui s'est déroulé en Dordogne du 7 au 12 septembre 1998. Nous n'avons rien relevé concernant l'histoire et l'archéologie du Périgord dans :
- Les périodiques habituels, *Courrier français*, *Périgord hebdo* et *Eglise en Périgord*
- *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, nouvelle série, tome XIV, n° 117, décembre 1997
- *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, tome XCIX, n° 737, avril-juin 1998
- *Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest et des musées de Poitiers*, 5^e série, tome X, 2^e trimestre 1998
- *Dossiers d'archéologie*, n° 239, décembre 1998
- *L'Archéologue*, bulletin de la Fédération française d'archéologie, n° 28, octobre 1998

- *Revue archéologique de Bordeaux*, tome LXXXVII, 1996
- *Lettre de l'Académie des beaux-arts*, n° 16, automne 1998
- *Bolletín, Instituto de estudios giennenses*, XLIII, n° 163, 164 et 165, 1997.

COMMUNICATIONS

Le président précise quelques dates à retenir sur la vie de la Société :

- L'assemblée générale ordinaire aura lieu le mercredi 6 janvier 1999 ; à défaut du quorum, elle se tiendra le mercredi 2 février 1999.
- La sortie d'été est fixée au samedi 26 juin, celle d'automne au samedi 18 septembre après-midi.
- la cérémonie prévue le 6 janvier 1999 pour honorer nos jubilaires est reportée au mercredi 2 juin 1999.
- Le 14 décembre à 18 heures à Bonnes, conférence du cercle d'Aubeterre : "La ligne de démarcation" par F. Cordet, et le 18 février 1999 à la bibliothèque de Bordeaux, une conférence sur Léo Drouyn par B. Larrieu.
- Le congrès de la Fédération historique du Sud-Ouest aura lieu à Saint-Emilion les 11 et 12 septembre 1999 sur "Vins, vignes et vigneron de Saint-Emilion et d'ailleurs" ; pour des communications, s'inscrire avant le 30 avril.

Concernant la tuile découverte dans l'isle en 1924 (voir *B.S.H.A.P.*, 1998, Petites Nouvelles, p. 684), M. Claude Lacombe pense qu'elle serait une antéfixe (bordure de toit) reconnaissable à la courbure de la partie arrière et pourrait être datée du VI^e ou VII^e siècle.

Guy Penaud, évoque, à la suite de l'incendie qui a frappé le 21 novembre dernier, les locaux du temple maçonnique, rue Saint-Front à Périgueux, l'histoire fort riche de ce bâtiment. Ainsi qu'il avait eu l'occasion de l'établir il y a une dizaine d'années (*B.S.H.A.P.*, tome CXV, 1988, p. 251-264), la Loge actuelle occupe en fait l'emplacement de l'ancienne salle de comédie de Périgueux. Ouvert par Sicaire Pautard, ce théâtre a fonctionné tant bien que mal de 1786 à 1840 environ. Après la construction du nouveau théâtre de Périgueux (place André Maurois actuelle), les francs-maçons de la Loge "Les Amis Persévérants" louèrent les locaux pour y installer leur temple. Profitant du percement de la rue Saint-Front en 1861, les francs-maçons construisirent la façade actuelle de leur atelier donnant sur cette rue. Inaugurée en 1869, la nouvelle Loge fut inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques le 29 octobre 1975. Guy Penaud termine son exposé en émettant le vœu personnel que, comme leurs prédécesseurs du XIX^e siècle, les francs-maçons de 1998 organisent des journées "portes ouvertes" qui permettraient à tous les Périgourdiens de contempler enfin l'intérieur de l'un des rares bâtiments maçonniques français classés parmi les Monuments historiques.

M. Bernard, maire-adjoint de Jaure, par de fort belles diapositives, fait revivre les principaux sites archéologiques de sa commune en mettant en évidence les faits essentiels de son histoire. Le village de Jaure, surnommé "Petit Poucet du canton de Saint-Astier", a réagi, parfois même avec violence, aux grands séismes de l'histoire de France. Fief des seigneurs de Grignols - Talleyrand-Périgord- il eut ses propres personnages qui fondent, aujourd'hui,

sa mémoire : Arnaud de la Borde, ardent protestant, qui participa à la prise de Périgueux en 1575, André-Joseph d'Aubusson, maréchal de camp, lieutenant-général en 1734, mort à Jaure dans sa 71^e année, Elie du Castaing, prêtre réfractaire qui veilla à maintenir le culte malgré la répression révolutionnaire, une sœur du ministre Bertin qui contribua à généraliser la culture de la pomme de terre et enfin un général russe, Nikolai Obroutchev qui prépara, en son château de Jaure, les accords militaires franco-russes de 1892 avec le général de Boisdeffre. Le village a également un patrimoine archéologique important : l'église du XII^e siècle, la fontaine Saint-Firmin aux vertus médicinales présumées qui en firent un lieu de pèlerinage jusqu'aux années 1940, l'ancien presbytère transformé en commerce et le château. Le conseil municipal s'efforce de préserver ce patrimoine et veille à l'animer afin que le village puisse faire face aux temps présents sans perdre ses racines.

Mme Rousset présente, à l'aide de diapositives réalisées par le Dr Brachet, 50 affiches et placards de l'Ancien Régime et de la Révolution provenant de l'exceptionnelle collection de notre Société (130 affiches de 1697 à 1800 et 430 jusqu'à ce jour). Regroupés par centres d'intérêt, les documents présentés révèlent des manifestations diverses de la vie quotidienne essentiellement du Périgord, où les pouvoirs politiques, religieux, militaires s'interpénètrent souvent. Voici quelques exemples :

- Les problèmes de police, de justice, de finances sont évoqués avec des ordonnances et décrets concernant les commerçants (aubergistes), les présidiaux, les "appointements du sénéchal", les jugements du tribunal criminel, la vente de biens nationaux, les contraintes envers les nobles, prêtres réfractaires, émigrés... La plus ancienne affiche (de 1697) mentionne l'acquisition des "offices de contrôleurs de bancs de mariage".

- Le thème de l'armée, de la "patrie en danger" est évoqué avec l'ordonnance de 1771 sur les crimes et délits militaires (elle reprend une ordonnance de François I^{er}) ; d'autres concernent les désertions, la fabrication du salpêtre, la réquisition des cendres de lessivage, l'organisation de la manufacture d'armes de Bergerac...

- La présence de l'église est rappelée par un document de 1724 qui est un bref d'indulgence de Benoît XII accordé à l'abbaye de Cadouin, par une nomination d'un maîtrécole à Saint-Front de Périgueux, par un tableau détaillé des honoraires du clergé du Périgord.

- Quant à la vie quotidienne, des affiches témoignent de l'importance du pont et de la batellerie à Bergerac, des fraudes de "vins bourgeois" et de l'établissement de foires, en 1784, à Périgueux.

- Il est intéressant de constater des aspects d'une vie économique en pleine évolution : établissement de l'uniformité du système des poids et mesures, tableau du maximum des denrées, recensement des grains et farines dans les communes du département...

Enfin Mme Rousset présente de très belles soutenances de thèses de laïcs et d'ecclésiastiques qui donnent des indications sur les niveaux d'étude, le corps professoral, les impétrants, les dédicataires, les argumentants, les imprimeurs, les graveurs. Qu'ils émanent du roi, du parlement, du sénéchal, des maires et consuls, d'instances religieuses, de la Convention, tous ces

documents constituent des pièces historiques dont l'analyse minutieuse non seulement du contenu mais aussi du style, de la typographie, contribuent à l'enrichissement de notre histoire locale. Ils permettent de restituer les problèmes locaux dans le contexte historique de la généralité ou de la Nation.

Le président
Pierre Pommarède

La secrétaire de séance
Jeannine Rousset

ADMISSIONS

- M. Vasquez Julien, Charriéras, 24750 Trélissac, présenté par Mme A.M. Cocula et M. B. Lachaise ;
- Mme Sutter Janine, 10, route de Limoges, 24750 Trélissac, présentée par Mmes M. Gouysse et J. Lassaingne ;
- M. Cramier André, 19, av. Jean-Jaurès, 24660 Coulounieix-Chamiers, présenté par M. C. Wagner et le p. Pommarède ;
- M. Bojanic Georges, 36, rue des Belges, 24750 Boulazac, présenté par M. C. Wagner et le p. Pommarède ;
- M. Comte Jean-Marie, 16, rue Professeur-Urbain, 24600, Ribérac, présenté par le marquis de Castellane et le p. Pommarède ;
- M. Serre Serge, 54, rue Duquesne, 69006 Lyon, présenté par M. Y. Jacquet et le p. Pommarède ;
- M. Cazeau Bernard, sénateur, président du conseil général de la Dordogne, présenté par M. M. Debet et le p. Pommarède.

SEANCE DU MERCREDI 6 JANVIER 1999

Président : P. Pommarède, président.

Présents : 110. Excusés : 6

Le quorum n'est pas atteint ; conformément aux statuts, l'assemblée générale est automatiquement reportée au mercredi 3 février 1999.

Le compte rendu de la précédente réunion est adopté.

NECROLOGIE

- Jean-Marie Bélingard, qui fut, pendant de longues années, notre dévoué et actif trésorier et un archéologue qui fait honneur à notre société.
- le docteur Louis Magimel-Pelonnier, notre doyen.
- le docteur Georges Durieux.

FELICITATIONS

- M. Gérard Fayolle, nommé chevalier de la Légion d'honneur

- le colonel Garrigou Grandchamp, qui figure sur la liste d'aptitude au rang des généraux

REMERCIEMENTS

- Mlle Marie-Pierre Mazeau, pour son dévouement et sa compétence. Pendant trois ans, elle a œuvré, avec minutie, constance et pertinence, à la fabrication de notre *Bulletin* sous la direction M. Jacques Lagrange. Son contrat consolidé s'achève mais elle demeure, nous nous en réjouissons, membre de notre compagnie.

ENTREES DANS LA BIBLIOTHEQUE

Dons d'ouvrages

- Rodolphe Peter et Bernard Roussel (sous la direction de), *Le livre et la Réforme*, Société des Bibliophiles de Guyenne, Bordeaux, 1987 (don M. Teisseyre, président de la Société des Bibliophiles de Guyenne, en remerciement de la participation de la S.H.A.P. à leur congrès)

Dons de documents

- Une caricature datée du 8 juin 1892 de Maurice Bonvoisin, dit Mars (1849-1912), représentant Thirion-Montauban, député de la Dordogne, extrait du *Monde illustré*. (don de M. Doche)

- *Revue française d'histoire du livre*, Société des Bibliophiles de Guyenne, n° 90-91, 1^{er} et 2^e trimestre 1996.

- Programme du colloque "Industries d'hier, patrimoine d'aujourd'hui" organisé par le Conseil général de la Dordogne à Grignols les 25, 26 et 27 novembre 1998.

- Dr Pierre Marty, *Contribution à l'étude du devenir à long terme des femmes des prisonniers de la guerre 1939-1945*, diplôme de psychogérontologie clinique et pathologique, Université de Bordeaux II (don de l'auteur)

- Lucie Aubarbier (née L. Mazelier), *Un pollu dans la tourmente 1914*, album de souvenirs à la mémoire de son père, Léon Mazelier (photocopie, don de l'auteur)

- Louis de Nussac, *Mgr Jean-Joseph Chapelle de Jumilhac de Saint-Jean, abbé de Bonneval, évêque de Vannes puis archevêque d'Arles (1706-1775)*, 1921, Auguste Picard, Paris (photocopie)

- A. Beltran Martinez, *Arte prehistorico en la peninsula iberica*, Servei d'investigacions arqueologiques i Prehistòriques, 1998.

Achats de décembre 1998

- Bernadette Barrière, *L'abbaye cistercienne d'Obazine en Bas-Limousin*, imp. Orfeuil, Tulle, 1977.

- Etienne Champion, *Moulins et meuniers carolingiens dans les polyptyques entre Loire et Rhin*, A.E.D.E.H Vulcaïn (collection Histoire et Patrimoine), Saint-Etienne, 1996.

- Bernadette Barrière, *Moines en Limousin, l'aventure cistercienne*, PULIM, Limoges, 1998.
- Béatrice Cauuet, *Les mines d'or gauloises du Limousin*, Association culturelle et Patrimoine en Limousin, 1994.
- Agnès Gerhard, *Dictionnaire historique des ordres religieux*, Fayard, 1998.

Achats du mois de juillet 1998 (liste complémentaire)

- Coll, *Encyclopédie du protestantisme*, éd. du Cerf, Paris, et éd. Labor et Fides, Genève, 1995.
- Michel Baron, *John Bost, la cité utopique*, éd. La Cause, Carrières-sous-Poissy, 1998.
- Denis Crouzet, *Les Guerriers de Dieu, la violence au temps des troubles de religion, vers 1525-vers 1610*, tomes I et II, coll. Epoques, éd. Champ Vallon, 1990.

REVUE DE PRESSE (avec la collaboration de Sophie Bridoux)

- *Courrier français* du 20 novembre 1998 (n° 2827), avec un article sur le pèlerinage et les chemins de Saint-Jacques de Compostelle.
- *Périgord hebdo* du 11 décembre 1998 (n° 1309), avec un article consacré à l'exposition aux Archives départementales célébrant le 500^e anniversaire du premier livre imprimé en Dordogne.
- *Périgord hebdo* du 18 décembre 1998 (n° 1310), avec un article sur la venue à Rouffignac d'une délégation de Sibériens pour visiter la grotte et un article de Jean-Louis Galet intitulé "Comment la Dordogne a vécu la guerre de 1939-1945".
- *Périgord hebdo* du 25 décembre 1998 (n°1311), avec un conte de Noël de J.-L. Galet ayant pour protagoniste le préfet Rivet notamment.
- *Bulletin du Cercle d'histoire et de généalogie du Périgord*, n° 53, décembre 1998 : "procès révolutionnaires de natifs de la Dordogne, instruits à Paris" (Evelyne Foreau), "liste des novices de l'abbaye de Chancelade (suite et fin)" (Bernard Reviriego), "Jules Claretie et son premier roman : Pierrille" (Marcel Berthier), "Montpazier" (Jean-René Bousquet).
- *A.R.A.H. du pays de la Force*, n° 16, décembre 1998 : "Reconnaissance pour Pierre Martinet de Monseigneur le duc de La Force" (Ghislaine Lajonie), "Un marin au pays de La Force à la fin du XVIII^e siècle, Jean Naudy, capitaine marchand" (Louis Eckert), "Saint-Georges de Blancaneix : mésaventures d'un maire", "Le passage de la Béarnaise" (Ghislaine Lajonie).
- *Périgieux magazine*, hiver 1998-1999, avec un article sur le Musée du Périgord.
- *Bulletin de la Société d'art et d'histoire de Sarlat et du Périgord noir*, n° 75, 4^e trimestre 1998 : "Saint-Cyprien. IV La banlieue : pourtours ouest, nord-ouest, nord", "La cathédrale Saint-Sacerdos de Sarlat (suite et fin)" (Mireille Bénéjean), "Le cabinet du château de Puymartin, un exemple de décoration intérieure en Sarladais au XVII^e siècle" (Cécile Lévrier Suire), "Encore du Sirey" (Robert Bouet), "La vie au Roucal pendant la dernière guerre" (Philippe Loiseleur des Longchamps).

- *Antiquités nationales*, n° 29, 1997, avec un article sur "les archives Breuil et l'autobiographie".

- *Pont sur l'Isle*, n° 121, hiver 1998 avec des notes sur un "dolmen" aux Lèches ; l'abbé Prosper-Joseph Babylone de Gestas ; Beaupouyet, Bosset, Bourgnac (toponymie).

- *Lo Bornat*, octobre-novembre-décembre 1998, avec un article sur le poète occitan Jasmin et un autre sur les noms occitans de quelques communes de notre département.

Nous n'avons rien relevé concernant l'histoire du Périgord dans : *Quercy recherche*, n° 95, janv.-mars 1999 ; *Archives en Limousin*, n°12, nov. 1998 ; *Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*, t. 46, 2^e fasc., 1997 ; *Informations amitiés généalogiques bordelaises*, n° 62, déc. 1998 ; *Feuillets Sem*, n° 42, déc. 1998 ; *Bulletin de la Société de Borda*, n°450, 3^e tr. 1998 ; *Annales du Midi*, n° 224, t. 110, oct.-déc. 1998 ; *Eglise en Périgord*, n° 21, 12 déc. 1998 ; n° 22, 26 déc. 1998 ; *Revue de Pau et du Béarn*, n° 25, 1998 ; *Bulletin de la Société historique et archéologique d'Arcachon et du Pays de Buch*, n° 98, 4^e tr. 1998 ; *Archéologie en Languedoc*, n° 20-2, 1996 ; *Revue d'histoire du théâtre*, 50^e année, juill.-sept. 1998 ; *Périgueux magazine*, oct. 1998 ; *Bulletin monumental*, t. 156-III, 1998 ; *Dossiers d'archéologie*, n° 240, janv.-fév. 1999 ; *Académie des inscriptions et belles-lettres*, comptes rendus des séances de 1997 juill.-oct., fasc. III, 1998 ; *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, nouvelle série, tome XV, n° 118, mars 1998 ; *Bulletin de la Société préhistorique française*, t. 95, n° 4, oct.-déc. 1998 ; *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. 144, oct.-nov.-déc. 1998 ; *Bulletin de la DIANA*, t. LVII, n°4, 4^e tr. 1998 ; *Pastel*, n° 39, janv.-fév.-mars 1999 ; *Aquitaine historique*, n°38, janv.-fév. 1999 ; les hebdomadaires habituels : *Le Périgord hebdo*, n° 1308, 4 déc. 1998 ; *Courrier français*, n° 2828, 27 nov. 1998 ; n°2829, 4 déc. 1998 ; n° 2831, 18 déc. 1998 ; n° 2832, 25 déc.

COMMUNICATIONS

Le président accueille M. Bernard Cazeau, président du conseil général de la Dordogne, nouveau membre de notre compagnie, et l'invite à coprésider notre réunion mensuelle.

Au nom du conseil d'administration, il offre aux membres de notre compagnie ses vœux *urbi et orbi*. En feuilletant notre *Bulletin*, il s'est réjoui du succès croissant de nos réunions mensuelles : il y a 60 ans, le chanoine Roux exprimait ses vœux devant une trentaine de sociétaires ; en 1959, le Dr Lafon s'adressait à 24 collègues ; il y a vingt ans, Jean Secret réunissait 32 membres. Il faut attendre, en 1989, les efforts du président Gilles Delluc heureux de s'exprimer devant un auditoire de 92 personnes. "Notre société est, comme la mer, toujours renouvelée. Elle s'apprête, cette année, avec la vigueur dont témoignent ceux qui la conduisent et ceux qu'elle accueille, à souffler les bougies de ses 125 printemps". Comme chaque année, notre compagnie a reçu un grand nombre de vœux fidèles et cordiaux et le *Bulletin*

leur apporte ici ses remerciements. Nous avons été particulièrement sensibles aux nombreuses louanges adressées au directeur et aux auteurs de nos publications. Parmi les souhaits, ceux de notre collègue René Faille, qui nous envoie le mandement de Fénelon présentant sa soumission au Pape (9 avril 1699).

La conférence de M. Pierre Ortega aura lieu mercredi prochain 13 janvier 1999 à 18 h 30, sur l'architecture et la richesse du château de Jumilhac.

Le p. Pommarède signale, dans le *Bulletin de l'Amicale des Anciens du 5^e et 9^e chasseurs* du 5 septembre, un article retraçant l'historique du 34^e d'Artillerie à Périgueux. Il a indiqué à l'auteur que le régiment avait été logé, avant que ne soit terminé le quartier Daumesnil en 1913, "dans les locaux de l'ancien grand séminaire, libérés par l'expulsion des professeurs et des élèves en 1907", c'est-à-dire dans ce qui est aujourd'hui le lycée Albert-Claveille. Le souvenir de cet épisode est conservé car une partie des locaux est encore appelé Manège d'Artillerie.

Ce Bulletin annonce, enfin, l'inauguration de la statue de Bugeaud, venant d'Algérie, à Excideuil, le 20 juin 1999.

M. Jacques Lagrange rend hommage à Jean-Marie Bélingard, qui vient de nous quitter. Il aurait eu 85 ans aujourd'hui. Membre de notre compagnie depuis 1945, à son retour de captivité, il laissera le souvenir d'un homme passionné par les richesses architecturales méconnues du Périgord. En compagnie de sa femme, Annie Bélingard, et de leurs amis, Monique et Guy Ponceau, il a regardé le Périgord dans ses moindres détails. On lui doit deux ouvrages fondamentaux, l'un sur les chartreuses et l'autre sur les maisons-fortes (sous presse).

Le président Gilles Delluc prend ensuite la parole pour dire combien il avait pu apprécier le dévouement et l'enthousiasme de celui qui fut, pendant les années d'expansion de notre compagnie, de 1982 à 1991, le trésorier efficace et le maître d'œuvre de la remise en état de ce siège dont nous sommes si fiers aujourd'hui.

M. Bernard Cazeau, après avoir remercié la Société historique et archéologique du Périgord de son accueil, présente les églises romanes du Ribéracois, leur "renaissance" aujourd'hui et illustre son propos de belles diapositives. Sans entrer dans les détails de leur histoire ni de leur architecture, il se contente "de manière synthétique, d'en évoquer la destination et, plus particulièrement, l'approche, ...[et] même, pour certaines, l'utilisation que nous en avons aujourd'hui". L'époque romane a couvert le Périgord d'une blanche robe d'églises, avec, comme disait Jean Secret, un même thème qui s'y développe avec des facettes à peine différentes. Plan rectangulaire, nef unique, coupoles sur pendentifs, absides semi-circulaires, calcaire et bois comme matériaux, sont les caractéristiques de la plupart des églises romanes du Ribéracois, édifiées dans la seconde moitié du XI^e et au XII^e siècles. Leur densité géographique dans ce secteur permet aujourd'hui d'organiser un circuit touristique de 200 km. Ces églises trouvent leur origine dans la ferveur religieuse. Elles sont l'œuvre de toute la population. Tout le monde, dans chaque paroisse, a certainement mis "la main à la pâte" pour

les construire et ceci dans une période relativement calme, se situant entre des périodes d'invasions et de calamité (peste) d'une part et des périodes de guerres endémiques, que sont la guerre de Cent Ans et les guerres de religion d'autre part. Cela explique qu'à côté de l'utilisation religieuse, ces églises aient servi de refuges, souvent de défenses, contre les Anglais notamment, et aient bénéficié de fortifications non négligeables (Siorac, Grand-Brassac, Saint-Martial-de-Viveyrol). Certaines églises sont de véritables forteresses, avec au-dessus de leurs coupes de vastes chambres de défenses. Qui dit fortifications, dit souvent destructions partielles, et reconstructions. Plusieurs églises ont bénéficié de décorations murales au XVII^e siècle. Bourg-du-Bost et la collégiale de Ribérac sont de bons exemples des vicissitudes de ce temps. La Révolution constitue la deuxième grande vicissitude dans l'histoire de ces églises. Elles ont été parfois maltraitées, souvent abandonnées et livrées à d'autres destinations. C'est le cas de la collégiale Notre-Dame de Ribérac. La Constituante ayant décidé que les trois paroisses (Faye, Saint-Martial et Saint-Martin-de-Ribérac) ne devaient plus former qu'une seule commune (celle de Ribérac) et qu'une seule paroisse, c'est la chapelle de la Trinité, aujourd'hui appelée "vieux théâtre", qui devint l'église paroissiale. C'est là, selon Dussolier, que l'on chanta le *Te Deum* d'action de grâce pour célébrer l'arrestation de Louis XVI à Varennes. Pendant ce temps, la collégiale Notre-Dame était transformée en magasin de fourrage et elle se délabrait, à la même allure que le château de Ribérac. Lorsqu'en 1802, le conseil municipal s'intéressa à l'église, la cloche, à cause de son poids, ne put être élevée qu'à mi-hauteur du clocher, tant la solidité de ce dernier était compromise. De controverse en controverse, ce n'est qu'en 1829 qu'une somme de 9000 F fut votée et que la restauration fut entreprise (avec une nouvelle cloche, car l'ancienne avait été fondue). La période pré-contemporaine, que l'on peut situer entre le milieu du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle, est une période pendant laquelle l'architecture de ces églises est souvent maltraitée tant par les conseils municipaux qui ne s'y intéressent pas que par le clergé qui n'a pas de moyens. Pour reprendre l'exemple de la collégiale de Ribérac, après sa restauration, elle sera église paroissiale jusqu'en 1935, date de la consécration d'une nouvelle église sous la présidence du cardinal Verdier, archevêque de Paris. La vieille église retombe dans l'oubli. Dans les années 1950, elle est désaffectée. Un projet de musée n'aboutit pas et elle est transformée en garage pour les services techniques municipaux. En 1971, la collégiale ressort de l'oubli par la volonté de la nouvelle municipalité. Elle est inscrite à l'inventaire des Monuments historiques en 1978. Des travaux de restauration sont menés et, aujourd'hui, elle est devenue un centre culturel. De la même façon, de nombreuses églises du Ribéracois ont été restaurées durant les dernières décennies ou sont en cours de restauration par la volonté des municipalités, soutenues par les instances départementales soucieuses de conserver notre patrimoine architectural (texte rédigé à partir des notes du conférencier).

M. Jacques Lagrange évoque ensuite la personnalité attachante de notre doyen, le Dr. L. Magimel-Pelonnier, récemment disparu (1896-1998).

C'était un esprit animé par une constante curiosité. Sa dernière communication, sur un épisode de la Résistance dans la région de Capdrot, date d'il y a deux ans. Il était le dernier médecin français ayant servi pendant la Grande Guerre. M. Lagrange se souvient qu'il conservait dans le grenier de sa maison de la rue Clos Chassaing un buste du Dr Galy, un des fondateurs de notre compagnie.

M. Jean-Pierre Bitard, à la suite de sa communication sur les toponymes évoquant des dolmens, présente quelques nouvelles pistes signalées par nos collègues, en particulier un menhir de Peyrebrune à Sainte-Orse, signalé par le P. Pommarède (voir aussi rubrique "Courrier des lecteurs" dans Les Petites Nouvelles).

M. Bousquet indique que certaines grosses pierres marquaient les limites des tènements et des propriétés seigneuriales. Elles ne doivent pas être prises pour des mégalithiques.

Mme Félonneau croit se souvenir que la cloche disparue de Saint-Front, celle qui avait été fondue en 1675 et qui avait été placée dans le clocher lors de la restauration, aurait été livrée pendant la guerre au moment de la récupération par Vichy des métaux non ferreux. Elle était fêlée et la municipalité de Périgueux l'aurait proposée pour sauver la statue de Daumesnil, après une visite sur place en compagnie de l'ingénieur Félonneau, son beau-père.

Le président
Pierre Pommarède

La secrétaire générale
Brigitte Delluc

ADMISSIONS

- Mme Demars Lucienne Alice, 24190 Saint-Vincent-de-Connezac, présentée par le P. Pommarède et Mme J. Bartoli ;
- M. Gobert Jacques, 119, rue Lagrange-Chancel, 24000 Périgueux, présenté par le Dr P. Marty et M. J. Lagrange ;
- Mme Lalanne Anne-Marie, Les Romains, 18, avenue Franconi, 24750 Trélissac, présentée par Mmes M.-G. Faure et M. Lavigne ;
- M. Lautrette Michel, Clamissac, 24190 Vallereuil, présenté par MM. B. Fournieux et P. Ortega ;
- Mme Bartoli Jacqueline, Les Gounauds, 24190 Saint-Vincent-de-Connezac, présentée par le père P. Pommarède et Mme L.-A. Demars ;
- M. Baritaud Thierry, 22, Rond-Point de la Pommeraie, 24430 Razac-sur-l'Isle, réinscription ;
- Mme Lamy Catherine, Le Bourg, 24420 Saint-Vincent-sur-L'Isle, présentée par le P. Pommarède et M. L. Hainster ;
- Mme Requier Mireille, La Petite Chapelle, 24750 Cornille, présentée par MM. B. Fournieux et D. Audrerie ;
- M. Lascaud John, 14, rue de la Beauronne, 24000 Périgueux, présenté par le P. Pommarède et Mme Barjou.

SEANCE DU MERCREDI 3 FEVRIER 1999

Président : père Pommarède, président.

Présents : 125. Excusés : 5.

Le compte rendu de la précédente réunion est adopté.

NECROLOGIE

- Le commandant Henri Blanchard.
- M. Louis Desgraves, ancien inspecteur général des bibliothèques.
- M. Louis-François Gibert, vice-président de l'association des Amis de Sarlat.

FELICITATIONS

- Le colonel Pommarède, qui va célébrer son centenaire.
- M. et Mme Malaurie de Prats-de-Carlux, pour leurs noces d'or.
- M. Bousquet, président du Clocher d'Or, qui a reçu la médaille d'honneur du conseil général.
- Plusieurs membres de notre compagnie qui figurent dans le palmarès du concours du Clocher d'Or : le regretté J.-J. Chassaigne (1^{er} prix), Y. Décima (3^e prix), Mmes G. Faure, J. Bartoli, L. Demars et A. Herguido, lauréates.

ENTREES DANS LA BIBLIOTHEQUE

Dons de documents

- Photographie d'un bronze foliacé à décor de fleurs de lys trouvé à Neuvis (XIV^e s.), don de M. Moissat.
- Note sur la cloche de l'église Saint-Sauveur de Bergerac fondue en 1875, photocopie des bulletins communal et paroissial offerte par Mme Bories.
- Un article sur le père de Foucaud extrait de *Notre Histoire*, n° 162, photocopie offerte par M. Michel Rateau.
- Cartes postales du Périgord, don de Mme Bäckert-Tamarelle.

Dons d'ouvrages

- Cagnac Marie-Thérèse (CBA) novembre 1998 : *Rapport sur le préinventaire des fonds patrimoniaux de la Dordogne* (avec un tiré-à-part sur la préhistoire). 83,9 % des communes (soit 469) et 64 % des bibliothèques publiques ou privées (soit 105 établissements) ont répondu. Cet inventaire dévoile une richesse peu connue dans tous les domaines, fournit les noms et adresses des responsables et les conditions dans lesquelles les documents peuvent être consultés.

- Chérel Albert 1917 : *Fénelon au XVIII^e siècle en France*, Hachette, Paris, avec un supplément des travaux bibliographiques (Fragignière, Fribourg, 1917), don de M. Maurice Dumoncel.

- *Port-Royal et le Jansénisme*, librairie de la Seine (Mémoires et Histoires), 1999.

- Guillaume Pierre : "L'Avenir des sociétés savantes", in : *Actes du 50^e congrès d'Etudes régionales de Bordeaux, 25 avril 1997*.

Achats

- Mayeur J.-M., Piétri Ch. et L., Vauchez A., Venard M. (sous la dir. de) : *Histoire du christianisme*, Desclée, tome 4 , 610-1054. *Evêques, moines et empereurs*.

- Mayeur J.-M., Piétri Ch. et L., Vauchez A., Venard M. (sous la dir. de) : *Histoire du christianisme*, Desclée, tome 5, 1054-1272. *Apogée de la Papauté et expansion de la chrétienté*.

- Corréa José, Verdier Joan-Pau, 1998 : *Terres de Périgord*, Imprimerie moderne éditions, Périgueux.

- Dessolas Henri, 1998 : *Une vie à fleur de terre (l'arbre, le cèpe et la truffe)*, Copédit (collection Mémoire), Périgueux.

- Châtelain André, 1998 : *Patrimoine rural. Reflets de terroirs*, Rempart, Desclée de Brouwer.

- Plaisance Georges, 1997 : *Guide des forêts de France*, Pierre Horay éditeur (Guide Horay).

- Verdon Jean, 1999 : *Les femmes en l'an mille*, librairie académique Perrin, Paris.

REVUE DE PRESSE (avec la collaboration de Sophie Bridoux)

- *Paléo*, n° 10, décembre 1998, avec plusieurs articles concernant des sites périgourdins : "Badegoulien et premiers temps du Magdalénien. Un essai de clarification à l'aide d'un exemple, la vallée de l'Isle en Périgord" par Ch. Fourloubey ; "L'abri-sous-roche de Pont-d'Ambon à Bourdeilles (Dordogne, France). Perspectives synthétiques" par G. Célérier ; "Une donnée peu connue sur la sépulture du premier adulte de la Ferrassie (Savignac-de-Miremont)" par B.Maureille ; "Approche chronologique de quelques sites ornés paléolithiques du Périgord par datation Carbone 14, en spectrométrie de masse par accélérateur, de leur mobilier archéologique" par J.-J. Cleyet-Merle, J. Gaussen, M. Tisnerat et H. Valladas.

- *Périgord hebdo*, n° 1313, 8 janvier 1999, avec un article sur la diffusion sur France 3 Aquitaine d'un documentaire sur les recherches archéologiques sur le site solutréen de Combe-Saunière à Sarliac-sur-l'Isle ; un autre intitulé "La conquête de l'air en Dordogne" par Jean-Louis Galet.

- *Périgord hebdo*, n° 1315, 22 janvier 1999, avec un article intitulé "Un Nontronnais a étudié les publicités murales. Quand les murs parlaient" qui évoque une communication faite par Alain Poinet à la séance du 7 janvier 1999 du G.R.Hi.N.

- *Lemozi*, n° 149, janvier 1999, avec une "Note sur 'la maladie d'un mauvais caractère' qui s'est manifestée à la suite du passage des prisonniers espagnols" par Pierre Saumande, qui traite du typhus en Limousin et Périgord de 1809 à 1812.

- *Sites et Monuments*, n° 164, janvier-février-mars 1999, avec plusieurs notes concernant la Dordogne : Excideuil, qui a reçu un diplôme décerné par la SPPEF pour la restauration et la réhabilitation de la halle et de la fontaine Bugeaud ; le château de Rastignac (La Bachellerie), qui a été acheté par une société qui prévoit d'importants travaux de restauration ; Sainte-Foy-de-Longas ; le château de Broidoire ; l'ouverture d'une formation 'restauration du patrimoine' au lycée de Chardeuil.

- *Périgord moun país*, n° 775, 52^e année, 4^e trim. 1998, avec un article sur Jean-Paul Sartre et, notamment, sa famille périgourdine ; un extrait de l'Annuaire de la Dordogne de 1802 sur Nontron au XIX^e siècle ; un article sur la coutellerie nontronnaise.

- Nous n'avons pas relevé d'informations concernant l'histoire ou l'archéologie du Périgord dans : *Subterranea*, n° 108, décembre 1998 ; *Cahiers du Bazadais*, n° 122, 38^e année, 3^e trimestre 1998 ; *L'archéologue*, n° 29, 9^e année, décembre 1998 ; *Revue du Gévaudan, des Causse et des Cévennes*, nouvelle formule n° 6, 2^e semestre 1998 ; *Eglise en Périgord*, n° 1 et 2, 16 et 30 janvier 1999 ; *Revue historique et archéologique du Libournais et de la vallée de la Dordogne*, n° 250, tome LXV, 4^e trimestre 1998 ; *Bulletin de la Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, tome CXIX, 4^e fascicule, 1998 ; *Revue Mabillon*, tome 70, n° 9 (nouvelle série) ; *Bulletin de la société archéologique du Gers*, 4^e trimestre 1998 ; *Revue de l'Agenais*, 125^e année, n° 4, 1998 ; *Bulletin de liaison de l'association française d'archéologie mérovingienne*, n°19, 1995 ; hebdomadaires habituels : *Périgord hebdo*, n°1312, 1^{er} janvier 1999 ; n°1314, 15 janvier 1999 ; n°1316, 29 janvier 1999 ; et *Courrier français*, n°2833, 1^{er} janvier 1999 ; n°2834, 8 janvier 1999 ; n°2835, 15 janvier 1999 ; n°2836, 22 janvier 1999.

COMMUNICATIONS

Avant la lecture des rapports moraux et financiers au programme de l'assemblée générale ordinaire, le président évoque le souvenir de René Lestin dont l'ancienne rue de la Nouvelle halle porte aujourd'hui le nom. Cet officier mécanicien de la marine, né à Périgueux le 20 juin 1871, avait été élève au lycée de la ville (R. Benoît, *La Petite histoire de Périgueux*, 1938). Il trouva la mort dans la catastrophe du vaisseau Liberté à Toulon en essayant courageusement de noyer les soutes, suivant ainsi les ordres de son commandant : "J'y vais, commandant, mais je ne reviendrai pas !" avait-il répondu en faisant le salut militaire (*Bulletin de l'Automobile Club*, 1911, p. 61). Comme le signalent MM. Gilles Delluc et Jacques Lagrange, une plaque dans la galerie est du cloître du lycée Bertran de Born rappelle son courage et les circonstances de sa mort. Le musée militaire possède sa photographie, sa vareuse, sa casquette et l'inscription "Honneur et Patrie" du vaisseau Liberté.

La Société d'art et d'histoire de Sarlat et du Périgord Noir vient de perdre l'un de ses plus éminents administrateurs, M. Louis-François Gibert. Son président, M. G. de Chaunac-Lanzac, nous a adressé un texte (déposé à la bibliothèque), dans lequel il rend un vibrant hommage à celui qui fut "chercheur, historien, travailleur passionné et acharné, doté d'une prodigieuse mémoire... membre fondateur de la Société des Amis de Sarlat", auteur de très nombreuses études parues dans le bulletin de cette société et de plusieurs ouvrages sur les vallées de la Dordogne et du Céou. Nous nous associons à cet hommage. En effet, il était aussi un membre fidèle de la Société historique et archéologique du Périgord. Il préparait un important ouvrage sur Jacques de Maleville, dont il devait donner la primeur aux membres de notre compagnie, au cours d'une de nos prochaines soirées bimestrielles.

Le mercredi 13 janvier, au cours de notre soirée, M. Pierre Ortega a conté l'histoire du château de Jumilhac. Son remarquable exposé a été enrichi par les interventions des comtes de la Tour du Pin, propriétaire du château, et de Lary de Latour, sur les liens qui unissaient Jumilhac et les Bories.

Le président annonce, pour le 18 février, à la bibliothèque municipale de Bordeaux, une conférence sur Léo Drouyn, dont nous possédons un important album.

L'assemblée générale est marquée par la lecture et l'adoption du rapport moral et du rapport financier de l'année 1998, après une discussion relative au confort dans la salle des séances et aux travaux effectués au siège durant l'année.

Le président donne ensuite la parole au professeur Saumande, qui nous présente son oncle, Gabriel, dit Georges Saumande (1851-1930), né à Cubjac. Il est avoué rue Louis Mie en 1876 et se lance très vite dans la politique. D'abord conseiller municipal à Chancelade, il est élu maire de Périgueux en 1887 et sa première action est de refuser le projet précédemment envisagé de captage de la Glane (voir le récit de cet épisode par M. Christian Salviat dans *B.S.H.A.P.*, 1992, p. 489-491, avec une caricature d'époque en couverture de la 3^e livraison de ce tome de notre *Bulletin*). Georges Saumande sera député durant 35 ans. Il reçoit Poincaré en 1913 et prononce à cette occasion un discours dans lequel il vante les richesses touristiques du département, la floraison de ses sites historiques et préhistoriques, les vallées de la Dordogne et de la Vézère. Le professeur Saumande tente un portrait de son ancêtre : républicain, radical, accusé de compromissions avec l'évêque par la gauche. Physiquement il est décrit comme "laid" par un journaliste humoriste. Son nez fait parler. Franc-maçon, il est questeur de la chambre des députés, c'est-à-dire qu'il est chargé de la buvette, très apprécié de ses collègues pour les produits du Périgord qu'il y fait venir.

Le p. Pommarède indique que le prieuré des Andrivaux a appartenu à Georges Saumande.

La réunion se termine sur un mode souriant par une série de petites histoires sarladaises racontées par M. Jean-Claude de Royère.

ADMISSIONS DU 3 FÉVRIER 1999

- Mme Levoy Micheline, 24750 Atur, présentée par Mme M. Malherbe et M. A. Levoy ;
- M. Harding William, La Dreyrie, 24510 Pézuls, présenté par le colonel et Mme Gay ;
- M. Bergougnoux Claude, Claviéras, 24330 Sainte-Marie-de-Chignac, présenté par M. et Mme G. Rousset ;
- M. Lassince Roger, 165, av. Grandou, 24750 Trélissac, présenté par Mgr Briquet et le père Pommarède ;
- M. Schwab Bernard, 10, impasse des Brandes, 24430 Marsac-sur-l'Isle, présenté par le père Beaupuy et le père Pommarède.

Le président
Pierre Pommarède

La secrétaire générale
Brigitte Delluc

ÉDITORIAL

De la guerre

La présente livraison évoque des temps où l'homme, après avoir maladroitement épuisé le verbe, laisse stupidement parler les armes. Durant des siècles - ou des millénaires (?) - la relation de l'Histoire, par l'étude comme par l'enseignement, s'est faite à partir des conquêtes territoriales. Depuis les *Annales* et François Braudel, il en est autrement. Reste cependant sur le terrain et dans nos livres le récit des conflits armés qui ont conduit d'autres civilisations en Périgord et dont notre pays a parfois tiré partie entre bien des souffrances. Depuis l'évocation par César des guerriers pétrucos volant au secours de leurs frères assiégés en Alésia, jusqu'aux médias modernes rapportant les tentatives des chasseurs du 5^e régiment de Périgueux à endiguer l'hémorragie serbo-croate, notre Compagnie engrange des informations. Les cent vingt-cinq tomes de notre *Bulletin* sont là pour témoigner de l'intérêt porté à de tels thèmes.

Ouvrons par exemple le tome LXXII de l'année 1945. Nous y trouvons des mentions comme :

- Le maréchal Bugeaud, page 7 ;
- Un souterrain-refuge à Montbreton, page 12
- L'homme magdalénien de Laugerie-Basse a-t-il été réellement écrasé ?
- Le retour de Westphalie du prisonnier de guerre Jean Secret, page 39 ;
- Les Alsaciens-Lorrains en Dordogne optant pour la France en 1872, page 40 ;
- Le 100^e de ligne en 1872, page 44
- Le lieutenant Diosido pour le roi d'Angleterre en Périgord en 1366.

- page 4 ;
- Mémoires du général baron de Damas, page 68 ;
- La prison de la Bastille, page 72 ;
- Le général Daumesnil, page 72 ;
- La Fronde, page 75 ;
- Les effets désastreux de la révocation de l'édit de Nantes à Bergerac, page 85 ;
- Reprise de Sarlat sur les frondeurs, page 108 ;
- L'attribution de papier rationné pour l'impression du *Bulletin* de la Société 4^e trimestre 1945, page 110.

Ces communications, toutes dignes d'intérêt bien entendu, sont signées Charles Aublant, docteur Chauvet, Joseph Durieux, Géraud Lavergne, Denis Peyrony, chanoine Roux... Des grands noms de notre Compagnie.

1945 fut pourtant une année de fin de conflit meurtrier, le regard de nos pairs aurait pu se tourner vers d'autres sujets. Aujourd'hui nos collègues étudient toujours les comportements sociaux, l'art de bâtir, la célébration des cultes, autant que les différends idéologiques qui conduisent aux affrontements. Nous savons bien que relater des faits de guerre n'est pas faire l'apologie de la guerre, mais relève aussi de la transmission d'une mémoire aux générations suivantes. Une autre façon pour tenter d'extirper le malaise freudien dans la civilisation.

Victor Hugo nous a laissé un vers célèbre : "La guerre, c'est la guerre des hommes. La paix, c'est la guerre des idées."

la rédaction

Les couverts du général Daumesnil

par Brigitte et Gilles DELLUC

Ah le brave général ! Nous, Périgordins, militaristes ou pas, nous aimons Yrieix Pierre Daumesnil (1776-1832). Ce fut un brave général, avec tout ce qu'il faut pour nous plaire.

Une naissance dans un milieu modeste, au pied de la cathédrale Saint-Front, un prénom bien de chez nous (ou presque) : on en oublie que son père était normand. Des études tôt interrompues, mais les généraux de Napoléon ne brilleront guère par leur culture. Une carrière militaire toute de service et de devoir et des grades conquis un par un, par le courage et dans la modestie. La campagne d'Italie, Arcole, Rivoli et Marengo, l'expédition d'Égypte, Austerlitz, Eylau, l'Espagne et le *dos de Mayo*.

Il est partout jusqu'à Wagram les 5-6 juillet 1809. Comme on sait, le colonel des chasseurs de la Garde est alors grièvement blessé et perd la jambe gauche, fracassée par un boulet autrichien. Il est amputé sur le champ de bataille par Larrey et Lachaume. Il a trente-trois ans et le titre de baron.

Au début de 1812, le général de brigade Daumesnil est nommé gouverneur du château de Vincennes, où sont stockés le matériel et les munitions de la Grande Armée. Il se marie. La France est envahie en 1814 et il refuse de livrer à l'ennemi Vincennes et tout ce que l'enceinte du château recèle. Sa réponse est bien connue : "Je rendrai Vincennes quand on me rendra ma jambe". Après Waterloo, lors de la deuxième invasion, il

récidivera, malgré l'offre de 3 millions par Blücher, conservant à la France les canons, les armes et la poudre dont il avait la garde (90 millions de francs de l'époque de matériel), aidé par quelques soldats mutilés comme lui. Comme il se doit, après une si belle vie, la suite de sa vie fut digne et pauvre. Mais la monarchie de Juillet fit encore appel à lui en 1830 pour commander la place de Vincennes. Il défendra alors, contre la foule, les ministres de Charles X, enfermés dans le château. Le général aux vingt-trois blessures succombera deux ans plus tard lors de l'épidémie de choléra, à Vincennes où il repose.

Nous avons retrouvé au Musée du Cheval de Saumur l'étrier-godet qui lui permettait de monter à cheval malgré son amputation (Delluc, 1996).

Voici aujourd'hui un autre souvenir, conservé au Musée militaire de Périgueux. Nous savons gré aux administrateurs de ce musée d'avoir pu le photographier. C'est un service à découper qui appartenait au général. Il a été offert au musée par sa petite-fille, la baronne Firion, née Daumesnil-Allaris. Sur la lame du couteau, sont très superficiellement gravés deux dessins, à peine visibles : d'un côté la bataille de Wagram, avec les troupes et les canons rangés, de l'autre (notre photo), la défense de Paris en 1815 (d'après les indications de la donatrice). Sur la fourchette se voient un D et des drapeaux conquis à l'ennemi par le général.

Le blason de Daumesnil n'y figure pas. Pas plus que sur le piédestal de sa statue de Périgueux (la même que celle de Vincennes par Louis Rochet). Rappelons quelles étaient ses armes selon A. de Froidefond de Boulazac, qui en donna une description et un dessin fidèles d'après une empreinte confiée à lui par la baronne Daumesnil : "Coupé, au 1^{er}, parti, de sinople au cor de chasse d'or, et de gueules, au signe de baron tiré de l'armée ; au 2^e, d'azur, au trophée de sept drapeaux et deux fusils avec baïonnettes d'argent, soutenu de deux tubes de canon de même".

B. et G.D.

Bibliographie sommaire

- DELLUC B. et G. 1996 : "Un étrier pas ordinaire", *Bull. de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. CXXIII, p. 501-502.
- DURIEUX JJ. 1920 : *La Dordogne militaire. Généraux et soldats de la Révolution et de l'Empire*, impr. Générale du Sud-Ouest, Bergerac.
- LAROCHE P. 1980 : "Le général baron Daumesnil", in : *Cent portraits périgourdins*, p. 120-121, S.H.A.P., Périgueux.
- LA TOMBELLE H. de 1946 : "Daumesnil, l'ange gardien de Napoléon et le héros de Vincennes", in : *Gens de plume et d'épée du Périgord*, Fontas, Périgueux, p. 95-121.



*Le service à découper du général Daumesnil dans son écrin.
Détail des gravures de la lame du couteau : la défense de Paris en 1815.*

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
PHYSICAL CHEMISTRY LABORATORY
5708 SOUTH CAMPUS DRIVE
CHICAGO, ILLINOIS 60637



Le maréchal Bugeaud mobilise toujours 150 ans après

par Sébastien POMMIER

Il n'est pas nécessaire d'attendre l'an 2000 pour commémorer des événements et anniversaires. L'histoire n'attend pas les comptes ronds du calendrier. Cette année 1999 marque le 150^e anniversaire de la mort d'un des plus illustres et célèbres périgourdiens, le maréchal Thomas, Robert, Bugeaud, quatorzième et dernier enfant de Jean-Ambroise Bugeaud, chevalier, seigneur de la Piconnerie, et de Françoise Sutton de Clonard (d'origine irlandaise). Notre héros naît accidentellement à Limoges mais n'en est pas moins périgourdin. La famille avait pour nid La Durantie à Lanouaille, où l'on trouve l'ascendance dès 1605 comme agriculteurs, forgerons, maréchaux-ferrands, mais aussi comme procureurs et notaires royaux.

Qu'il s'agisse de sa généalogie ou de sa terre natale, de ses premières armes sous l'Empire, de ses batailles sous différents régimes et dans plusieurs pays, ou qu'il s'agisse enfin de ses péripéties politiques, beaucoup d'ouvrages ont déjà été publiés, et tel n'est pas le propos de les résumer.

Bugeaud aura marqué l'histoire de la Dordogne, dont il fut député en 1831, de la France, tant au niveau militaire - il participa à de glorieuses

batailles napoléoniennes entre autres, que civil - il est le créateur des comices agricoles dont le premier fut organisé à Lanouaille en 1824. On connaît son rôle en Algérie dont il fut gouverneur général.

Rien d'étonnant alors à ce que des municipalités, certes parmi les plus concernées comme Saint-Pantaly-d'Excideuil, Excideuil, Lanouaille, Périgueux, s'unissent à des associations telles que le Cercle algérieniste, le Souvenir napoléonien, l'Amicale des anciens et amis des 5^e et 9^e chasseurs, et à la promotion Bugeaud de l'école de Saint-Cyr, pour commémorer cet anniversaire par des conférences, au travers des journées du patrimoine, ou encore par l'inauguration de la statue de Bugeaud à Excideuil.

Notre Société n'est pas non plus en reste et tient à marquer de son empreinte l'événement puisque la couverture* de ce *Bulletin* est à l'effigie du Maréchal, et se veut le relais des manifestations d'ores et déjà programmées qui se dérouleront en cours d'année. En outre, une prochaine réunion du conseil d'administration définira les modalités de notre prochaine sortie d'automne, le 18 septembre, sur les terres de Bugeaud, entre La Durantie et les jardins en terrasse de Saint-Pantaly-d'Excideuil.

La première de ces manifestations aura lieu le samedi 10 avril 1999 et sera une conférence, probablement donnée dans la grande salle de la bibliothèque municipale de Périgueux. Le conférencier, M. Lardiller, membre du Cercle algérieniste de Bordeaux exposera à son auditoire le Bugeaud administratif, celui qui a réussi là où les Turcs, durant trois siècles, avaient échoué : réorganiser l'Algérie, créer un gouvernement, des administrations et des infrastructures, afin de construire un pays sur le modèle de la France.

La plus importante de ces cérémonies - sinon la plus solennelle - sera l'inauguration de la statue de Bugeaud le 20 juin 1999, à Excideuil, sur les terres d'enfance du Maréchal, non loin de la forteresse, là où elle se trouvait jusqu'à il y a un peu plus d'un mois. Elle sera de retour sur son piédestal avec l'été, après une migration à Pian Médoc (Gironde), pour une complète

* Une toile similaire ornait jusqu'aux années soixante-dix la salle du conseil général à l'hôtel du département à Périgueux. Cette œuvre a été déposée lors des travaux et n'a pas été restaurée, comme le supposait le Dr Louis Magimel qui s'était préoccupé de son sort. Bugeaud serait... au grenier.

1. Cette statue, qui est la même que celle de Périgueux (elles ont été fabriquées par le même fondeur), a toutefois été inaugurée à Alger, non loin du lycée Bugeaud, le 19 août 1852. C'est un peu plus d'un siècle après qu'elle sera rapatriée en France. Après être passée dans des villes comme Albertville ou Excideuil (Charente) où elle n'appartenait pas à la mémoire locale, elle achève son périple à Excideuil (Dordogne). Elle aurait dû être inaugurée en 1969 si l'avant-veille de la cérémonie le maire n'était tombé malade. Depuis, ces velléités n'ont pas été réitérées, et si la statue est en place depuis trente ans, elle n'est toujours pas inaugurée.

remise en état. Il est permis de penser que le Maréchal retrouvera l'intégralité de son sabre².

Les 18 et 19 septembre prochains, à l'occasion des journées du patrimoine, les trois communes de Saint-Pantaly d'Excideuil, Excideuil et Lanouaille, se regrouperont pour célébrer leur plus grand ambassadeur. Ce travail en parallèle conduira les visiteurs au château de La Durantie, sur les terrasses de Saint-Pantaly, près de la fontaine d'Excideuil, et sur chaque site marqué par le souvenir du maréchal. Tous ces endroits pourront être découverts ou redécouverts d'une manière écologique et fort agréable, puisque des circuits pédestres seront mis en place, même si les décisions quant aux tracés ainsi que les accords inhérents à la propriété privée et à la législation ne sont pas à ce jour fixés.

D'autre part, le maire de Lanouaille invite notre Société, à l'occasion de notre sortie d'automne, à l'inauguration d'une plaque à la mémoire de Bugeaud, apposée dans ce qui était sa ferme. Nous sommes honorés par sa démarche.

Le 6 août 1824, soucieux de l'expansion et des progrès agricoles, Bugeaud, alors colonel, fonde le premier comice agricole à Lanouaille. Voici une manifestation qui a su passer les décennies, preuve de son intérêt et de son engouement populaire. Cette même municipalité - habituée à accueillir les foules - prévoit également de célébrer cet anniversaire.

En continuité et parallèlement au comice, du 24 octobre au 7 novembre, toujours à Lanouaille, une exposition sera ouverte au public. Elle aura pour titre *Bugeaud laboureur périgordin* et insistera sur son côté "agriculteur".

D'autres manifestations sont prévues, organisées par la mairie de Périgueux, dont une exposition à la bibliothèque municipale ou au musée. Il est à noter cependant que la municipalité de Périgueux publiera dans son bulletin mensuel toutes les actions commémoratives, avec les sociétés et les associations y prenant part.

2. Au gré des chargements et déchargements successifs (dus au susdit et mouvementé rapatriement), le maréchal de bronze a malheureusement perdu son sabre dans une bataille qui n'était plus la sienne.

Le général Jean-Baptiste Clergerie

par Jacques GAY

Le 25 février 1927, s'éteignait, dans sa propriété du Pouyaud, commune de Trélissac (Dordogne), le général Jean-Baptiste Clergerie, dit "Louis".

Né à Excideuil, le 11 mai 1854, 23, rue Saint-Antoine, des conjoints François Clergerie, taillandier et Aubine Labrousse, probablement installés depuis peu, car les ancêtres, dès la deuxième moitié du XVII^e siècle, vivaient au Puy de Lanouaille. Il fit une brillante carrière militaire.

Il n'était pas inconnu des Parisiens puisque, le 3 avril 1933, Alfred Bour, Emile Faure, Jean Ferrandi et Félix Lobligeois, conseillers généraux de la Seine, et conseillers municipaux de Paris, avaient déposé une proposition "tenant à commémorer la mémoire du général Clergerie, chef d'état-major du gouverneur militaire de Paris". Cette proposition était de venir apposer une plaque sur la maison du Pouyaud, où était décédé le général, alors que son nom venait d'être donné à une rue de Paris (au square du Croisic, 5, boulevard Montparnasse). Elle avait pour but "d'honorer la mémoire d'un homme qui, aux côtés du général Gallieni, avait été l'un des artisans les plus certains de la défense de Paris aux heures sombres de fin août et du début septembre 1914, et dans une certaine mesure, l'un des auteurs du redressement de la Marne".

Il aurait eu, en effet l'idée, de renforcer le front des troupes françaises, en y faisant transporter des soldats du camp retranché de Paris (environ 6 000 hommes), grâce à la réquisition des taxis parisiens. Une belle citation au nom de l'armée confirma ce rôle.

La proposition des édiles ayant été acceptée, le 25 septembre 1933, une délégation des élus de Paris, vint inaugurer cette plaque au Pouyaud. Y prirent, notamment la parole, Alfred Bour, conseiller général de la Seine, membre et secrétaire du conseil municipal de Paris, Gadaud, sénateur de la Dordogne, et Decoux-Lagoutte, maire de Trélissac.

Sa carrière militaire

Entré à l'école Polytechnique en 1874, il en sortit dans le Génie, et à ce titre, comme lieutenant, il participa à la campagne de Tunisie. Il entra, ensuite, à l'école supérieure de la Guerre où, en qualité de professeur de tactique il fut chargé des cours de génie militaire.

Promu aux grades de capitaine, puis de commandant, il est au ministère de la Guerre. Et, en 1901, il prend le commandement d'un bataillon du 1^{er} régiment du génie à Versailles.

En 1904, lieutenant-colonel, il commande en second, le 6^e régiment à Angers.

En 1905, le voici directeur du génie à Clermont-Ferrand, avec le grade de colonel. Il dirige, dans cette 13^e région militaire, d'importants travaux, notamment la construction des casernes très modernes de Roanne.



Le général J.-B. Clergerie eut l'honneur de figurer, avec les principaux chefs des armées alliées, dans le "trombinoscope" de l'Almanach Hachette de 1918 (p. 285, vignette gravée d'après un cliché de Manuel). Mort en 1916, le général Gallieni est absent de cette galerie de portraits. Périgueux conserve quelques souvenirs du général Clergerie, notamment sa maison (au Pouyaud), une rue (près du bassin) et un uniforme (au musée militaire). (note et cliché de B. et G. Delluc).

En 1911, il est appelé aux fonctions de chef d'état-major du gouvernement militaire de Paris, sous les ordres du général Donop. Membre du conseil supérieur de la Guerre, il fait plusieurs inspections sur la frontière belge.

Nommé général de brigade le 30 novembre 1912, il va être nommé sous-chef d'état-major du général Maunoury, gouverneur militaire de Paris. Il sera ensuite chef d'état-major du successeur du général Maunoury, le général Michel. Il occupe encore ce poste à la déclaration de guerre, en 1914. C'est à ce titre qu'il se trouve associé aux opérations des 5 au 9 septembre 1914.

Général de division le 26 juin 1915, il est nommé inspecteur général des travaux du génie des armées. Mais malade, il est mis en disponibilité le 26 décembre 1917 et placé dans la section de réserve le 12 avril 1917.

Il décédera dans sa propriété du Pouyaud en 1927.

Commandeur de la Légion d'honneur, croix de Guerre avec palme, commandeur de l'ordre de Victoria et de l'ordre du Bain, décoré de nombreux ordres étrangers, le général Clergerie avait bien honoré sa petite patrie. Celle-ci reconnaît enfin ses mérites en approuvant dans la réunion du conseil municipal du 2 mars 1961 "la demande du docteur Gay, tendant à obtenir l'installation d'un buste du général Clergerie, sur une des places publiques d'Excideuil celle dite de la Bascule". Mais il fallut attendre la séance du conseil municipal du 19 octobre 1977, pour que sur la proposition de Mme Compaingt, il soit décidé que la rue du lotissement Sainte-Anne devienne rue général Clergerie et que son buste soit installé au rond-point du lotissement. Ainsi, le souvenir de ce brillant officier ne sera perdu et pourra être évoqué par les habitants de ce quartier ainsi que par les guides touristiques.

Le général Clergerie avait écrit, en collaboration avec le capitaine Delahaye d'Anglemon, un livre sur *Le rôle du gouvernement militaire de Paris du 1er septembre au 12 septembre 1914*,

J.G.

Bibliographie

- Archives du ministère de la Guerre.
- Archives municipales d'Excideuil et d'état civil, recueillies par Jean Cassagne (pour les premières délibérations du conseil municipal du 2 mars 1961 et du 19 octobre 1977).
- Notes de Jean-Paul Laurent, chartiste.
- *Dictionnaire de Biographie Française 1959*, fascicule XLVII, p. 147.

Les troupes d'occupation en Périgord de 1942 à 1944

(11 novembre 1942-25 août 1944)

par Guy PENAUD

Si l'histoire des groupes de la Résistance en Périgord est relativement bien connue du fait, d'une part, des dossiers d'homologation déposés par les survivants de ces unités après guerre et d'autre part, des récits des résistants qui ont fait l'objet de maints ouvrages, il n'en est pas de même en ce qui concerne les unités allemandes ayant opéré de 1942 à 1944 dans ce département. Il convenait que ce travail soit maintenant effectué. D'autant que les résistants ignorent pour beaucoup les forces d'occupation qu'ils ont réellement combattues.

Il est difficile de donner de façon précise l'état des unités allemandes ayant opéré dans la Dordogne de 1942 à 1944 du fait des subordinations très différentes de celles-ci, de la complexité de l'organisation militaire allemande et des lacunes dans les archives françaises ou allemandes.

Remarquons qu'en dehors des grandes unités, qu'il est possible de suivre avec plus ou moins de précision parce qu'elles ont un historique et parfois des archives, il existe des petites unités que l'on a de la peine souvent à identifier. Il s'agit d'unités organiques (en particulier de transmissions), de régiments d'instruction ou de compagnies de commandements. En outre, certaines unités n'ont fait que passer en Périgord ou n'y ont fait que de très courts séjours sans combattre la Résistance.

Avant le 11 novembre

Il convient tout d'abord de rappeler que la Wehrmacht représente l'ensemble des armées. Son état-major est l'O.K.W. (*Ober Kommando Wehrmacht*). L'armée de Terre a pour état-major l'O.K.H. (*Ober Kommando Heeres*). A côté de l'armée de Terre, on trouve l'aviation (*Luftwaffe*), l'administration militaire (*Militär Verwaltung*) ainsi que des services de police.

Avant le 11 novembre 1942, la présence militaire allemande n'est effective que dans les communes du département de la Dordogne qui n'ont pas été incluses dans la zone sud c'est à dire celles situées en zone occupée. La *Wehrmacht*, du moins les troupes de combat (*Feld Heer*), est alors représentée par la 1^{re} armée (1. *Armee Ober Kommando*, en abrégé AOK 1), dont le siège est à Bordeaux et la compétence territoriale s'étend de la Loire aux Pyrénées entre l'Atlantique et la ligne de démarcation. Cette armée relevait de l'*Ober Kommando* de l'ouest (O.B. West) dont le P.C. se trouve à Saint-Germain-en-Laye.

Pour ce qui est de l'administration militaire allemande en France ("*Militär Verwaltung*" ou "*Militärbefehlshaber in Frankreich*" (M.B.H.F.)) elle a sous ses ordres directs des districts ("*Bezirk*"). Pour la partie occupée du département de la Dordogne, le district compétent est d'abord celui d'Angers puis celui de Bordeaux, qui eux-mêmes ont pouvoir hiérarchique en particulier sur la *Feld Kommandantur* d'Angoulême dont dépendant la Kreis Kommandantur de La Rochefoucauld.

Des détachements de troupes importants sont cantonnés à Montpon (on parle, en novembre 1940, de formations des jeunesses hitlériennes, en fait le 376^e Pz-Jg-Abt cantonné vers Saint-Aulaye). En 1942, sont cantonnés, à Chalais et à Parcoul, la 327^e division d'infanterie, ainsi que du côté de La Rochebeaucourt le 673^e régiment de grenadiers (Rgt. Gr.J.R. 673). En outre, des soldats spécialisés, appartenant au service des gardes frontalières ("*Verstärke Grenz Aufsichtsdienst*" - V.G.A.D.), sont répartis le long de la

ligne de démarcation en particulier à Allemans, Champagne-Fontaine ou Montpon. Ces gardes frontières seront maintenus jusqu'en 1943. Le 11 novembre 1942, ils se portent sur une ligne Périgueux, Thiviers, Saint-Junien,

Mais des soldats allemands sont également signalés en zone dite libre : ainsi, début août 1940, une mission militaire allemande, comprenant plusieurs officiers et sous-officiers ainsi qu'une quarantaine d'hommes, se rend à Périgueux afin de procéder, conformément aux conditions de l'armistice, à un recensement du matériel militaire. (*L'Avenir* du 28 juillet 1940).

L'occupation de la zone sud

On sait qu'à la suite du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord du 8 novembre 1942, Hitler a décidé d'occuper la zone libre.

Le plan d'occupation de la zone libre fut préparé plusieurs mois avant cette date. Un matin d'octobre 1941, un premier plan prévoyait l'invasion de la zone libre. La 1^{re} armée devait passer par Montpon, Thiviers, La Rochebeaucourt et Ribérac. Le passage de l'Isle était prévu à Périgueux et celui de la Dordogne à Siorac. Les principaux points du plan définitif, qui porte alors le nom de "plan Anton" ont été définis le 28 septembre 1942. L'état-major de la 1^{re} armée allemande basée à Bordeaux en a eu connaissance le 10 octobre 1942. Hitler a en effet confié à cette armée et à la 3^e division blindée S.S. "Totenkopf", cantonnée en Charente, le soin d'appliquer une grande partie de ses instructions. Ces troupes, qui ont été mises en alerte avant le 8 novembre, reçoivent le 10 novembre 1942, l'ordre d'invasion de la zone libre. La division blindée S.S. "Totenkopf" forme quatre colonnes dont celle du sud (dite colonne D) part de Chalais pour pénétrer en Périgord du côté de Ribérac. Les troupes allemandes franchissent les postes frontaliers séparant la zone libre de la zone occupée le 11 novembre 1942 vers 7 heures. On signale la présence des militaires allemands à Saint-Astier dès 8 heures (quatre officiers et trente hommes de troupe) et à 9 h 30 à Périgueux (selon un communiqué de presse du préfet de la Dordogne). Des quantités importantes de troupes sont passées entre 16 h 30 et 18 heures à Terrasson et Villefranche-du-Périgord, se dirigeant vers Brive et Cahors. Si à Sarlat, aucun passage de militaires allemands n'est noté, on signale toutefois que, vers 17 h 30, des spécialistes circulant à bord de deux véhicules se sont présentés à la poste pour réserver deux circuits téléphoniques à l'usage des autorités allemandes.

Comme on peut s'en douter, une organisation militaire allemande s'est mise en place dès le mois de novembre 1942 dans la zone nouvellement occupée.

Pour ce qui est du *Militär Gebiet Sud Frankreich* ou M.G.S.F. (territoire militaire du sud de la France) pour l'ex zone libre, un représentant de l'O.K.H. s'installe à Lyon à la tête de ce qu'on appelle le *Heeres Gebiet Sud Frankreich*, ou H.G.S.F. (commandement du territoire du sud de la France), avec des pouvoirs semblables à ceux des districts (*Bezirk*). Il est vrai que tous ces organismes dépendaient également du commandement militaire du territoire français (*Militärdefehlshaber in Frankreich*), dirigé par le général Stulpnagel, lui-même relevant de l'O.K.W. (*Ober Kommando der Wehrmacht*), haut commandement allemand de l'ouest dirigé par le général Von Rundstedt.

Vers le 15 juin 1944, une évolution apparaît en ce qui concerne l'armée de Terre allemande (O.K.H.) : La Dordogne passe sous le commandement de la 1^{re} armée (1^{er} A.O.K.) qui jusqu'alors avait pour mission principale la défense des côtes (entre la ligne de démarcation et l'Atlantique). Il est vrai que depuis le 13 juin 1944, le chef de l'état-major de liaison de Périgueux a signifié au préfet de la Dordogne que par une ordonnance du 10 juin 1944 le commandant des troupes allemandes de la zone sud venait de prescrire dans cette partie du territoire national la mise en application du régime de la zone occupée (dit "sauvegarde de l'armée allemande"). Le 20 juin 1944, le préfet de la Dordogne signalera toutefois par note de service que cette ordonnance - "publiée le 14 juin en Dordogne... par suite d'une erreur matérielle qui n'est pas imputable aux services français" - n'était applicable qu'en cas de débarquement sur les côtes méditerranéennes,

Dans le même temps, un conseil de guerre allemand est constitué à Périgueux. Il prononce ses premières condamnations à mort le 18 juin 1944.

L'état-major de liaison (novembre 1942 – août 1944)

A l'intérieur du *Heeres Gebiet Sud Frankreich* (H.G.S.F.) est créé dans chaque département, un *Verbindungsstab* (V.S.), état-major de liaison (auprès des autorités françaises) qui n'était autre qu'une *Feld Kommandantur* déguisée. Chaque V.S. dépendant d'un grand état-major.

Pour la Dordogne, est ainsi constitué à Périgueux, le 13 décembre 1942, l'état-major de liaison n° 730 (*Verbindungsstab* 730) relevant du grand état-major (*Haupt Verbindungsstab* ou H.V.S.) n° 788 de Clermont-Ferrand. Il sera officiellement installé le 16 décembre 1942. Il y a, en outre, un *Standortkommandantur* (état-major de garnison) à Bergerac, antenne du service périgourdin, dont le responsable sera, à partir de juin 1944, le lieutenant Best.

Le premier commandant de l'état-major de liaison de Périgueux est l'Oberst Lieutenant Wienkoop, qui quittera cette fonction en avril 1944.

En avril 1944, le nouveau commandant de l'état-major de liaison de Périgueux – qui relève alors de l'*Oberfelkommandantur* n° 588 (état-major principal de liaison) – est le colonel Sternkopf. Sous ses ordres se trouvaient le capitaine Statter et les lieutenants Seitz et Hartmann. Le sous-lieutenant von Bredendieck fut le secrétaire des commandants de l'état-major de liaison jusqu'en juin 1944. Les interprètes étaient les nommés Haensch, Fischer et Rech.

Les services sont installés dans l'hôtel du Commerce et des Postes à Périgueux. Ces locaux font l'objet d'un attentat par explosif (les auteurs appartiennent au groupe FTP/MOI de Toulouse) le 9 octobre 1943.

Le 9 août 1944, arrive à Périgueux le général Hubert Arndt qui a donné pour instruction de créer une cour martiale chargée de "juger" les détenus du 35^e d'artillerie. Cette mission fut confiée au colonel von Renteln qui désigna les capitaines Lainer et Glaefke pour accomplir cette tâche.

Arndt quitte Périgueux le 12 août 1944, déléguant ses pouvoirs à von Renteln, qui paraît alors avoir sous ses ordres le commandant de l'état-major de liaison 730, avec pour mission de lutter avec énergie contre les maquis.

Tous ses services quitteront Périgueux le 19 août 1944. Le département sera totalement libéré le 25 août suivant, date à laquelle le *Verbindungsstab* 730 (état-major de liaison) cessera officiellement d'exister.

La police militaire (novembre 1942 – août 1944)

En novembre 1942, s'installe à Périgueux, la *Feldgendarmerie* (police militaire ou prévôté n° 964), qui établit ses quartiers à l'hôtel Rhin et Moselle, place du Palais où elle demeure jusqu'en avril 1944. A cette date, pour plus de sécurité, elle se transporte dans un immeuble de la place de la Banque, à proximité du *Verbindung Stab* (état-major de liaison). Elle est dirigée jusqu'en 1944 par l'adjudant-chef Giese Hermann, originaire de Berlin. Par la suite, un officier en a pris le commandement.

Une antenne de la *Feldgendarmerie* (prévôté n° 505) est signalée à Bergerac. C'est un membre de ce dernier service, le *Feldwebel* (adjudant-chef) Joseph Munch qui est tué par un résistant le 23 octobre 1943 près de Cadouin. Il s'agit du premier Allemand tué en Dordogne.

Le 9 novembre 1943, c'est au tour de la *Feldgendarmarie* de Périgueux de faire l'objet d'une attaque par l'explosif réalisée par la 35^e brigade FTP-MOI de Toulouse. Cinq Allemands sont blessés (Böttcher, Besn, Klauss et Haman de la *Feldgendarmarie* et Luschnik de la Gestapo). On notera avec intérêt que Freddy Klauss (en fait interprète alsacien), rejoindra, au moment du débarquement allié, un groupe de résistants A.S.

La *Feldgendarmarie* quittera le département de la Dordogne les 19 et 20 août 1944.

Le S.D. (dit *Gestapo*) (novembre 1942 – août 1944)

Dès l'occupation de la Dordogne, s'est mise en place, également à Périgueux, une section extérieure (*Aussendienststelle* ou A.D.), du *Kommandeur der Sicherheitspolizei (SIPO) und des Sicherheits-Dienst (S.D.)* (soit le K.S.D.) de Limoges, à la tête de laquelle se trouve un nommé Jessen. Il s'agit du service improprement appelé *Gestapo* (*Geheime Sicherheit Polizei*), dont le responsable national est le "*Höhere SS und Polizei führer in Frankreich*", le général Oberg. Une première équipe de ce service séjourne à l'hôtel du Commerce à Périgueux du 17 au 21 novembre 1942 sous de faux noms. Ce service s'installe définitivement le 1^{er} janvier 1943 au premier étage du bâtiment du Crédit Lyonnais, rue de la Comédie. La première équipe est dirigée par un nommé Kaleist. Composée seulement de deux membres, elle a pour interprète le nommé Werner Gersbach, se disant Willy Birkenfeld ou "Willy". De ce fait, les opérations répressives ayant entraîné l'arrestation en Dordogne de nombreux résistants de mars à mai 1943 furent opérées par le service régional de Limoges. Au mois de juin 1943, on signale la présence d'un S.D. *Kommando*, installé à l'hôtel du Lion d'Or à Sarlat (A.D.D. 1 W 1810). Un autre groupe de ce service est installé à Bergerac, 18 cours Alsace-Lorraine.

Le commandement de ces services allait subir, à cette époque, quelques changements : un nouveau responsable avait été nommé à Limoges en remplacement de Jessen. Le nouveau *Kommandeur der Sicherheitspolizei* est August Meier.

Dès le mois de juillet 1943, la section extérieure du S.D. de Périgueux est renforcée. Un nouveau chef est nommé en la personne de l'*Unterstunmführer* Michaël Hambrecht (né le 13 août 1890 à Kocher-Stetten), avec pour adjoints Joseph Kitz (né le 19 janvier 1906 à Bruggen) et Franz Hullinger (né le 8 octobre 1916 à Vohenstrauss). Dès lors, ce service va

déployer une grande activité répressive dans tout le département, soit seul, soit avec l'aide des services de Limoges ou des troupes plus strictement militaires. Les locaux de ce service sont visés par une attaque du groupe FTP-MOI (mouvement ouvrier international) de Toulouse le 9 octobre 1943.

On remarque que le S.D. de Limoges opère souvent en Dordogne soit de façon autonome, soit en liaison avec son antenne périgourdine. Les membres de ce dernier service, Hambrecht en tête, quittent Périgueux le 19 août 1944.



Hambrecht, chef du S.D. de Périgueux, avec ses deux adjoints (collection Fonmartin)

La police auxiliaire (mars – août 1944)

Vers le 20 mars 1944, arrive à Périgueux un détachement de la *Hilfspolizei* (police auxiliaire), plus connue sous le nom de phalange nord-africaine, car elle était principalement composée de Nord-Africains. Commandée par des repris de justice français, son chef est Alexis Villaplane, un footballeur qui eut son heure de gloire. Il sera remplacé par la suite par le lieutenant Raymond (en fait Raymond Zahn). Ils ont comme adjoints Jean Del Chiappo, Mathieu Fioraventi et Timont. L'unité arrivée à Périgueux en mars 1944 comprend outre les gradés mentionnés au-dessus, une cinquantaine d'hommes d'origine nord-africaine, qui arborent des tenues de campagne, compromis astucieux entre l'uniforme allemand et l'uniforme français. Dépendant directement de la section extérieure du S.D. de Périgueux elle est chargée de la seconder dans les opérations répressives.

Le groupe arrivé à Périgueux fait partie de Légion nord-africaine qui avait été créée à Paris au début de l'année 1944, à l'instigation des plus hauts responsables des services de sécurité allemands en France, Helmut Knochen et Boelmelburg, par un nommé Mohamed El-Maadi et les policiers/truands bien connus Pierre Bonny et Henri Lafont. En février 1944, les hommes de la *Hilfpolizei* arrivent à Limoges, avant de se disperser dans les départements dépendants du K.S.D. de cette ville.

Chargée de décimer les noyaux de résistance sous la direction du S.D., cette unité se distingue bien tristement dans tout le Périgord, en particulier à Eymet, Mussidan, Ribérac ou Brantôme.

Les hommes de la Légion nord-africaine quittent la Dordogne le 13 août 1944.

L'armée proprement dite (novembre 1942 – août 1944)

La 3^e division blindée SS "*Totenkopf*" (novembre 1942)

Comme on l'a vu, c'est un détachement de la 3^e division *Schutzstaffel Totenkopf* (3.SS.Panzer. Division "*Totenkopf*"), cantonnée en Charente depuis le mois d'octobre 1942, qui entre en Périgord le 11 novembre 1942. L'état-major de cette unité, commandée par le général Eicke, s'installe à Tulle et Aurillac. Elle reste dans la région jusqu'au 20 novembre suivant, date à laquelle l'organisation des troupes d'occupation change. Avec un état-major installé à Limoges, sont alors déployées les unités suivantes :

- la division de réserve n° 158 (*158.Reserve-Div.*)
- un bataillon du régiment de police n° 4 (*Bat.Polizei Regiment 4*)
- les bataillons territoriaux n° 421 et 610 (*Landeschützen-Bat. 421 et 610*)
- un bataillon de la 3^e division S.S. *Totenkopf* (*3.SS-PanzerDiv. "Totenkopf"*)

Le 8 décembre 1942, ces trois dernières unités sont retirées du secteur, le bataillon territorial n° 605 (*Landeschützen-Btm 605*) prenant le relais. Enfin, à partir du 19 décembre suivant, il ne reste plus que la 158^e division de réserve dans la région de Périgueux et de Bergerac. Ces dernières troupes sont composées de jeunes recrues originaires pour la plupart de Silésie, évitant tout rapport avec la population. Cette division quitte définitivement la Dordogne vers le 20 janvier 1943.

A partir de cette date, et pour quelques mois, il n'y a plus de grandes unités dans le département. Les troupes les plus proches sont l'état-major du

LXVI^e corps d'armée de réserve à Clermont-Ferrand, la 159^e division de réserve à Châtelguyon (remplacée, en juin 1943, par la 189^e division de réserve) et la 10^e division blindée S.S. (*10.SS Panzer Division "Fruntsberg"*) en formation à Angoulême et dirigée par Michael Lippert.

Le bataillon d'infanterie géorgienne n° 799 (septembre 1943 – juin 1944)

C'est certainement en septembre 1943 qu'arrive à Périgueux un bataillon de "volontaires géorgiens", le bataillon d'infanterie géorgienne n° 799 (*Ost Bataillone* ou plus exactement *Georgisches Inf.Btl 799*), commandé par le capitaine Schmitt et placé sous le commandement du *Militärbefehlshaber*. Cette unité, qui a pris possession de la caserne du 35^e d'artillerie de Périgueux, réservera de mauvaises surprises aux autorités allemandes. Elle contient, en effet, des auxiliaires étrangers appelés *Hi-Wi* (*Hilfs-Willingen*) – pour ce bataillon principalement des Géorgiens – dont beaucoup ne partagent pas les convictions de leurs chefs.

Dès le 2 octobre 1943, cinq Géorgiens (Ihora Chavchichvili, Victor Alimbarachvili, Arsène Choubitidzé, Petré Kitiachvili et Souliko Roussichvili) s'évadent et rejoignant le rang des résistants FTP (francs tireurs et partisans) du côté de Montignac. Le 12 octobre suivant ce sont une dizaine de Géorgiens, conduits par le lieutenant Vassili Meladze, qui parviennent à fausser compagnie aux Allemands pour rejoindre le groupe de l'A.S. Mireille. Malheureusement, quelques jours après, le 3 novembre 1943, au cours d'un combat contre les forces de police de l'Etat français à Saint-Vincent-de-Connezac, l'un d'eux sera tué (Archile Mirianachvili) et quatre faits prisonniers (Abel Petriachvili, Souliko Abouladze, Kricha Djikia et Joseph Alkhanichvili). Ces derniers, remis aux Allemands, seront fusillés le 10 décembre 1943. Ce même jour, quatre nouveaux membres de cette unité s'évaderont (Valérien Béradzé, Marc Dathoukachvili, Phirouse Chachiachvili et Ambertsoum Termanelov). Les Allemands arrêteront quelques meneurs qui sont aussitôt passés par les armes. Le 22 mars 1944, trois autres soldats du *Georgisches Infanterie Bataillone* (Chakro Lalachvili, Bagrate Zakarachvili et Léon Kotorachvili) s'évadent.

De septembre 1943 à fin mars 1944, cette unité participe à diverses opérations dans toute la Dordogne. Du 25 mars à la mi-avril 1944, elle est intégrée à la division "B", dont il est question par ailleurs. Du 22 avril au 3 mai 1944, le bataillon d'infanterie géorgienne est réparti en plusieurs compagnies engagées dans la lutte contre les maquis :

- une compagnie se retrouve à Thiviers (avec la 2^e compagnie du bataillon d'artillerie anti-aérienne n° 958),

- une compagnie à Thenon (trois soldats, Isaac Sitchinava, Joseph Ossiachvili et Vladimir Bésérachvili, désertent le 26 avril).
- une compagnie à Nontron,
- une compagnie à Excideuil (dix soldats désertent le 12 mai 1944 pour rejoindre les maquisards de l'A.S. Dordogne Nord),
- une compagnie à La Coquille.

Le 3 mai 1944, le commandant de la zone sud de la France ordonne le déplacement de la compagnie du bataillon anti-aérien à Vienne et du bataillon géorgien n° 799 au camp de Sissonne. Il est vrai qu'outre les désertions signalées à Thenon, le 23 avril 1944, pas moins de soixante quinze soldats de cette unité s'évadent pour rejoindre le rang des maquisards F.T.P. Il est probable que le régiment (en tout ou en partie), toujours commandée par le capitaine Schmitt, reviendra pour quelques jours en Périgord.

En effet, outre l'unité cantonnée à Excideuil, on signale la présence à Bergerac d'une compagnie de ce régiment. Cinq de ses membres désertent d'ailleurs dans cette ville le 15 mai 1944 pour rejoindre la résistance française (Marie Chicha-Chalamberidzé, Basile Stajadzé, Michel Bousiachvili, Vladimir Kikachvili, Charles Sissaouri et Georges Tsérétéli). Cette unité n'est plus signalée en Périgueux à la fin du mois de mai 1944.

La 273^e division de réserve de chars et la 189^e division de réserve (novembre – décembre 1943)

Vers la fin de l'année 1943, des troupes de la 273^e division de réserve de chars (*Panzer-Division*) dont le P.C. était à Libourne et de la 189^e division de réserve (*189 Res. Div.*) qui avait installé le sien à Châtelguyon, sont ponctuellement utilisées en Périgord, si besoin en est, pour combattre la Résistance.

Le régiment de sécurité n° 95 (février – avril 1944)

Un bataillon du régiment de police stationné depuis le mois d'août 1943 à Limoges (Régiment de sécurité n° 95 – *Sicherungs-Rgt 95*) participe le 16 février 1944 à l'attaque d'un groupe de jeunes réfractaires au Pont Lasveyras, sur les bords de l'Auvèzère, près de Payzac. Quarante et un maquisards y sont massacrés.

On retrouve le 3^e bataillon de ce régiment engagé dans la partie occidentale de la Dordogne vers le 22 avril 1944 (région Bergerac, Eymet et Mussidan). Quant au 2^e bataillon, cantonné à Périgueux et sous les ordres du capitaine Ernst Hotop, il se signale à Saint-Martin-de-Fressengeas.

La division "B" (mars – avril 1944)

Le 25 mars 1944 commence une importante "opération de nettoyage". Elle est confiée à la division "B", commandée par le général de brigade Walter Brehmer (né le 28 juin 1894 à Nordhausen), qui installera son état-major à l'hôtel Domino à Périgueux. Cette division est composée d'unités disparates :

- deux régiments de sauvegarde (dont le 95^e de Limoges) avec une demi-compagnie de patrouille de chars (*Sicherungs-Regimentsstabe und Panzer-Späh-Kompanie*)
- trois bataillons de sauvegarde (dont les II^e et III^e *Sicherungsbataillone*),
- le 958^e bataillon motorisé anti-aérien (*Flak-Bataillone n° 958* de Fontainebleau) commandé par le lieutenant Ernst Poncel,
- trois *Ost-Bataillone*, dont le 799^e bataillon d'infanterie géorgienne (*Georgisches Inf. Btl 799*), cantonné à Périgueux,
- une compagnie du génie (*Pionierkompanie*),
- une compagnie de la police militaire (*Feldgendarmarie-Ersatzkompanie*).

La division avait son propre S.D. placé sous la direction du Hauptsturmführer Hollert, détaché du K.D.S. de Lyon, assisté de l'Obersturmführer Thalmann. Le capitaine Gaessler du K.D.S. de Limoges assurait la liaison entre l'état-major de cette division et le K.D.S. de Limoges. Ce sont d'ailleurs des hommes de ce dernier service qui tombent le 25 mars 1944 dans une embuscade à Brantôme, le premier jour de l'opération de la division "B" en Périgord. En représailles, plusieurs dizaines de résistants sont sortis des prisons de Limoges, emmenés à Brantôme et fusillés sur place dès le lendemain par le S.D. et la police auxiliaire.

Le 26 mars 1944, la division "B" sévit à Allemans, Brantôme, Douzillac, La Jemaye, Mussidan, Ribérac, Saint-André-de-Double, Saint-Jean-d'Ataux, Saint-Laurent-des-Hommes, Saint-Martin-de-Ribérac, Saint-Michel-de-Double, Saint-Sulpice de Roumagnac, Saint-Vincent-de-Connezac, Siorac-de-Ribérac, Vanxains, Vaunac.

Le 27 mars, on la retrouve à Cantillac, Champagnac-de-Bélair, Condat-sur-Trincou, Saint-Crépin-de-Richemont, Sainte-Marie-de-Chignac et Villars.

Le 28 mars, la division "B" est à Lempzours, Milhae-d'Auberoche, Saint-Front d'Alemps et le 29 à Château-l'Evêque, Cognac-sur-l'Isle, Excideuil, Lanouaille, Nantheuil, Preyssac-d'Excideuil, Saint-Germain-des-Près, Saint-Médard-d'Excideuil, Saint-Romain-Saint-Clément, Sarliac-sur-l'Isle, Sarrazac et Sorges.

Le 30 mars, cette unité poursuit son action répressive à Auriac-du-Périgord, Azerat, Beauregard-de-Terrasson, Condat-le-Lardin, Fanlac, Grange-d'Ans, Jayac, La Bachellerie, Montignac, Nadaillac, Saint-Amand-de-Coly, Saint-Lazare, Saint-Rabier, Terrasson, Thenon et Villac. C'est ce jour qu'est incendié le château de Rastignac et que disparaît (dans les flammes ou volée ?) une fabuleuse collection de tableaux impressionnistes.

Le 31 mars, on retrouve la division allemande à Rouffignac, Saint-Rabier, Salignac, Thenon, Terrasson, et le 1er avril à Ajat, Badefols-d'Ans, Chavagnac, Hautefort, Milhac-d'Auberoche, Nailhac, Sainte-Orse, Saint-Pierre-de-Chignac, Saint-Raphaël, Thenon et Tourtoirac.

Enfin le 2 avril, la division "B" termine sa terrible mission périgourdine à Allès, Aubas, Condat-sur-Vézère, Hautefort, La Bachellerie, Saint-Pierre-de-Chignac et Tourtoirac, avant de poursuivre sa marche dévastatrice en Corrèze. Ne restent en Dordogne qu'une partie du bataillon anti-aérien n° 958 et le bataillon géorgien n° 799.

Il faut remarquer qu'outre les résistants, cette unité a fait la chasse aux juifs réfugiés en Périgord. Elle laissera après son passage plusieurs villages incendiés et de nombreuses victimes.

La II^e Panzer Division S.S. "Das Reich" (mai – juin 1944)

La II^e S.S.-Panzer-Div. "Das Reich", cantonnée en Midi-Pyrénées vers Montauban, n'est pratiquement pas signalée en Périgord avant le débarquement du 6 juin 1944.

Le 21 mai 1944, toutefois, des éléments de cette unité, stationnés à Valence-d'Agen, participent à une opération répressive à Fontenilles, La Capelle et Vergt-de-Biron.

Ayant reçu, le 7 juin 1944, l'ordre de se mettre à disposition du LXVI^e corps de réserve, non pas pour rejoindre le front de Normandie, mais pour se déployer dans la région de Tulle-Limoges "où d'importantes formations de bandes semblent s'être concentrées...", la II^e Panzer Division "Das Reich", commandée par le général (*Obergruppenführer*) Heinz Lammerding, se met en route le 8 juin. Dès ce jour, un élément de cette unité (le 1^{er} bataillon de *Panzergranadier* du régiment "Der Führer") commandée par le major Otto Diekmann, atteint Grolejac, où il est accroché par les résistants. La répression est vive dans ce bourg ainsi qu'à Calviac, Carlux, Carsac, Peyrillac, Rouffillac et Tursac. Cette avant-garde quitte la Dordogne pour rejoindre le Lot et la Corrèze.

La plupart des unités de la division "*Das Reich*" se dirigeront ensuite vers le front de Normandie, en passant par Limoges. Toutefois le grand quartier général allemand (O.K.W.) décidait "du fait de la situation dans les transports", l'embarquement des véhicules à chenilles de cette division le 12 juin 1944 à Périgueux.

Le 10 juin, Lammerding envoie en avant-garde pour assurer la libre circulation sur la R.N. 89 (Brive-Périgueux) le 1er bataillon d'un régiment d'artillerie commandé par le *Bannführer* Kreuz, un bataillon du régiment "*Der Führer*". L'arrière-garde est formée par le 3^e bataillon du régiment d'artillerie sous les ordres du *Bannführer* Hilpert. Les incidents sont nombreux et tragiques le 10 juin à Terrasson, Le Lardin, Azerat, Sarliac ou le 11 juin à Fossemagne, Boulazac.

C'est entre le 12 et le 15 juin 1944 que les chars lourds se dirigent vers la capitale du Périgord, la Feldgendarmerie et d'autres troupes stationnées à Périgueux assurant la sécurité du convoi. Avant de quitter la Dordogne, quelques unités de la division "*Das Reich*" participent à des opérations dans les environs de Périgueux.

Les blindés de la division "*Das Reich*" quittent Périgueux par treize trains le 15 juin et enfin trois le 16.

Le groupe de combat Wilde (juin – juillet 1944)

Entre le 8 et le 10 juin 1944, le groupe de combat (*Kampfgruppe*) Wilde – qui porte comme toutes les unités de ce type le nom de son commandant – de la 11^e division blindée (*11. Panz.Div.*), comprenant des éléments du 111^e régiment blindé (*Panzer Grenadiers Rgt*), en tout neuf compagnies ainsi qu'une batterie, vient en Dordogne. Venant de Castillon-la-Bataille, cette unité atteint Bergerac après des combats au Fleix.

Le 11 juin, le groupe tente une sortie du côté de Saint-Sauveur, Saint-Germain-et-Mons, Cours-de-Piles et Mouleydier, mais doit se replier sur Bergerac.

On note que la 11^e division blindée est commandée par le général Wiet von Wietenstein. Les formations de son unité sont faciles à reconnaître car tous les véhicules portent le même emblème sur le garde-boue : une chenillette sur laquelle danse un squelette enveloppé de son suaire et agitant un coupe-coupe.

Le 10 juin 1944, cette unité reçoit l'ordre de relever la II^e *Panzer Division* "*Das Reich*" à Brive. Elle comprend alors une compagnie du 111^e régiment avec la batterie 1/111, ainsi que le 1^{er} et le 2^e bataillon du 111^e régiment blindé.

Le 11 juin, en passant à Mussidan pour rejoindre Brive des éléments de cette troupe sont accrochés par des maquisards venant d'attaquer un train en gare. La répression est terrible. Elle est l'œuvre du service extérieur du S.D. de Périgueux assisté des membres de la *Hilfspolizei*. Une cinquantaine d'otages mussidanais sont fusillés. Le 20 juin des éléments de cette unité sont encore signalés à Mussidan et Razac.

Après avoir œuvré en Corrèze, les unités de ce groupe de combat suivent du 24 au 30 juin 1944, les itinéraires suivants : Brive, Larche, Salignac, puis Souillac (du 24 au 28) ; Souillac, Eyvigues, Domme, Sarlat (du 25 au 26) ; Souillac, Saint-Vincent-le-Paluel, Vitrac, Cénac, Domme (du 26 au 28) ; Souillac, Grolejac, Milhae (du 28 au 30).

Du 18 au 20 juillet 1944, le groupe de combat Wilde est de nouveau signalé en Dordogne, dans le secteur de Bergerac et Périgueux. Il comprenait alors les unités suivantes :

- des unités de commandement (*Stab Panzer-Grenadier-Regiment 111* et *Stabskompanie III*),
- un bataillon de grenadiers (1.(bataillon)/111),
- une batterie (compagnie mixte de la 2^e et 3^e compagnie de l'*Aufklärungs-Abteilung 11-Kanonengruppe und sämtliche Panzerspähwagen*),
- une unité médicale (un groupe de chirurgiens et un groupe d'ambulances RH 24-58/7).

Le matin du 22 juillet 1944, ces unités quittent Bergerac au sud et au nord de la Dordogne. Poursuivant sa route dans le Lot, elles arrêtent entre autres André Malraux du côté de Gramat.

Le groupe de combat Kopf (juin 1944)

Le groupe de combat (*Kampfgruppe*) Kopf fait partie de la 273^e division blindée de réserve (273 *Res.Panzer.Div.*). Arrivant de Castillon-sur-Dordogne le 14 juin 1944, cette formation est restée à Bergerac jusqu'au 20 juin, date à laquelle elle fut remplacée par le groupement Bode. Commandée par le major Kopf, assisté du capitaine Weygand et du lieutenant Biller, elle s'est illustrée à Gardonne, Prigonrieux et Saint-Pierre-d'Eyraud.

Le groupe de combat Bode (juin – juillet 1944)

Le groupe de combat (*Kampfgruppe*) Bode, commandé par un major de ce nom, est arrivé à Bergerac le 19 juin 1944. Il dépend de la 11^e division

blindée (*11 Panzer.Div.*), dont elle est l'unité de reconnaissance (*Aufklärungs-Abt.*). Opérant dans toute la région de Bergerac, cette unité frappe dans un premier temps à Mouleydier et Pressignac, où des combats acharnés l'oppose aux groupes de résistants A.S. et F.T.P. Le 28 juin, elle se retrouve à Issigeac et Beaumont. Par la suite, et jusqu'au 22 juillet 1944, elle étend son champ de manœuvre à tout le sud du département.

Le groupe de combat Ottenbacher (juin-août 1944)

Originaire du Hapt Verbindung Stab 788 mais dépendant du LXVI^e corps d'armée, le groupe de combat (*Kampfgruppe*) Ottenbacher opère à l'ouest du dispositif du H.V.S. 788, en particulier dans le nord de la Dordogne à partir du 16 juin 1944. Il a la composition suivante :

- une partie de la 11^e division blindée (*Panzer Division*), certainement le 111^e régiment de grenadiers (*Panzer-grenadier-Rgt. 111*) signalé à Terrasson le 23 juin.
- deux bataillons du régiment de sécurité (*Sicherungs-Rgt*) n° 95
- le bataillon des troupes de sécurité (*Landeschützen*) n° 690

Le 20 juin, le groupe de combat Ottenbacher est encore renforcé par les unités suivantes :

- deux compagnies du 958^e bataillon motorisé anti-aérien (*Flak Bataillone*),
- quatre compagnies du 19^e régiment de police (*Polizei Rgt*).

Le 690^e bataillon des troupes de sécurité (juin-août 1944)

Le 690^e bataillon des troupes de sécurité (*Landeschützen*), très souvent cantonné à Périgueux du mois de juin 1944 au mois d'août 1944, opère soit seul soit incorporé à d'autres unités comme le groupe de combat Ottenbacher. C'est cette unité qui tente, le 12 juin 1944, puis réussit deux jours après à ouvrir la route Périgueux-Bergerac jusqu'alors tenue par les résistants. C'est également en son sein que sont pris les hommes chargés d'exécuter en août 1944 les prisonniers détenus dans la caserne du 35^e d'artillerie à Périgueux.

Le 19^e bataillon de police (juin 1944)

Deux compagnies du 19^e bataillon de police (*19^e Polizei Rgt*), dont l'état-major est cantonné à Limoges, sont signalées à Bergerac vers la fin du mois de juin 1944. On ne sait si ces unités opéraient de façon autonome ou s'il s'agissait de celles alors incorporées au groupe de combat Ottenbacher.

Le 90^e régiment de l'aviation (juin-août 1944)

La 5^e compagnie du 90^e régiment de l'aviation (*Flieger-Rgt 90*) prend possession de Saint-Astier le 28 juillet 1944 pour assurer la garde de l'usine d'aviation qui y est implantée. Les aviateurs annoncent au maire de Saint-Astier qu'ils abandonnent cette place le 17 août. Le départ a lieu le lendemain. Le même jour, une compagnie venue de Périgueux a pris position dans l'usine d'aviation de Crognac (Société nationale de constructions aéronautiques du sud ouest) pour préparer sa destruction. Cette dernière unité, forte de quatre-vingt-dix soldats, se rendra aux hommes des groupes "Roland" et "Bugeaud" le 20 août 1944, au matin. Il s'agit du groupe de militaires allemands le plus important fait prisonnier par les forces de la Résistance de 1942 à 1944.



Les prisonniers allemands de Saint-Astier (collection G. Boissière)

Le 360^e régiment de grenadiers cosaques (août 1944)

Dépendant du général Arndt, arrivé à Périgueux le 8 août 1944, et comprenant une majorité de *Hi-Wi*, le 360^e régiment de grenadiers cosaques (*Kosaken Festungs-Grenadier-Rgt 360*) investit le sud de la région de Bergerac le 11 août 1944. Cette troupe est également signalée à Périgueux. Après le départ du général, le 12 août, cette unité semble relever du colonel von Renteln qui a reçu pour mission d'agir énergiquement contre les maquis.

Cette unité entreprend des reconnaissances aux environs de Périgueux, en particulier à Château-l'Evêque le 14 août, Atur, Chancelade, Coursac, Puy-de-Fourches le 15. Elle quitte la région le 16 août à bord d'une douzaine de camions. Il y a également une soixantaine de cyclistes ; le reste de la troupe est à pied.

Le repli allemand (17-25 août 1944)

A la suite du débarquement allié en Provence, Hitler donne, le 16 août 1944, l'ordre d'abandonner la partie sud de la France située à l'ouest d'une ligne Orléans, Clermont-Ferrand, Montpellier.

Le 17 août 1944 à 11 h 15, l'ordre arrive au groupe d'armée "G" qui le répercute aussitôt sur le LXVI^e corps d'armée (qui vient de prendre la place de la 1^{re} armée et se trouve à Poitiers). L'E.M.P. 788 de Clermont-Ferrand recevra l'ordre de replier ses troupes, sans doute par le commandement militaire en France du sud. C'est dans ces conditions que toutes les troupes ou organismes allemands se trouvant en Dordogne ont reçu l'ordre de se replier en direction de Bordeaux le 17 août 1944.

Le repli commence le 18 et le département de la Dordogne est définitivement et totalement libéré le 25 août 1944. Bordeaux est abandonné le 27 août, Angoulême le 31, Ruffec le 1^{er} septembre et Poitiers le 5 septembre 1944. Tout au long du repli, en particulier entre Périgueux et Bordeaux, les unités allemandes sont harcelées par divers groupes de résistants.

G.P.

Unités citées

- 1^{re} armée (A.O.K.)
- 66^e corps d'armée
- 2^e division blindée S.S. "Das Reich" (SS Panzer)
- 3^e division blindée S.S. "Totenkopf" (SS Panzer)
- 10^e division blindée S.S. "Frundsberg" (SS Panzer)
- 11^e division blindée (Panzer)
- 158^e division de réserve (Reserve)
- 159^e division de réserve (Reserve)
- 273^e division blindée de réserve (Panzer res.)
- 4^e régiment de police (Polizei)
- 19^e régiment de police (Polizei)

- 90^e régiment de l'Aviation (Flieger)
- 95^e régiment de sécurité (Sicherungs)
- 111^e régiment blindé (Panzer)
- 360^e régiment de grenadiers cosaques (Kosaken Festungs-Grenadier)
- 421^e bataillon territorial (Landeschützen)
- 610^e bataillon territorial (Landeschützen)
- 690^e bataillon territorial (Landeschützen)
- 799^e bataillon d'infanterie géorgienne (Georgisches Infant.)
- 958^e bataillon motorisé anti-aérien (Flak)

Références

- Archives départementales de la Dordogne – dossiers 1 W 1800, 1806, 1809, 1838, 14 J 4, 5, 7.
- Bundesarchiv Militärarchiv – Freiburg/Br (Allemagne)
(correspondant : M. Meyer)
- Militärgeschichtliches Forschungsamt – Freiburg/Br (Allemagne)
(correspondant : professeur Hans Umbreit)
- Barre de Nantheuil (général de la), *Historique des Unités combattantes de la Résistance (1940-1944) en 4^e région militaire*, service historique de l'armée, Château de Vincennes, 1974.
- Hontarrède (Guy), *Ces soldats dans nos campagnes*, Université populaire de Ruelle, Ruelle, 1993.
- Lagrange (Jacques), *1944 en Dordogne*, Pilote 24, Périgueux, 1993.
- Penaud (Guy), *Histoire de la Résistance en Périgord*, éditions Pierre Fanlac, Périgueux, 1985.
- Tessin (G.), *Verbände und Truppen der deutschen Wehrmacht und Waffen-SS 1939-1945*, Osnabrück, 1977.

Historique du “mur des Fusillés” rue du 5^e régiment de chasseurs à Périgueux

par Jacques GOBERT

Du 19 juin au 17 août 1944, les nazis ont abattu des otages, patriotes français, dans le stand de tir du quartier militaire Daumesnil, à Périgueux. Un monument honore, sur les lieux, leur mémoire.

Quartier Saint-Georges à Périgueux, la rue du 5^e régiment de chasseurs relie, en bordant la voie ferrée, le boulevard du Petit-Change, à la hauteur du n°135, et la rue Pierre-Magne, au droit du pont de chemin de fer. Là se trouve le “Mur des Fusillés” trop peu connu des Périgourdins. La porte d'accès est signalée par une plaque. Deux panneaux indicateurs sont implantés à chacune des extrémités de la rue, après ma sollicitation auprès du maire de Périgueux.

En octobre 1944, soit deux mois après le massacre, fut inaugurée une plaque commémorative “provisoire” sur le lieu même. Les honneurs furent alors rendus par la 222^e compagnie FTPF commandée par le sous-lieutenant Yves Baicon.

Par la suite, l'emplacement de ce lieu fut officiellement cédé à la ville de Périgueux par le service des Domaines. Un acte de vente a été établi et enregistré à Périgueux, le 21 octobre 1954. Il concerne un terrain polygonal limité par le mur de la caserne, les murs du fond du stand de tir où se situent la butte de tir et les murs d'enceinte (n° 159 et 161 P section C du cadastre).

En cet endroit appartenant désormais à la ville de Périgueux, qui en a la charge et s'en acquitte parfaitement, fut envisagée puis décidée l'implantation d'un cénotaphe. L'aménagement des lieux fut voté par délibération du conseil municipal, séances des 21 mars et 27 mars 1952, le tout, vu et approuvé par le préfet le 11 mai 1953.

La sculpture-ciseau du Me Gilbert Privat, grand prix de Rome, en orne désormais ce haut lieu du souvenir, depuis 1954-1955. Robert Lafaye, architecte-urbaniste de la ville de Périgueux en dirigea l'aménagement.

Depuis, tous les 19 août, date anniversaire de la libération de Périgueux, un hommage officiel se déroule au mur des Fusillés.

Le 19 août 1997, après cette cérémonie annuelle à laquelle j'avais assisté, j'ai rencontré un homme en pleurs, effondré ; m'approchant, il m'a raconté, entre

deux sanglots, qu'il avait assisté à la fin de ce massacre, moment où les corps des victimes avaient été jetés entassés dans une fosse proche sur des cadavres de chevaux. Après la libération de Périgueux, sur ordre des résistants présents, les prisonniers allemands retirèrent ces corps.

Ce sont ces corps que j'ai voulu finir d'identifier en recherchant les lieux d'inhumation. Avec l'aide du service de l'état civil de la mairie de Périgueux et celui de la voirie et des cimetières, je suis arrivé à compléter le travail antérieur de ces services, sans toutefois parvenir à connaître l'ensemble des lieux actuels d'inhumation. Les cinquante-quatre ans qui nous séparent me font penser que je ne peux pas aller plus loin, à moins qu'à la faveur de cet historique, nous puissions en savoir davantage.



photographie Jean-Baptiste Marty.

Je ne peux clore cette enquête sans énumérer les noms des quarante-cinq victimes et la date de leur mort atroce, en ajoutant que ce quartier Daumesnil où j'ai moi-même passé deux ans avec le 35^e régiment d'artillerie (1940-1942), restera ineffaçable dans ma mémoire.

Il semblerait, vu les dates des décès relevées sur les actes du registre municipal, que les exécutions aient débuté dès le mois de juin 1944.

Il faut signaler que les noms de Lacueille et Mangold furent donnés à deux artères de la ville de Périgueux, étant ainsi immortalisés.

**Nom des quarante-cinq martyrs figurant sur le cénotaphe
avec leur date de décès**

Les noms soulignés sont ceux dont la sépulture est connue.

Tous ces noms figurent sur le registre des décès du service de l'état civil municipal de Périgueux.

19 juin REY J.G.Y., THURMEL G.O., THURMEL G., TREMOULET R.

12 août BAPTISTE, BELLE, CAMIL E., CHEVALIER L.G.,
DAGBERT A., ESKENAZI M., FLIEG A.F., KORNBLIT M.,
LEBOVIC J., LECOINTE G., LESPINE M., MANGOLD C.L.,
MASSIP R., MAZEAU G., MICHEL R.C., ROBERT M.,
RUBINSAFT A.M., SALLE A., SKRYPECK A., TALAUCHER
G., TATARKOWSKI A., VERGNOLLE A.L., WARNIER R.

14 août PONCEAU J.L.

16 août CHATELIER R.

17 août AROD R.R.J., BORDEAUX H.P., FRUCTUS P., GRANDOU R.,
GUICHARD R., GUYONNET M.Y., JAVANAUD P., KAHN R.,
LACUEILLE P.J.G., LEMATHIEU P.A., MARTIN J.A.,
POMIER J., PIRODEAU A.A., SCHIFFMANN L.

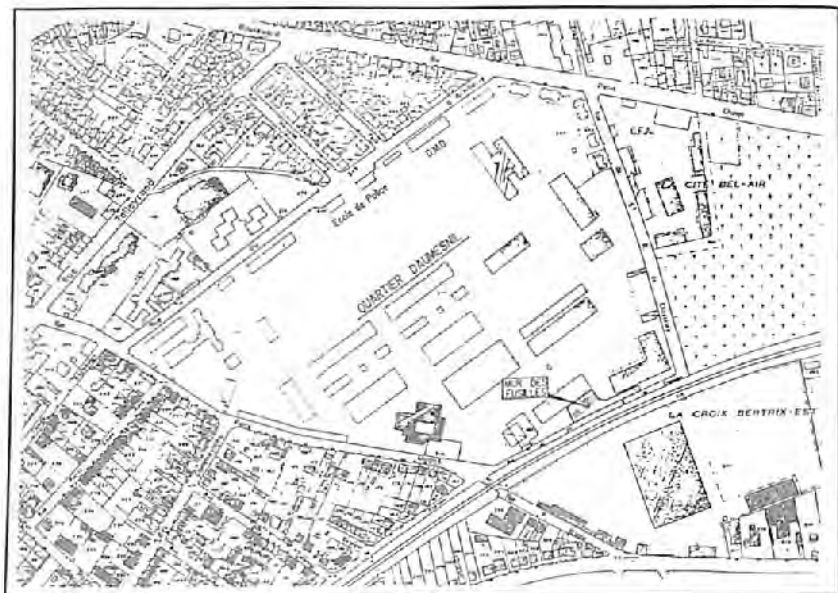
24 août Un inconnu, supposé employé à la SNCF, selon l'acte de décès.

Par jugement transcrit sur l'acte de décès du 18 juin 1944 : A. LEBLANC, ce nom semble être le pseudonyme de A. LEROUGE – il n'aurait pas été déclaré décédé au moment même, il est supposé que sa famille ait fait régulariser son décès. Il est déclaré décédé le 5 juin 1944.

Il y a lieu de préciser que sur l'initiative de l'Amicale des 5^e et 9^e chasseurs et ABC Périgord (arme – blindée – cavalerie) présidée par le colonel Guy Besson, le boulevard de l'Égalité (de tous devant la mort, car longeant le cimetière Saint-Georges), se transforma en rue du 5^e régiment de chasseurs, le samedi 28 octobre 1995.

Ce régiment est le dernier à avoir tenu garnison à Périgueux, au quartier Daumesnil durant trente ans (1964-1994), il comptait dans ses rangs une majorité de jeunes Périgourdiens ayant tissé avec la population des relations très étroites.

J. G.



Le commando “Georges” en Dordogne

par Philippe LAVAYSSE

Nul n'ignore le sort tragique qui fut réservé à nos frères d'armes musulmans (harkis, moghaznis, ralliés ou supplétifs), lorsqu'en juillet 1962, au terme d'une guerre de huit ans, l'Algérie accéda à son indépendance.

Cent cinquante mille d'entre eux furent alors exécutés.

Il n'y eut pas de plan officiel de rapatriement pour ces hommes, et nous sommes nombreux à penser, nous qui nous sommes battus à leurs côtés, que la France, a sur ce point, failli à sa mission et qu'il en restera une tâche sur notre drapeau.

On sait moins au demeurant, que des initiatives privées courageuses qui furent généralement le fait de chefs de corps ou d'officiers ayant encadré ces supplétifs, permirent d'en sauver un certain nombre, au coup par coup, plus rarement par unités constituées.

J'en arrive ici, à la relation d'une bien curieuse affaire qui trouvera son épilogue dans l'étroite vallée de la Beune que rien ne prédestinait à connaître les ultimes soubresauts de la guerre d'Algérie.

Retour en arrière ; en mai 1954, lorsqu'au terme d'une résistance acharnée, tombe le camp retranché de Diên Biên Phu, les pertes ont été telles, que dans la dernière phase de la bataille des poches de résistance regroupent des combattants survivants de toutes les unités (légionnaires, coloniaux, tirailleurs algériens ou vietnamiens).

Quand la position est investie, le pire est à venir.

Avec une cruauté méthodique, les commissaires politiques du Viet Minh procèdent à un tri des prisonniers qui n'a rien d'innocent : officiers, d'une part, séparés de leurs hommes, et conduits vers le trop célèbre camp n°1 ; d'autre part sous-officiers et hommes du rang d'origine métropolitaine, vers d'autres camps ; les Vietnamiens disparaîtront jusqu'au dernier ; les nord-africains et sénégalais enfin qui feront l'objet d'un traitement de faveur, l'objectif étant de les endoctriner et de les retourner, pour qu'ils aillent grossir les rangs de rebellions à venir.

Parmi ces hommes, un sergent des tirailleurs algériens, médaille militaire, décoré de la croix de Guerre des T.O.E. Il sera libéré fin 54 alors qu'une autre guerre embrase déjà l'Algérie. Il ne rejoindra pas nos rangs, mais ceux de l'armée de Libération nationale, où ses états de service et sa connaissance de la guerre subversive lui valent de prendre rapidement du galon. "Loup parmi les chacals", l'expression est de lui, il commande avec le grade de capitaine une de ces Katibas¹ qui donneront tant de fil à retordre à nos forces.

D'embuscades en ratissages, il traverse indemne - c'est un miracle - ce conflit jusqu'en 1959, année où pour lui, tout bascule.

Sur le terrain, la victoire de nos armes ne fait plus de doute, au sein de l'A.L.N., des purges sanglantes sèment la terreur parmi les cadres, dont certains commencent à douter du bien fondé de leur cause. C'est l'époque des grands ralliements.

Youssef Ben Brahim sait que le colonel Bigeard et son glorieux 3^e parachutiste colonial tiennent le secteur de Saïda. C'est là, que seul, sans armes il se présentera au colonel qu'il respecte pour s'être battu avec à Diên Biên Phu et contre lui, dans les djebels algériens. Un pacte est conclu entre ces deux hommes de guerre, faits pour se comprendre. A la tête de ses cent-cinquante combattants, il servira sous les plis du drapeau du 3^e parachutiste colonial, il conservera le commandement de son unité baptisée, à compter de ce jour "commando Georges", en hommage au lieutenant Georges Guillot brillant officier du 3^e R.P.C. Ce fut alors pour "Georges" une période exaltante, volant de succès en succès dans le sillage du beau régiment parachutiste.

Puis vint le temps des abandons.

Bigeard, promu au grade de général de brigade, sert à Madagascar. Beaucoup des officiers du 3^e sont morts ou ont été mutés, le commando, comme tant d'autres semble promis à l'abandon. Pourtant, le général Bigeard, depuis Madagascar, le lieutenant André Wormser officier de réserve rendu à la vie civile, bien d'autres encore se mobilisent pour rapatrier "Georges" ou du moins ce qu'il en reste (20 hommes sur 150).

La chance veut qu'André Wormser soit le fils du gouverneur de la Banque de France, que cet homme qui ne manque ni de moyens, ni d'appuis,

1. Compagnie de combat de l'A.L.N.



Secteur de Saïda, le lieutenant Ben Brahim entouré de l'un de ses adjoints et de son radio.

cautionne le généreux projet de son fils. Dès lors, un plan de sauvetage militairement orchestré permet la récupération, à Saïda des derniers "Georges" et de leurs familles, leur regroupement à Mers-El-Kébir, et leur retour en France, sur un bâtiment de la Royale.

Entre temps, les Wormser ont constitué, pour le compte du "commando", une société civile immobilière, et ils ont acheté sur la commune de Sireuil en Dordogne, le gros domaine de La Croze². C'est là que sera établie la base de repli, c'est là que ma route croisera celle de Ben Brahim. Ma famille était alors propriétaire de Marzac, à Tursac, dont les terres jouxtaient les cent-cinquante hectares de La Croze.

Originaire d'Afrique du Nord, officier des troupes coloniales pendant la guerre d'Algérie et ayant eu à commander à des ralliés, j'ai... tout naturellement tissé des relations avec ces turbulents voisins. Partageant certains équipements agricoles, nous entraînant sur les chantiers, j'ai bien souvent eu à intervenir auprès de la sous-préfecture de Sarlat, ou de la brigade de gendarmerie de Saint-Cyprien, pour régler de trop fréquents incidents. Ces hommes avaient perdu leurs racines,

2. La Croze appartenait initialement à Marie Girardeau épouse de Bayle Saint Setier et précédemment aux époux Girardeau-Tarneauud.



La chartreuse de la Croze sur la commune de Sireuil (Les Eyzies de Tayac Sireuil).

ils avaient traversé la vie, l'arme au poing et ne pouvaient concevoir de vivre autrement. J'ai vainement suggéré à Ben Brahim de faire sienne la devise du maréchal Bugeaud *Ense et aratro*, lui faisant comprendre, que le temps du sabre n'était plus, et qu'il fallait maintenant songer à retourner la terre. Ben Brahim a continué à vivre en chef de bande, je ne le juge pas, car on ne juge pas ses amis.

Ses expériences agricoles ne furent pas toutes couronnées de succès, elles eurent au moins, le mérite d'occuper le "commando" et je sais qu'un certain nombre de "Georges", soutenus, aidés par des familles de militaires purent accéder à une vie normale. Il n'en fût pas ainsi pour Ben Brahim, qui bien que marié (il avait deux épouses légitimes qui lui donneront deux enfants dans la même année) ne pouvait s'empêcher de s'intéresser aux femmes de son entourage.

Taïeb, le fidèle d'entre les fidèles, celui qui éclairait en pointe le "commando" sur les pistes d'Algérie, celui qui aurait donné sa vie pour le lieutenant Ben Brahim, ne supportera pas que celui-ci ait un jour, une aventure avec sa femme.

Il lavera cet affront dans le sang et le 27 juillet 1968, alors que Ben Brahim rejoint La Croze, dans le dernier virage de cette petite route qui monte de la Beune, Taïeb tendra son embuscade. Un longue rafale, dont les calcaires de Commarque et du Cap Blanc répercuteront l'écho, mettra fin à une vie de violence.

Taïeb se constituera prisonnier sur le champ. Nous serons quelques-uns à témoigner en sa faveur, et il sera condamné à quatre ans de prison.

Les derniers harkis dispersés, j'ai fait en juin 1969, l'acquisition de ce domaine où plane encore le souvenir du "commado Georges".

Les crues dans le bassin de la Dordogne depuis le bas Moyen Age : la marque du petit âge glaciaire ?

par Florence PETIT

En termes géographiques, la dynamique fluviale d'un cours d'eau est définie par la géométrie de son lit et par son régime hydrologique, lui-même influencé par les conditions climatiques.

L'étude de la dynamique fluviale de la Dordogne¹, a conduit l'auteur à s'intéresser aux variations du régime hydrologique de la rivière et à en rechercher les causes.

Les crues sont d'excellents marqueurs du régime des cours d'eau et l'étude de leur évolution à travers les âges a permis de mettre en évidence une crise hydrologique et une crise climatique majeure, déjà connue sous le nom de "petit âge glaciaire" en France et en Europe, mais peu étudiée dans le sud-ouest français.

Une des méthodes utilisée a consisté à dépouiller les archives écrites, dans lesquelles sont mentionnées les crues et intempéries. A la suite de ce

1. Etude menée dans le cadre d'une thèse de géographie.

travail effectué dans divers centres archivistiques, nous avons pu établir une chronique des crues de la Dordogne depuis le Moyen Âge.

1. Les sources étudiées

Outre la difficile compréhension de certains documents, par conséquent demeurés dans l'ombre, la méthode présente une limite liée à la pénurie documentaire médiévale de la région que M. Champion explique par "...l'esprit littéraire des troubadours ...(qui) ... se prêtait plus aux lais et chansons de geste qu'aux annales et chroniques."²

Hormis les ouvrages généraux qui nous ont guidé au début de notre étude, nous avons consulté une importante quantité d'archives plus ou moins riches. Avant le XVII^e siècle, les documents les plus complets et les plus fiables sont les *Chroniques* de Jean Tarde³ et les *Jurades* de Bergerac⁴. À partir du XVIII^e siècle, les écrits sont plus nombreux, ils proviennent du Service de la navigation, des Ponts et Chaussées, des délibérations des conseils municipaux ou de la correspondance de certains riverains. À partir du XIX^e siècle, les Statistiques départementales et la presse locale fournissent quelques données supplémentaires.

En sus des mentions de crues dans les textes, nous avons retrouvé des données chiffrées (hauteurs d'eau et débits) pour les crues les plus récentes. À partir de 1728, les hauteurs des plus grosses crues sont gravées et mesurées sur le mur d'un bâtiment près du port de Bergerac. Ces mesures ont été extrapolées aux autres sites actuels d'observation des crues dans le but d'établir des comparaisons.

Travaillant essentiellement sur la moyenne Dordogne entre Argentat et Limeuil, nous avons choisi Domme-Cénac comme station de référence. En 1842, date de construction du pont de Domme, une première échelle est apposée (le site exact n'est pas défini), les hauteurs d'eau journalières sont lues et relevées et, à partir de 1898, les débits sont estimés. En 1945, on installe un limnigraphe, les débits sont alors jaugés. La quasi-continuité de la série ne doit pas occulter la difficile comparaison entre les excès d'eau du XX^e siècle, ceux du XIX^e et surtout ceux des siècles précédents. C'est par conséquent avec beaucoup de prudence que nous avons établi la liste des crues de la Dordogne.

2. CHAMPION M. "Les inondations en France depuis le VI^e siècle jusqu'à nos jours". *Recherches et documents 1858-1864*, T.IV, p. 240.

3. GERARD de G. 1887- *Les chroniques de Jean Tarde* annotées. Paris

4. CHARRIER G. 1898-1903-*Les Jurades de la ville de Bergerac*, 13 volumes.



L'échelle des crues au port de Bergerac

2. Historique de la dynamique des crues

* Classification

Dans les textes, nous avons systématiquement relevé les mentions de crue, de débordement, d'inondation, de débâcle de glace et de "croissants" (terme local).

Pour les crues les plus récentes et les crues les plus fortes, nous avons établi un classement en fonction des valeurs chiffrées. Pour les plus anciennes, la classification est assujettie en partie à l'interprétation que nous faisons des documents en tentant de délimiter l'étendue de la crue, l'importance des dégâts et les traces laissées dans la mémoire collective. Ainsi, nous avons déterminé cinq catégories de crues définies comme suit :

- **les crues historiques** : les plus grosses crues connues de mémoire d'homme, celles qui ont marqué durablement la mémoire collective par leur puissance et leurs conséquences catastrophiques ;

- **les crues exceptionnelles** : moins fortes que les précédentes, elles ont toutefois provoqué des inondations importantes et des dégâts considérables ;

- **les crues fortes** : plus fréquentes, elles sont perçues comme des événements extraordinaires au XX^e siècle ;

- **les crues importantes** : elles sont mentionnées dans les textes car sont toujours la cause de dégradations du lit (corrosion de berges) ;

- **les crues notables** : elles apparaissent dans les textes sans forcément faire l'objet d'une étude ; elles correspondent plutôt aux débordements annuels peu agressifs.

* La chronique des crues

Chronologie des crues dans le bassin amont de la Dordogne

classe	année	mois	références
	1224	?	"
	1332	juin	"
	1365/66	hiver	D.D.E.P
XXXX	1445	?	Escande ⁵
XXX	1522	7 novembre	"
XXX	1526	14 février	"
	1533	hiver	Perrel ⁶ D.D.E.P
	1571	hiver	Lavergne ⁷
	1577	20 janvier	Lavergne
XXXX	1615	14-15 mars	Escande
	1619	23 juin	Perrel D.D.E.P
	1623	?	Fage ⁸
	1632	6 novembre	Lavergne
	1638	février	BSSHAC 1940
	1661	janvier	Jurades de Bergerac
XX	1665	14 mars	S.H.A.P. n°X
	1688	décembre	Jurades de Bergerac
	1698	11 février	Lavergne
	1703	février	Deveaux ⁹
XX	1711	20-24 février	Deveaux
	1725	juillet	A.D.L. (c 6755)
XXXX	1728	15 janvier	A.D.D. (3 s 416) ; Champion
	1733	automne	Deveaux, A.D.C. (h 1)
XX	1749	octobre	A.D.C. (c 6767)
	1752	octobre	Deveaux
	1760	février	Deveaux
	1770	7-9 avril	A.D.C. (3 s 31) ; Lavergne
XX	1774	15-16 septembre	A.D.C. (8 j 76)
XX	1778	automne	A.N. (f 14. 851)
XX	1782	15 septembre	A.N. (h 1. 1415)
XXXX	1783	7 mars	A.D.D. (3 s 416) ; A.N. (h 1. 1415)
	1786	août	A.D.D. (b. 1590)
	1787	décembre	A.D.D. (b. 1823)
	1788	novembre	A.D.H.V. (F.H.G.Limoges)
	1793	?	A.D.D. (3 s 416)

XXXX : les crues historiques

XXX : les crues exceptionnelles

XX : les fortes crues

X : les crues importantes

: les crues notables

A.D.C. Archives départementales de la Corrèze (Tulle)

A.D.D. Archives départementales de la Dordogne (Périgueux)

A.D.L. Archives départementales du Lot (Cahors)

A.N. Archives Nationales (Paris)

E.N.P.C. Ecole nationale des Ponts et Chaussées (Paris)

D.D.E.P. Direction départementale de l'équipement (Périgueux)

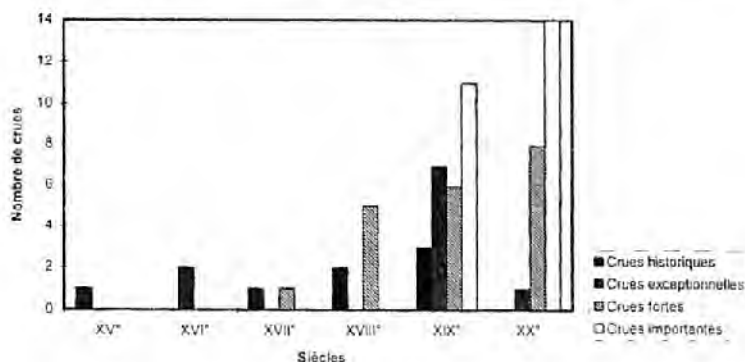
5. ESCANDE J.J., 1934, *Histoire du Périgord*, 2 volumes.6. PERREL J., *Les crues de la Corrèze et les inondations de la région de Tulle* (D.D.E.P).7. LAVERGNE G., 1931, *Des Monts d'Auvergne à l'Atlantique, la Dordogne et ses pays*, U.S.H.A.8. FAGE R., 1910, *Les calamités publiques en Limousin*, Limoges, 35 p.9. DEVEAUX A.C., 1982, *Recherches sur les bateliers limousins de la Dordogne au XVIII^e siècle*. Mém. de maîtrise, UER. Lettres, Limoges.

xxx	an X	hiver	A.N. (f 20. 181 ; f 14. 891)
xxx	an XI	hiver	A.N. (f 20. 181)
	an XII	hiver	A.N. (f 20. 181)
	1806	janvier	A.D.D (7 m 41)
	1806	juillet	A.D.D (7 m 41)
	1809	?	A.D.D. (3 s 29)
	1811	mars	A.N. (f 14. 549)
	1813	?	A.D.D. (3 s 417)
xx	1818	?	A.D.D. (3 s 417)
	1820	octobre	A.N. (f 2. 927.43)
	1821	décembre	A.N. (f 2. 911)
xx	1823	8 juillet	A.D.D. (3 s 61)
xxx	1833	4 février	A.N. (f 14. 6556 ; f 14. 6646) ; A.D.D. (3 s 417)
xx	1836	?	A.D.D. (3 s 417)
x	1840	18 novembre	A.D.D. (3 s 417)
xxx	1843	janvier	A.N. (f 14. 6556 ; f 14. 14731) ; Champion ; A.D.D. (3 s 29) ; A.D.C. (3 s 10)
xxxx	1844	28 février	A.D.C. (7 s 149 ; 7 s 151 ; 3 s 31 ; 3 s 9) ; A.N. (f 14. 6646)
	1845	hiver	A.N. (f 14. 6646) ; A.D.D. (e dep. 1377)
	1847	?	A.D.D. (e dep. 1377)
xxxx	1849	novembre	A.D.C. (3 s 4 ; 7 s 150 ; 7 s 151) ; A.D.D. (3 s 416) ; A.N. (f 14. 6551)
	1852	22 novembre	A.D.C. (7 s 150)
	1853	20 mai	A.D.D. (3 s 416)
	1855	mai-juin	A.D.D. (3 s 416)
xxx	1856	janvier	A.D.C. (7 s 149 ; 7 s 151) ; A.D.D. (3 s 416 ; 6 m 554) ; A.N. (f 14. 6646 ; f 14. 6557) ; Champion
xx	1856	juin	A.D.C. (7 s 149 ; 7 s 151) ; A.D.D. (3 s 416 ; 6 m 554) ; A.N. (f 14. 6646 ; f 14. 6557) ; Champion
x	1858	28 décembre	A.N. (f 14. 6646)
x	1859	1 novembre	A.D.D. (6 m 554)
x	1860	février	A.D.D. (6 m 554) ; A.D.C. (7 s 150)
	1861	29 décembre	A.D.D. (6 m 554)
	1865	15 février	A.D.D. (6 m 554)
xxxx	1866	24-25-26 sept.	A.D.C. (7 s 150 ; 7 s 151 ; 3 s 9) ; A.D.D. (3 s 58) ; A.N. (f 14. 6557 ; f 14. 16685 ; f 14. 7547 ; f 14. 7550 ; f 14. 7549)
	1867	?	A.N. (f 14. 16685)
	1870	octobre	A.N. (f 14. 16685)
x	1872	automne	A.N. (f 14. 6101) ; A.D.C. (7 s 151)
x	1875	janvier	A.D.C. (7 s 150) ; A.D.D. (e dep. 1377)
x	1875	novembre	A.D.C. (7 s 150) ; A.D.D. (e dep. 1377)
xxx	1876	mars	A.D.C. (7 s 150 ; 7 s 149) ; A.D.D. (3 s 417 ; 3 s 467) ; A.N. (f 14. 16685)
x	1879	janvier	A.D.D. (3 s 417)
xxx	1882	27 nov.-5 déc.	A.N. (f 14. 16685)
	1883	8 novembre	A.N. (f 14. 14731)
	1884	21 décembre	A.N. (f 14. 16685)

x	1885	24 novembre	A.N. (f 14. 16685)
	1886	3 février	A.D.C. (7 s 150) ; A.D.D. (3 s 61)
x	1886	3 mars	A.D.C. (7 s 150) ; A.D.D. (3 s 61)
	1888	22 novembre	Lavergne
	1892	7 février	A.D.C. (7 s 151)
	1893	22 février	A.D.C. (7 s 151) ; A.D.D. (3 s 467 ; 3 s 62 ; 3 s 29)
	1893	26 octobre	A.D.C. (7 s 151) ; A.D.D. (3 s 467 ; 3 s 62 ; 3 s 29)
	1894	automne	A.D.C. (7 s 151)
	1895	hiver	A.D.C. (7 s 151)
xx	1897	février	A.N. (f 14. 16685) ; A.D.D. (3 s 467)
xx	1897	avril	A.N. (f 14. 16685) ; A.D.D. (3 s 467)
	1899	3 janvier	A.D.D. (s 1692)
	1902	27 mars	A.D.D. (s 1692)
x	1904	11 & 17 février	A.D.C. (3 s 4) ; A.D.D. (3 s 61 ; pre 21. 1904)
	1905	7 novembre	B.N. (Périgord oublié)
	1906	3 mars	
	1906	14 décembre	
	1907	mars-avril	A.D.D. (3 s 61) ; D.D.E.P. (sogreah)
x	1907	22 octobre	A.D.D. (3 s 61) ; D.D.E.P. (sogreah)
	1909	13 janvier	
	1910	9 novembre	
xx	1912	25 mars	A.N. (f 14 731) ; A.D.D. (3 s 58) ; A.D.C. (3 s 4)
x	1915	13 janvier	
	1916	20 février	
	1916	29 novembre	
x	1919	31 mars	
	1920	15 mars	
	1922	10 avril	
x	1923	4 mars	
	1923	29 décembre	
	1924	?	A.D.C. (7 m 248)
	1926	26 avril	
xx	1927	9 mars	A.N. (f 14. 14731)
x	1927	juillet	A.N. (f 14. 14731)
xx	1928	15 février	
	1928	27 novembre	
	1930	4 mars	
	1930	5 novembre	
x	1932	6 avril	
	1934	18 mars	
	1934	18 décembre	
	1935	13 juillet	B.N. (Périgord oublié) ; A.N. (f 10. 4263)
x	1936	5 janvier	A.N. (f 10. 4263)
	1936	printemps	A.N. (f 10. 4263)
	1937	8 décembre	
	1939	23 janvier	
xx	1940	5 mai	B.M.L. (Les grands barrages)
xx	1940	12 décembre	
	1942	8 mars	
	1943	15 janvier	
xxx	1944	8 décembre	B.M.L. (Les grands barrages)

	1947	15 janvier	
xx	1952	17 décembre	D.D.E.P. (sogreah)
x	1955	19 janvier	
xx	1957	23 février	D.D.E.P. (sogreah)
x	1959	28 décembre	
	1960	5 octobre	D.D.E.P. (sogreah)
xx	1962	14 janvier	D.D.E.P. (sogreah)
x	1966	4 janvier	
	1974	7 février	D.D.E.P. (sogreah)
	1976	9 décembre	D.D.E.P. (sogreah)
	1979	18 décembre	
	1981	décembre	D.D.E.P. (sogreah)
x	1982	8 janvier	
	1982	19 décembre	
	1984	25 janvier	
	1988	19 mars	
	1990	16 février	
x	1992	6 décembre	
x	1994	7 janvier	

Les plus fortes crues mentionnées dans les textes



Avant 1700, les références étant peu nombreuses, la liste établie n'est pas exhaustive. La plupart des crues citées ont été découvertes dans des ouvrages historiques généraux et malheureusement, les vérifications sont impossibles car aucune référence n'est citée. Il est par conséquent très difficile de retracer une évolution hydrologique au regard de ces données succinctes et peu fiables. Ainsi, que penser de la quasi-absence de crues pour les XII^e et XIII^e siècles ? J.J. Escande a noté une seule crue à Limeuil en

1224, les Anglais bloqués par la crue sur la rive gauche ont laissé à contre cœur les Français reconquérir la rive droite jusqu'à Bergerac.¹⁰ Aucune autre mention n'apparaît dans la littérature et il est bien tentant de reconnaître ici les effets du Petit Optimum climatique, affirmé dans les autres régions françaises et en Europe du Nord ("Optimum viking") ; toutefois, nous devons rester prudents, car nos sources médiévales ne sont pas suffisantes pour confirmer de telles conclusions.

En revanche, les mentions de crue sont très nombreuses pour le XX^e siècle. Mais ne nous laissons pas abuser par cette évolution qui dénote simplement une régularité quasi parfaite dans les relevés journaliers des hauteurs d'eau et des débits et donc, un enregistrement systématique de la moindre crue survenue. D'où la nécessité et l'intérêt de classer les crues en fonction de leur puissance afin de définir des périodes de crise ou d'accalmie hydrologique et climatique.

3. Le "Petit Age Glaciaire" dans le bassin de la Dordogne

L'augmentation de la fréquence et de la puissance des crues à partir du XIV^e siècle illustre les effets de la crise hydrologique du "Petit Age Glaciaire", période comprise selon H.H. Lamb¹¹ entre le XIV^e et la fin du XIX^e siècle.

* La crise hydrologique

La première crue pour laquelle nous possédons quelques renseignements est celle de 1445 durant laquelle le pont de Bergerac fut emporté. Certes, à l'époque, l'ouvrage était en bois et certainement peu élevé, mais sa destruction par les eaux fut considérée comme un événement nouveau et exceptionnel car elle fut signalée dans les papiers de la ville. Cela incita, par la suite, les jurats de la ville de Bergerac à mentionner dans les Jurades toutes les montées des eaux créant une menace pour le pont, ainsi que les travaux nécessaires à l'entretien de l'ouvrage au cours des siècles.

Reconstruit en 1502, le pont subit de nouveau les assauts des eaux tumultueuses de la Dordogne. D'abord en 1526 car "*le XII^{me} du dict moys (février), la Dourdonhe vint fort grosse tant que qua sy touchet aux tables du pont ;...*"¹² Afin de conjurer le sort, "*le XIV^{me} dudict moys (février), M. De Beau-Rieu, et Guillhon de la Riviere firent dire une messe à St Jacques, affin que Dieu guardast ... (leur)...pont.*"¹³

10. ESCANDE, p.96.

11. LAMB H.H. 1977- *Climate : Present, Past and Future*. Ed. Methuen, London, 2 vol., 856 p.

12. *Jurades de Bergerac*, vol 2.

13. *Jurades de Bergerac*, vol 2.

Puis en 1615, car dans la nuit du 14 au 15 mars "...à cause des grandes neiges et pluies qu'il a fait ... la Dordogne ... s'est débordée d'une si étrange façon que, sortant de son lit, elle a noyé la plus grande partie du pays, arraché les blés semés, déraciné les arbres, démoli les maisons et granges, enlevé le bétail, ... passé huit pieds au dessus du pont, et entré bien avant dans la ville... emporté les murailles du château et ébranlé trois des sept arcades du pont de bois, n'y laissant que les piles dont l'une a été renversée par la violence de la crue."¹⁴

A partir de cette période, les mentions de crue et notamment des grosses crues se multiplient pour atteindre leur apogée aux XVIII^e et XIX^e siècles.

La Dordogne déborda en 1665 "...comme on ne l'avait jamais vu de temps immémorial... Ce fut le 14 mars que le fleuve de Dordogne déborda et qu'il entra bien avant dans la ville ...".¹⁵ En 1688, "... dans le courant ... (du mois de décembre)..., le débordement de la rivière... (causa)... de grands dommages au pont de Dordogne, un des pas fut entièrement emporté avec presque tous les garde-fou..."¹⁶ Puis en 1711, "... le débordement des eaux par la rivière de Dordogne a ... () , fait de grands dommages et très considérables au pont de Dordogne de cette ville, en telle sorte qu'à peine on y pouvoit passer à pied."¹⁷

En 1728, les eaux de la Dordogne montèrent considérablement au mois de janvier. Mesurées au port de Bergerac, elles atteignirent 12,66 m au-dessus de l'étiage. Les jurats de la ville firent alors état des malheurs que subit le pont :

"La nuit du dix-neuf allant au vingtiesme janvier dernier, la rivière de dourdougne ... par les grandes pluys quy seroient tombées, seroit venue sy grosse, qu'elle avoit passé sur le pont qui est entre laditte ville et ledit bourg de la Magdelaine, d'environ cinq à six pieds, de manière que, par sa grande rapidité, nonobstant les soins par nous pris et les charges que nous aurions fait mettre sur ledit pont, ... le grand torent des eaux auroient emporté toutes les poutres de deux grans passages qui sont du costé du bourg, avec tous les garde-foux, tant de pierre que de boys de tous les passages, avec les soubarbes, et fait d'autres grans ravages, mesme ranverser presque à demy une pile du costé dudit bourg... de sorte que set une chose pitoyable de voir l'estat dudit pont."¹⁸

Cette crue est la plus importante connue sur la moyenne Dordogne, mais celle qui est restée gravée dans les mémoires et sur les murs est celle de

14. ESCANDE, p. 460, extrait d'une "lettre au roi de la part de la municipalité"

15. A.D.D. (B.S.H.A.P.), Archives de Lalinde, chronique de Mr Courtouzet, consul.

16. *Jurades de Bergerac*, vol. 10

17. *Jurades de Bergerac*, vol. 11

18. *Jurades de Bergerac*, vol. 11

mars 1783. Tout le long de la vallée, ce ne sont que misères et désolations après le passage des eaux.

*"A Bergerac, ... à quatre heures du soir, elles ont monté au dessus dudit pont quoy que levé au dessus du sol et de son fonds cinquante pieds et dans toute sa largeur et son étendue, de nonante toises ... Les eaux se sont maintenues avec accroissement dessus la partie qu'a resté, jusques aux dix heures qu'elles ont commencé à décroître. ... se sont élevées de mesme au dessus du pont d'environ quatre pieds du côté de la ville ... de onze pilles dont il étoit composé sans y comprendre les deux culées, les eaux avoient renversé les cinq premières qui étoient du côté de la ville et, par là, emporté et détruit deux arches et quatre travées..."*¹⁹

La fin du siècle est particulièrement riche en débordements plus ou moins violents, ressentis par le peuple comme un fléau supplémentaire en ces temps de misère, de famine et d'insécurité. Les Statistiques du département de la Dordogne pour les ans X - XI - XII signalent des débordements considérables des rivières du département et notamment *"... ceux de la Dordogne... (qui) ... ont fait à son lit quelques changemens nuisibles à la navigation et à l'agriculture; une digue construite en pierres a été rompue et emportée l'hiver de l'an 10 ; le village de Coustat a été sur le point d'être submergé, et la rivière a porté d'immenses graviers sur une grande partie de cette plaine où elle tend à se creuser un nouveau lit. Pendant l'hiver de l'an 11, la même rivière a fait des ravages dans les communes de Peyrilhac, Limejols et St Julien de Lampon..."*²⁰

A partir de l'an XII, le bassin de la Dordogne connaît une relative accalmie. Les crues sont régulières, mais peu puissantes. Il faut attendre l'année 1833, pour observer une nouvelle crue relativement violente qui inaugura une série noire d'inondations exceptionnelles. En 50 ans, la Dordogne connut trois crues d'ordre historique (1849, 1844, 1866) et cinq légèrement moins fortes (1833, 1843, 1856, 1876, 1882). La crue de 1866 est toujours considérée par les ingénieurs comme la crue la plus forte après celle de 1783.

Après 1882, les crues de la Dordogne, encore fréquentes, sont moins fortes. Seule, la crue de 1944 observée sur le site du chantier du barrage hydroélectrique de l'Aigle, a atteint un important débit. Mais la présence du barrage de Marèges en amont, alors en activité, en a probablement atténué les effets.

Au XX^e siècle, la construction des barrages a certes permis de réguler les débits de la rivière et d'écarter les plus petites crues : leur action a en fait accentué la tendance à l'accalmie hydrologique naturelle qui a mis un terme au "Petit Age Glaciaire" à la fin du XIX^e siècle.

19. *Jurades de Bergerac*, Vol. 13

20. A.N. (f 20, 181), Statistiques du Département de la Dordogne, ans X-XI-XII.

* Les facteurs climatiques du "Petit Age Glaciaire"

L'explication de la crise hydrologique est liée aux conditions climatiques qui ont régné à cette époque. Celles-ci étaient illustrées par des pluies fréquentes, soudaines, intenses, durables et par des températures basses favorisant des chutes de neige abondantes et le gel des rivières. C'était la période des hivers rigoureux et des étés humides et frais.

- Les prémices d'une péjoration climatique

Les mentions d'intempéries dans les textes sont rares et lacunaires. La période du Bas Moyen Age est difficile à cerner car elle coïncide avec les grandes épidémies de la peste noire et surtout avec les temps troublés de la guerre de Cent Ans. Les quelques intempéries relevées dans les textes ont été perçues vraisemblablement comme des catastrophes accentuant les conditions de vie misérables des hommes ; en outre, nous ne possédons pas de données suffisamment nombreuses pour décrire un phénomène durable.

Néanmoins, les archives de la ville de Périgueux ont été une source essentielle pour A. Higounet-Nadal (1983) qui affirme que le XIV^e siècle connut une longue série d'intempéries qui provoquaient inondations, disettes et famine.

Ces considérations générales s'appuient sur des exemples précis d'hivers longs et rigoureux et notamment ceux de 1365-66 et de 1480-81 *"accompagnés d'inondations et suivis de mauvaises récoltes, leurs effets se sont prolongés de façon pénible : Bergerac fut ainsi privée de pont pendant un demi-siècle."*²¹ Les chroniqueurs font également état de *"..l'esté de l'année 1333 (qui) se porta si pluvieux et la grelle fut si fréquente que le printemps suivant de l'année 1334 fut accompagné d'une grande disette."*²²

- Les hivers rigoureux de l'Epoque Moderne

C'est surtout dès le XVI^e siècle que semblent se manifester les effets du "Petit Age Glaciaire". R. Fage (1911) note que durant l'hiver de 1533 dans sa traversée de la Corrèze, *"...la Dordogne couvre de blocs de glace les prairies et les champs..."*²³ A l'échelle du Massif Central, Pierre Estienne (1956) a relevé des hivers rudes en 1534-1535 et en 1640-1641 *"..le plus terrible qui ait été de la souvenance des vivants... et qui se prolongea du début octobre jusqu'au mois de mai"*²⁴.

21. HIGOUNET-NADAL A. 1983- *Histoire du Périgord*. Toulouse, Privat, p. 138.

22. *Les chroniques de Jean Tardé*

23. FAGE R, 1911.

24. ESTIENNE P, 1956- "Recherches sur le climat du Massif Central français". *Mémorial de la Météorologie Nationale*, n° 43, Paris, 241 p.

En 1564, un hiver excessivement rigoureux a marqué la mémoire collective : "...Arbres, blés et vignes devinrent la proie de la gelée, et les animaux mourraient asphyxiés par le froid. Les eaux de la Dordogne ne coulaient plus ; cette rivière offrait l'aspect d'une grande route sur laquelle on pouvait voyager en sécurité... Il fallut plusieurs années pour réparer ces désastres, qui, devenus communs contribuèrent du moins à calmer les esprits et à rapprocher les cœurs."²⁵ En 1657-1658, 1685 et 1693, il y eut de si grands froids que les rivières gelèrent profondément.

Les plus fortes crues attestées, survenues au mois de mars, ont été le produit d'épisodes pluvieux associés à la fonte des neiges; En 1615, la crue des 14-15 mars s'est produite à la fin d'un "hiver ... long et rigoureux...la neige recouvrait les plateaux depuis Toussaint 1614..." Le radoucissement et les excès de pluies provoquèrent la montée de toutes les rivières.

En mars 1665, les contemporains ont constaté également que "...la cause de ce croissant et débord, fut un vent d'autan qui soufflant impétueusement le onzième dudict mois accompagné d'une légère pluye fondit les neiges."²⁶

En mars 1783, la Dordogne déborda et ravagea la plaine à la suite de pluies intenses provoquant la fonte des neiges.

Les exemples les plus flagrants de rivières gelées se situent au XVIII^e siècle. En 1709, à l'image du reste du royaume, le sud-ouest connut un hiver "... extrêmement rigoureux ; Sarlat, qui rarement voit de la neige, en reçut en abondance...Dans certains endroits, l'eau de la Dordogne était gelée à cinq ou six mètres de profondeur."²⁷ La débâcle fut cette année-là, catastrophique pour les riverains, comme le décrit l'abbé Audierne :

"...En Périgord, des montagnes de glaces roulaient dans les plaines de la Dordogne, renversaient les maisons et broyaient les malheureux habitants. Les moulins et tout ce qu'ils renfermaient étaient emportés... Bordeaux eut à déplorer la perte de tous les vaisseaux qui étaient dans sa rade..."²⁸

L'hiver 1765-66 fut tout aussi exceptionnel. Il "... fut comparable à celui de 1709 et presque aussi désastreux. La neige commença à tomber le 21 décembre et le froid, à partir de ce jour, fut si vif que le pain et le vin se gelèrent, il dura jusqu'au 2 février."²⁹ Le curé Bancarez de la paroisse de Cénac a jugé l'événement suffisamment important pour le noter dans le registre paroissial :

25. Abbé AUDIERNE in "Calendrier de la Dordogne", p. 230, 1840.

26. A.D.D. (B.S.H.A.P.), Archives de Lalinde, "chronique de Mr Courtouzer", consul.

27. Abbé AUDIERNE in "Calendrier de la Dordogne", p. 257, 1845.

28. id.

29. ESCANDE, p. 518.

“Le vingt décembre de l’an 1765, il gele fortement et fut en augmentant ... Au dessus du Port de Saint Jullien elle (la Dordogne) fut toute gelée dans sa surface...il y eut bien des gens qui la traversèrent d’un bord a l’autre... non contans de la traverser, firent bien des extravagances sur le gel, comme d’y allumer du feu, y faire des omelettes, il y en eut même qui y dansèrent...”³⁰

Cet état est confirmé dans le registre d’Aillac :

“Le 12 janvier 1766 ... Carette ma assuré avoir ete a demy Dordogne fur la glace et quil dependait bien de luy d’achever de la traverfer preuve que cette année le froid a deja ete auffi fort quen 1709. Dailleurs il est prouvé qua la roque gajat, a ste foy et en bien d’autres endroits un nombre infini de gens lont passé...sans danger.”³¹

Les contemporains ont noté dans la feuille de la généralité de Limoges de 1776 :

“...la rigueur du froid afaît descendre des contrées septentrionales des cignes, des Outardes,oiseaux qu’on voit rarement dans le Limoufin. Ils ont commencé à paraître les 27 & 28 janvier... cette obfervation avoit été déjà faite pendant les rudes hivers de 1740 & de 1766.”³²

Les mauvaises conditions météorologiques provoquaient la perte des cultures et par conséquent augmentaient les risques de disette. La fin du siècle, et notamment l’hiver 1788-89 fut mémorable à cause du froid extrême comparable à celui de 1709 qui, associé aux troubles de cette période, amena la misère du peuple à son comble. Les rapports statistiques de l’époque notifient une *“.. extreme misère à laquelle le peuple fut réduit en l’an 9 par l’effet des gelées qui emportèrent les récoltes des deux années précédentes.”³³* Durant les ans 10-11 et 12, *“... le caractère essentiellement variable de la température s’est fait remarquer par des gelées aussi brusques que tardives ; les printemps n’ont, pour ainsi dire, offert que des alternatives de froid et de chaud.”³⁴*

Les hivers très rudes disparaissent au XIX^e siècle ; seule la haute Dordogne est sujette à l’englacement en 1830. Les crues historiques de cette première moitié de siècle sont l’expression de pluies excessives, et il semble que les températures se soient légèrement réchauffées ; un ingénieur des

30. A.D.D. (B.S.H.A.P.), XIII, copie du registre de Cénac, 1886.

31. A.D.D. (E. DEP. 259), registre d’état civil d’Aillac.

32. Feuille de la Généralité de Limoges, 14 février 1776, n° 7.

33. A.N. (F 20.181), Statistiques du département de la Dordogne , ans 10-11-12.

34. id.

Ponts et Chaussées relate que "... depuis l'hiver 1829-1830, on n'a point vu de glaces embrassant la totalité de la rivière et persistant pendant quelques jours."³⁵ Les hivers rigoureux avec mention de rivière gelée ne persistent pas au-delà de cette période, seule la partie haute de la vallée (jusqu'à Beaulieu) subit à la fin du XIX^e siècle, les effets des débâcles de glaces.

L'étude des crues laisse apparaître une évolution du régime hydrologique de la Dordogne. Face à l'indigence des documents très anciens et à leur difficile traduction, nous devons appréhender la chronologie établie avec une grande prudence. Néanmoins, nous pouvons attester une crise hydrologique et climatique qui a vraisemblablement duré cinq siècles. Si la période du Bas Moyen Age reste floue car insuffisamment documentée, nous ne pouvons occulter le fait que la région ait connu des crues exceptionnelles et des hivers extrêmement rigoureux. En revanche, à partir du XVI^e siècle, l'impact du "Petit Age Glaciaire" se dessine plus précisément ; les hivers rigoureux avec gel de rivières sont plus nombreux, les pluies plus présentes précèdent des crues dévastatrices.

Ainsi, à l'image des autres régions de France, le "Petit Age Glaciaire" a vraisemblablement sévi dans le sud-ouest français. L'étude des archives écrites fournit un premier indice, qui devrait être confirmé par l'utilisation d'autres méthodes d'investigation (recherches en cours) et notamment par l'étude, sur le terrain, des sédiments déposés par la Dordogne, lors de certaines de ces crues.

F. P.*

35. A.D.D (3 S 416), Rapport d'ingénieur, 1856.

* Département de Géographie de Limoges - UPRES-A 6042 - CNRS - Clermont-Ferrand.

Un Périgourdin méconnu Jean-Baptiste Philibert Deiche magistrat contestataire et historien

par Jeannine ROUSSET

En rédigeant une biographie de J.-H. Secrestat, distillateur industriel bordelais (inventeur de l'apéritif Bitter-Secrestat), propriétaire du domaine de Lardimalie (Saint-Pierre-de-Chignac) et autres immeubles à Bordeaux et à Périgueux, j'ai fait la connaissance, le 5 octobre 1857, lors de son mariage avec Marie-Berthe Cécile Deiche, de sa belle-famille et plus particulièrement de son beau-père Jean-Baptiste Philibert Deiche, magistrat à Périgueux.

Parmi les descendants de J.-H. Secrestat, notre collègue, Mme de Montaudry, possède la propriété du Puy, commune d'Eyliac, achetée par les époux J.-B. Deiche et donnée en dot à leur fille Marie Berthe Cécile.

Un jour, les hôtes du Puy, M. et Mme de Montaudry, me firent l'honneur de me montrer deux beaux portraits de J.-B. Deiche et de me parler de son œuvre littéraire : ouvrages de droit et d'histoire.



Portrait de J.-B. Deiche,
jeune magistrat à l'allure romantique.

Un portrait représente J.-B. Deiche, triste, désabusé, car mis à la retraite d'office par un décret de Napoléon III, contrastant avec celui ci-contre.

Ma curiosité a été attirée par son ouvrage : *Les Révolutions françaises depuis 1789 à nos jours*, 1881, chez Bounet, 2 tomes. Le deuxième est consacré à des considérations philosophiques, le résumé en est fait dans l'introduction du tome premier. Ce dernier a été largement utilisé pour cette étude. Le fond, la forme des premières pages, les extraits des lettres d'encouragement de Victor Hugo et de Thiers

dont il est l'ami ont suscité en moi un intérêt croissant pour l'auteur.

Avant d'examiner ses écrits faisons plus ample connaissance avec ce Périgourdin.

Jean-Baptiste Deiche naît à Condom dans le Gers le 2 thermidor an VII (20 juillet 1799) de Jean Deiche propriétaire à Condom et de dame Danjoie. Il fait "au collège de cette ville de brillantes et fortes études. Il y devient professeur en cessant d'y être l'élève à 17 ans. Après un stage assez court dans l'enseignement, le jeune professeur quitta les lettres pour le Code. Il fait ses études de droit à Toulouse et à Paris puis achète une étude d'avoué à Condom. En 1832, M. Deiche entre dans la magistrature et il est nommé juge d'instruction à Etampes. Trois ans après, sur sa demande, il vient à Périgueux en qualité de juge au tribunal de 1ère instance et y demeure jusqu'en 1869, époque où, arrivé à la limite d'âge, il devra prendre sa retraite encore en pleine vigueur de corps et d'esprit" (journal *L'Avenir de la Dordogne*, 13 juillet 1885, nécrologie de J.-B. Deiche).

Il habite successivement : place de la Claûtre (1837), rue du Plantier (1842-1845), cours Montaigne (1845), rue de la Claûtre (1846), rue du Marché (1847), place Francheville (1848-1855) une maison aujourd'hui démolie pour aménagement de la voie publique, à la Cité, cours Montaigne et cité Champeaux.



Maison de J.-B. Deiche (près de la Cité), aquarelle du peintre Sierty.
(Coll. Mme de Montaudry)

Dès son arrivée à Périgueux, "il y crée un cours de droit très suivi par la jeunesse périgourdine. Il continue pendant plusieurs années ce cours bénévole qui rend des services sérieux" (*L'Avenir de la Dordogne*).

Il est le premier à donner de tels cours bénévolement, ce qui lui vaudra des louanges. Le 14 novembre 1849 à la suite d'une nouvelle loi sur l'organisation de la justice au tribunal de première instance de Périgueux, devant Laroque de Mons, président du tribunal, il prête serment avec tous les membres du parquet dont Courteix, vice-président et M. Mage, juge.

C'est encore la rubrique nécrologique du journal *L'Avenir de la Dordogne* qui fournit quelques traits de son caractère : "L'honorable juge avec la vivacité de son intelligence sa grande facilité de travail, ses hautes connaissances juridiques et la culture de son esprit aurait pu prétendre aux plus hautes fonctions dans la magistrature. Mais il est vrai, qu'il avait contre lui l'indépendance de son caractère et des convictions libérales très fermes, très avancées, qu'un homme comme lui ne savait point dissimuler. Ces qualités honorent l'homme, mais elles ne favorisent pas l'avancement du magistrat. Sachons aux dires de tous qu'il n'a jamais regretté d'avoir sacrifié sa carrière à la franchise de ses allures".

Témoin de ces affirmations, cette lettre ouverte en décembre 1868 que le journal *L'Echo de la Dordogne* publie sur sa demande. Il s'agit

d'une longue pétition adressée au ministre de la Justice et relative au décret du 1^{er} mars 1852. Il se bat de 1852 à 1869 pour que le gouvernement, l'empereur, retirent ce décret contre l'inamovibilité des magistrats et pour la mise à la retraite d'office à 70 ans. D'autres magistrats pensent comme lui mais se taisent ; on le laisse volontiers essayer les coups. Dans le journal, je n'ai pas relevé à son égard de commentaires désagréables, ce qui prouve son honnêteté morale et ses préoccupations professionnelles. Il est respecté pour cela.

Le juge Deiche est le magistrat contestataire de la région.

Il a déjà adressé deux pétitions en 1852 au Sénat, pétitions accueillies alors favorablement par celui-ci *"ainsi que par vous-même, garde des sceaux, comme aujourd'hui"*, dit-il, pétitions présentées par le marquis de Boissy.

Voici quelques extraits de la dernière pétition (1868) qui valent mieux que toutes les explications.

1) Les arguments contre la retraite d'office :

"Il y a ce fait bizarre et affligeant qu'en même temps que les magistrats ont dû se séparer de collègues qui dans leur vieillesse, à l'intelligence la plus lucide, au jugement le plus sûr, alliaient le savoir, l'expérience, l'autorité, d'autres collègues courbés avant l'âge fatal sous le poids des infirmités demeurent malgré leur décrépitude en possession de leur charge et attendent l'échéance de la limite d'âge".

2) Les arguments pour l'inamovibilité des juges :

"Jadis le juge se fixait presque toujours sur les lieux où il exerçait ses honorables fonctions, où devaient s'écouler une vie modeste mais régulière, paisible. C'était l'un des plus prestigieux avantages de l'inamovibilité. Le juge n'aspirait pas à l'ancienneté et surtout ne la sollicitait jamais. Il en était récompensé par l'estime et la confiance publiques. Il se familiarisait avec les mœurs et les usages locaux dont la connaissance est d'un si grand secours pour les décisions judiciaires et surtout pour la réconciliation des parties". Un autre point néfaste de ce décret est l'atmosphère créée entre les collègues. *"Toutes les ambitions s'éveillent, les rivalités ardentes se produisent même avant le jour marqué par la fin de la vie judiciaire d'un collègue dont on connaît presque toujours la date de naissance beaucoup mieux qu'il ne la connaît lui-même".*

Deiche s'appuie sur la notoriété d'hommes favorables au report du décret, A. Thiers et le marquis de Boissy dont il a les lettres. *"Je souhaite, dit-il, encore que cette sage mesure soit l'œuvre d'un ministère dont fait partie l'honnête et profond M. Magne, mon compatriote que j'oserais appeler, presque dire mon ami, s'il n'était pas si haut placé"*. – Il compte beaucoup sur lui - *"Réunissez vos efforts pour faire au moins que la limite d'âge soit la même pour tous les magistrats et qu'ainsi les membres des cours d'appels et des tribunaux ne soient pas sensés atteints d'une caducité complète, tandis que pendant cinq ans encore, leurs collègues de la cour de Cassation rendent des arrêts ni moins fortement motivés que leurs décisions précédentes"*.

La conclusion de cette pétition met en exergue son opiniâtreté et sa franchise politique.

"A la veille d'être frappé de caducité par le décret sur la limite d'âge, j'ai du moins le bon esprit de n'avoir Dieu merci, aucune ambition. Je n'ai d'ailleurs aucun titre à la faveur du gouvernement que je n'ai pas contribué à fonder, n'ayant voté ni pour la présidence ni pour l'Empire. Opposant par goût comme la plupart des français, j'ai aimé à faire dans tous les temps la critique de certains actes du gouvernement. L'âge est venu refroidir cette passion... Aujourd'hui je ne forme qu'un vœu, celui de vivre tranquille. Plus de Révolutions, je n'en ai que trop vu et je me suis convaincu qu'on n'y gagne rien". Ce décret ajoutait-il n'a qu'un but : *"peupler les cours et les tribunaux de napoléoniens bien prononcés"*.

Vous comprenez pourquoi la tristesse, l'amertume dans le regard du deuxième portrait, contrastent avec le regard plein d'intelligence, de bonheur de celui qui est promu à une belle carrière mais à la condition d'être en accord avec les idées politiques du moment et ce fut difficile de 1799 à 1885 (date de sa mort). Que de pages de notre histoire dramatiques, extraordinaires, politiquement si diverses a-t-il vécu !

A la retraite, Deiche s'ennuie malgré la présence des siens pour lesquels il est attentionné. Mais quel est son entourage familial ?

Jean-Baptiste Philibert Deiche, plein d'énergie et d'avenir est installé à Périgueux depuis 4 ans lorsqu'il se marie le 16 juin 1839 à Montanceix (Montrem). Son père est décédé l'année précédente. Sa mère, souffrante, donne son consentement devant le notaire Me B. Boutet à Condom. Son cousin germain, Garoste, avoué à Condom, assiste au mariage.¹

Vous connaissez la belle famille de Deiche. En effet, il épouse à 39 ans, Marguerite-Rosa Champeaux 18 ans (née le 11 novembre 1820), fille

1. Arch. départ. de la Dordogne, 5E-290/9.

de Jean Champeaux, notaire à Montanceix et de dame Cécile Chevalier-Dubut.² Le contrat de mariage est signé devant Me Nadaud à Saint-Astier. M.-R. Champeaux reçoit de son oncle Jean-Baptiste Chevalier Dubut, immeuble consistant en une étendue considérable de taillis à Saint-Germain du Salembre, effets mobiliers corporels, créances, et de ses parents une rente annuelle de 400 F.³ La succession de la famille Deiche à Condom n'a pas encore eu lieu.

Les Champeaux sont des notables, des notaires, royaux ou autres selon les régimes politiques : le grand-père de Mme Deiche, Léonard Champeaux, est notaire, de l'an IX à 1818 ; son père Jean Champeaux démissionne le 14 novembre 1844 en faveur de son fils Eymeric qui lui succède jusqu'en 1854.⁴

Notons chez Eymeric Champeaux des idées républicaines qui ne doivent pas déplaire au beau-frère Deiche ainsi que le montre la réponse faite par le juge de paix de Saint-Astier à une requête de 1850. *"Les premiers jours de la Révolution de février, il a manifesté une tendance républicaine un peu exagérée sans cependant n'être ni anarchiste, ni socialiste, depuis, ayant reconnu l'abus de son opinion, il est aujourd'hui un fonctionnaire sage, modéré, ne s'occupant de politique que pour faire oublier ses premières tendances à la propagande. Il est capable, exerçant ses fonctions avec capacité jouissance, probité, confiance, jouissant de la considération et de la confiance du canton"*⁵.

Les Champeaux possèdent des immeubles et terrains à Périgueux : logements dont profitera le couple Deiche-Champeaux. Une fille, Marie-Berthe Cécile naît à Montrem le 6 décembre 1840. Elle épouse à Périgueux, le 5 octobre 1857, Pierre Jules Honoré Secrestat, industriel à Bordeaux, rue Notre-Dame. Les témoins du mariage sont le Dr Parrot et le notaire Gilles-Lagrange. Nous avons parlé du contrat de mariage : les parents Deiche donnant à leur fille l'entière propriété du Puy d'Eyliac qu'ils ont acquise et dont ils se réservent l'usufruit. Ils ont deux petits-enfants, Marie Berthe et Jules Secrestat qu'ils aiment et qu'ils ne voient pas assez souvent.

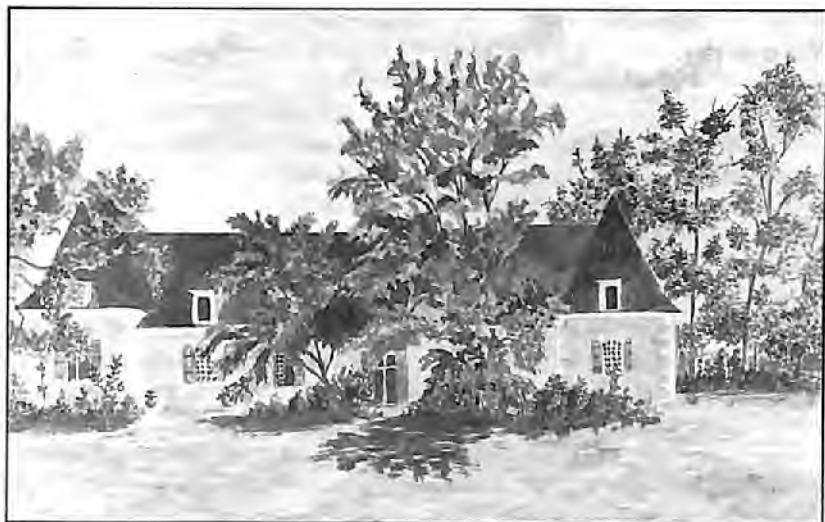
Alors, ce grand-père va, pour eux, se faire historien et leur dédier son ouvrage. *Les Révolutions françaises depuis 1789 à nos jours*, terminé en 1878, imprimé à Bordeaux chez G. Gounouilhou, 11 rue Guérande et chez Bonnet à Périgueux.

2 Arch. départ. de la Dordogne, 5E-2907.

3 Arch. départ. de la Dordogne, 3E-14372, folio197.

4 Arch. départ. de la Dordogne, 5U-20.

5 Arch. départ. de la Dordogne, 5U-14, enquête sur l'attitude politique des officiers ministériels en 1850.



Chartreuse du Puy d'Eylac.

Le juge Deiche, historien

Il a mis six ans pour écrire l'ouvrage, à raison de 8 heures par jour. Le tome premier est le résumé des faits les plus saillants de notre glorieuse et terrible Révolution de 1789. *"J'ai, ajoute-t-il, puisé une grande partie ce récit dans l'ouvrage d'un illustre écrivain, de l'homme que la France entière devrait bénir pour tous les services signalés qu'il a rendu pendant la désastreuse guerre de 1870 et surtout par tout ce qu'il a fait pour réparer nos immenses désastres. C'est nommer le patriote par excellence, le célèbre M. Thiers qui voulut bien m'honorer de sa bienveillance. J'ai de lui plusieurs lettres que je vous (à ces petits-enfants) transmets comme le plus précieux héritage"*. Notons que Deiche n'est pas un incondicional de Thiers car il mentionne clairement, à plusieurs reprises son désaccord sur des idées, des faits, de l'homme d'état.

Dans la longue introduction, il insère les deux brochures écrites et publiées en 1874 et 1876. Il y développe avec précision et simplicité ses opinions qui évoluent avec l'âge et avec l'analyse historique et consciencieuse des faits écoulés et surtout leurs conséquences.

Dans la première brochure, il écrit : *"Je suis franchement libéral depuis de longues années, mais je ne conçois que peu de goût pour le système libéral. C'est que les électeurs en général ne peuvent, faute d'instruction, se*

rendre compte de leur vérité". Plus loin, il affirme : *"que si l'on veut faire de la République, le gouvernement reconnu du pays, il faut donner aux intérêts des conservateurs et aux principes sociaux des garanties indiscutables"*.

Dans la deuxième brochure de 1876, il déclare *"que commence à s'accentuer plus distinctement son penchant républicain"* et il avoue *"avoir eu à plusieurs reprises des préventions contre la République, mais la faute en était aux républicains"*. De même il réproouve sans ambiguïté *"les combats sanglants, les déportations, les incendies durant la Commune"*.

Après la publication des brochures, Thiers lui répond : *"Courage ! Courage ! L'esprit en est excellent, le style correct et clair. Continuez et je peux vous dire que cet ouvrage sera de la plus grande utilité pour les jeunes gens... Quant aux hommes instruits, ils seront heureux de voir consigner dans une analyse succincte les faits effacés de leur mémoire."*

Victor Hugo lui écrit : *"J'applaudis, Monsieur à votre pensée. Il est utile de glorifier dans toutes les formes notre Grande Révolution. La glorifier c'est la féconder. Je vous dit : courage et bon succès"*.

Voici quelques flashs pris dans le tome I *"Les Révolutions de 1789 à 1799"* (en réalité, son analyse part de 1774) permettant de déceler les idées de M. Deiche.

Il admire l'attitude calme du roi Louis XVI et parle plusieurs fois de sa dignité notamment lors du procès. Il éprouve un respect certain pour ce prince équitable, modéré dont la faute a été de prendre auprès de lui Maurepas qui détestait la reine. A propos des émeutes, il déclare : *"que malheureusement, un peuple ne sait jamais entrer avec modération dans l'exercice de ses droits"*. Il s'insurge contre toutes les violences et surtout les massacres horribles de septembre. Il parle du cynique et sanguinaire Marat ; il loue Condorcet et son extrême rigueur d'esprit et de caractère, La Fayette et Vergnaud le plus pur, le plus sage des Girondins. Il regrette qu'Elie Lacoste qui propose dans sa séance du 11 thermidor la suspension du tribunal révolutionnaire en attendant qu'il soit réorganisé d'après les nouveaux principes et composé d'autres hommes ne soit pas écouté".

Les événements choisis sont décrits avec minutie ainsi que les campagnes militaires principalement celles de Bonaparte pour sauver la Patrie et consolider la République. Là aurait dû s'arrêter le rôle de Bonaparte, d'après J. B. Deiche.

Par opposition à l'Empire et à ses guerres, dans sa brochure de 1873, il vante la monarchie légitime de 1815 à 1830 qui a donné 15 ans de paix profonde et l'Algérie à la France. *"L'histoire"* dit-il, dira *"d'Henri V que*

l'homme le plus honnête de son siècle n'a pas voulu comme un autre grand criminel ensanglanter les pavés de la capitale".

Il loue le mérite du roi Louis Philippe si peu partisan de la guerre, de cette sainte reine vénérée de tous, de cette belle et noble famille.

Puis c'est le règne de Napoléon III. *"Il est inconcevable que deux esprits éminents aient si puissamment contribué à la légende napoléonienne : Béranger par ses immortelles chansons et Thiers par son incomparable ouvrage Le consulat et l'Empire. Le devoir le plus essentiel pour notre République est d'effacer toute trace de cette légende maudite. Que faut-il pour cela ? Répandre partout l'instruction gratuite et obligatoire. Entre autres précieux avantages, le peuple surtout celui des campagnes se convaincra que la guerre est le plus terrible fléau qui puisse affliger l'humanité ; qu'elle n'est indispensable, sainte même que lorsqu'une nation injustement attaquée combat à outrance pour son indépendance et pour ses libertés. Le peuple jusqu'ici fasciné par une fausse gloire apprendra que les deux Napoléon, après avoir versé des flots de sang humain et sacrifié des millions laissèrent l'un et l'autre notre chère et belle France bien moins grande que lorsque pour son malheur, ils s'étaient emparés du trône".*

Sa hantise est un troisième Empire. Aussi, il revient sans cesse sur l'ambition démesurée des empereurs. Voici la conclusion de son premier tome : *"Telle fut la criminelle Révolution du 18-Brumaire qui anéantit la liberté. Cet odieux attentat fut le prélude au despotisme qui sous le Consulat et l'Empire s'appesantit sur la France engouée d'une vaine et fausse gloire qu'elle devait plus tard payer si cher".*

Voici son opinion sur un des grands hommes politiques périgourdins du second Empire :

- P. Magne (qui l'a déçu, voir plus haut)

Après le coup d'Etat de 1852 : "Par la plus noire des ingratitude, le premier soin du nouvel empereur (Napoléon III) fut de saisir et de confisquer les biens de la famille d'Orléans ; ici se joua une comédie célèbre par son jésuitisme. Des ministres, notamment MM. de Morny et Magne paraissant désapprouver les mesures, donnèrent leur démission, mais quelques jours plus après ils reprirent leurs portefeuilles. On prétend même que le trop fin ministre périgourdin fut en réalité le rédacteur du rapport lu par son cousin M. Maigne, attaché au conseil d'Etat".

Plus loin, nous lisons : *"L'Empire avait amené ainsi ces affreux désastres, il s'effondra dans la honte. Le ministre des finances, M. Magne, surnommé sous l'Empire 'le ministre des emprunts' sentit subitement le besoin le plus impérieux d'aller respirer l'air de la Suisse. Tout en admirant ses merveilleux paysages, il réfléchissait mélancoliquement sur l'instabilité des grandeurs humaines".*

“Comme nous tenons avant tout à être justes, nous devons dire que M. Magne pouvait se consoler en se rendant la justice qu’il ne s’était jamais laissé corrompre par l’appât de l’argent. De l’avis de ces adversaires politiques les plus acharnés, le ministre des finances, instruit des secrets d’Etat, n’a jamais joué en Bourse, et n’a jamais cherché à édifier ainsi, une de ces fortunes scandaleuses dont on a vu tant d’exemples. Celle qu’il possède est loin d’être énorme, et il ne la doit qu’aux émulements des hautes et nombreuses fonctions qu’il a remplies et surtout à une rigoureuse économie dont il avait prisé l’habitude au sein d’une famille laborieuse, autant qu’honnête”.

Une infinité de napoléoniens, gorgés par l’Empire, se consolait jusqu’à un certain point, de sa chute, en disant cyniquement : *“nous avons, pendant 18 ans, fait joyeusement la noce”*. Ce langage, par trop roturier, peignait fidèlement leur conduite dans les orgies de toutes sortes.

Répondant aux remarques qui pourraient être faites sur le résumé des faits historiques et sur son travail, il écrit : *“Je n’ai omis aucun fait important de notre glorieuse et salutaire Révolution de 1789, ni aucun acte des principaux personnages qui y ont figuré. La seconde c’est que la brièveté m’a paru indispensable m’adressant à de jeunes esprits qu’il ne fallait pas fatiguer par des dissertations trop longues”*.

Pour son ouvrage en deux tomes, le ministre de l’Instruction publique lui décerne les palmes d’officier d’Académie.

Il écrit à la fin du tome premier (1879), publié chez Bounet à Périgueux (1881), et ceci n’est pas dans la publication de 1881 chez Gounouilhét à Bordeaux : *“Quelques mots encore : le respect de la vérité, poussé parfois à l’extrême m’a donné le courage de ne craindre, de blesser personne ; ni individus, ni opinions, ni souvenirs. J’ai écrit, il est vrai, avec la tête chaude de l’homme du Midi, mais sans haine. Que ceux, à qui j’ai pu déplaire, me pardonnent, en considération du but : la recherche ardente du bien, la passion de la liberté.*

Je n’en crains pas moins, de m’être, peut-être montré trop sévère dans mes appréciations sur certains faits, et sur la conduite de quelques personnages dont j’ai eu à parler.

Je crains surtout d’être taxé de méchanceté. J’exprime un jour cette crainte à mon ami le plus intime, tout napoléonien qu’il est. Non, mon cher Deiche, me dit-il, vous ne passerez jamais pour méchant. Vous avez pu, il est vrai, montrer dans plus d’une rencontre, une mauvaise tête ; mais tout a été amplement racheté par un cœur sensible et généreux. On n’oubliera pas à Périgueux que dans une circonstance critique, où nous fûtes, dans un duel, blessé presque mortellement, votre première pensée fut dès que nous pûtes tenir la plume, d’écrire à notre compatriote M. de Sarlandy, alors ministre

de l'instruction publique ; et ,vous eûtes le bonheur d'obtenir la réintégration de votre adversaire, inspecteur des écoles primaires".

Ayant peu de ressources et généreux par nature, il lui reste peu d'argent pour la publication de ses livres. Il connaît les soucis financiers avec les imprimeurs ainsi qu'en témoigne les documents retrouvés au Puy par le colonel de Montaudry.

J.-B. Deiche s'éteint en sa maison, rue Cité Champeaux, le 13 juillet 1885 à l'âge de 86 ans. Plusieurs numéros de journaux *L'Avenir* et *l'Echo de la Dordogne* font une chronique nécrologique. Ainsi, on insiste sur son intelligence et sa loyauté morale n'admettant pas les compromis. *L'Avenir* dit entre autre : *"il avait une vivacité extrême jointe à une extrême bonté. Il était de ceux qui s'irritent facilement mais dont la susceptibilité en éveil ne tient pas devant la franchise et la loyauté des explications. Avec cela d'une charité inépuisable. Les pauvres n'ont jamais frappé vainement à la porte. Charitable sans ostentation, sans fracas, sa main droite ignorait ce que donnait la gauche. Sa charité à lui, était consolante et vivifiante, jamais blessante ni orgueilleuse".*

L'absoute est donnée par l'abbé Rebière, curé de la Cité. Dans le cortège, on remarque le général de division Blot, Bargeton préfet de la Dordogne, Gadaud maire de Périgueux et conseiller général, Vilotte président du tribunal civil de Périgueux, les membres du tribunal, les membres du barreau, la société des sauveteurs... et la fanfare l'Avenir qui prête son concours à cette funeste cérémonie.

L'inhumation a lieu à l'ancien cimetière où un discours est prononcé par Villotte.

Son épouse, Rosa Champeaux-Deiche, décède au château de Lardimalie (Saint-Pierre-de-Chignac) le 20 juin 1889 à l'âge de 69 ans - déclaration faite à la mairie par son petit-fils par alliance, député, conseiller général de la Dordogne, Joseph Antoine Georges Front Escande.

J.R.

Remerciements à madame et au colonel de Montaudry pour le prêt de leurs archives familiales.

Publications (connues à ce jour) de J.-B. Deiche

- Des ouvrages de droit (non retrouvés) attestés par Mme Boissarie, écrits à l'occasion des cours donnés à Périgueux.

- Des pétitions depuis 1852 sur les lois et décrets gouvernementaux concernant la justice.

- Des brochures (Bibliothèque municipale de Périgueux) éditées chez Bounet, cours Tourny à Périgueux :

- 6 août 1874, 1876 ;
- 1878, annonçant la sortie de l'ouvrage.

Le premier article est une louange à Danton amené au supplice par l'infâme Robespierre, suivie de ses réflexions sur les fatales journées dont Danton fut l'instigateur. "*Dans un moment d'exaltation patriotique un massacre fut organisé, une infinité d'innocents périrent, notre coeur en saigne mais la suprême loi est le salut du pays*". Le deuxième article qui aurait été publié en 1877 est relatif aux deux empires.

- Brochure publiée par l'imprimeur Rastouil, 31, rue Taillefer à Périgueux, en 1878.

- "*L'introduction à l'ouvrage sur les Révolutions françaises*", contenant les deux brochures (6 avril 1874 et une de 1876).

- Ouvrages : *Les Révolutions françaises de 1789 à nos jours*.

- Tome I, imprimerie Bounet à Périgueux, 1881, 2 000 exemplaires.

- Tome II, imprimerie Gounouilhou à Bordeaux, 1881.



Faire-part de décès de Jean-Baptiste Deiche
(12 juillet 1885)

Les dossiers de Vincennes

Carton 1258

par Yves DECIMA et André GAILLARD

DEUXIEME PARTIE :

(voir tome CXXV, 1998, pp.145-156)

1 MI 551 n° 1 de 1822

Reconnaissance des routes de Périgueux à Sorges et de Périgueux à Savignac-les-Eglises

De Périgueux à Sorges

- Champcevinel : 186 feux et 815 âmes
- Agonac : 221 feux et 1565 âmes
- Cornille : 84 feux et 404 âmes
- Sorges : 320 feux et 1340 âmes
- Ligueux : 129 feux et 468 âmes

De Périgueux à Savignac-les-Eglises

- Trelissac : 250 feux et 930 âmes
- Antonne : 75 feux et 430 âmes
- Trigonant : 36 feux et 100 âmes
- Sarliac : 75 feux et 340 âmes
- Savignac : 230 feux et 904 âmes.

En dehors d'un tableau de la population des différentes communes traversées reproduit ci-dessus, l'étude ne comporte pas de tableaux

statistiques sur les ressources et productions, mais est assortie de quelques observations et commentaires.

Productions agricoles

Il est noté que le Périgord en général manque de blé et que le pain n'est plus consommé d'octobre au printemps, période pendant laquelle il est remplacé par les châtaignes et le maïs.

Ces deux productions *"ont souvent sauvé les hommes des horreurs de la famine"*.

Des considérations sur l'alimentation du bétail concluent à une pénurie relative des aliments (foin, paille, etc.) et du manque d'eau limitant les possibilités d'élevage dans cette région. Il est fait état de l'importance du nombre de bœufs très utiles comme moyen de traction *"dans ces pays montueux"* et ce, au détriment des vaches qui seraient d'un meilleur rapport alimentaire.

Les châtaigniers sont plantés sur les sommets de tous les coteaux et, en dehors de leurs fruits leurs bois sont utilisés pour la construction des charpentes. A leurs pieds poussent des champignons *"pas dangereux"* (?) qui constituent pendant le mois de septembre *"toute la nourriture des riches et des pauvres"*.

Il y a aussi beaucoup de forêts de chênes mais *"peu propre à la construction"*.

Dans cette région la truffe venant au pied des chênes est une des parties du commerce du pays. Sa difficile localisation est faite surtout par les pâtres, et les métayers en sont les principaux bénéficiaires au détriment des propriétaires qui *"n'en reçoivent que comme cadeaux"*.

La vigne

L'auteur considère que la vigne est ici d'un grand rapport et que le vin de bonne qualité se garde longtemps.

Il énumère des procédés culturaux qui sont en cours encore de nos jours (taille, labours, récoltes) sans emploi d'engrais. A noter le rôle important que jouent les cailloux *"qui conservent longtemps la chaleur qu'ils ont reçue du soleil et qui garantissent la vigne des fraîcheurs de la nuit"*.

Est signalée la coutume qui consiste à donner la jouissance d'un terrain à un vigneron *"qui se charge de la planter et de la cultiver et qui en retire la moitié, du produit pendant 29 ans"*.

A noter aussi qu'à cette époque *"la vigne était sans support"*, ce qui ne manquait pas d'après l'auteur d'influer sur la qualité de la récolte (pourriture des grains).

Bestiaux

Les fourrages étant rares, l'élevage est limité aux besoins du travail. Dans de bonnes années sont élevés des jeunes bœufs limousins revendus dès qu'il y a pénurie de fourrage. Les moutons sont "très négligés".

Chevaux

Malgré les efforts du gouvernement en faveur de l'élevage des chevaux (sans qu'il soit précisé ici la nature de ces encouragements), il y a peu d'éleveurs. Ces derniers préfèrent, comme en limousin où est en train de disparaître sa belle race de chevaux, élever des mulets qui peuvent travailler au bout de 3 ans (au lieu de 6 pour les chevaux).

Commerce et industrie

Les quelques papeteries et forges du département ont des difficultés à se procurer du charbon de terre qui diminuerait les prix de revient. Le charbon de Corrèze ne serait utilisable que si la Vézère était rendue navigable. Tous les autres produits d'industrie viennent des autres provinces. Le commerce porte surtout sur les bœufs, porcs, châtaignes, vins, liqueurs, truffes, genièvre, minerais avec les départements voisins. Une seule donnée chiffrée : le département vendrait une centaine de mille francs de laine par an.

I MI 551 n° 2 de 1821-1822

Reconnaissance de la route de Grignols à Périgueux

Les statistiques relevées par l'officier enquêteur ne concernent que 3 communes et le département dans son ensemble. Elle ne sont relatives qu'à la population et aux impositions en 1822.

- Périgueux : 8 953 âmes
- Montrem : 1.023 âmes
- Coursac : 949 âmes.
- Le département : 418.820 âmes

Le revenu imposable du département est évalué, à 18 millions de francs. Le montant total des contributions pour l'année 1821 est de 11.160.000 (ce qui laisse en suspens la question du pourquoi de cette différence entre les deux sommes).

Les commentaires généraux sur l'économie du département sont souvent des généralités bien connues portant sur les points suivants ; des considérations curieuses et même intéressantes peuvent y être relevées. A

noter aussi que l'enquêteur extrapole ses remarques générales sur l'ensemble de l'arrondissement de Périgueux.

Géographie

- Variétés des reliefs, des sols.
- Importance de l'irrigation par les rivières "*la rivière principale et 560 ruisseaux principaux l'arrosent et la coupe en tous sens et cependant les prairies naturelles n'y sont point en proportion avec la terre labourable*". Cette observation est en corrélation avec le peu d'importance de l'élevage bovin noté sur les divers itinéraires.

Economie

1 - Insuffisance de la production de blé, compensée par le maïs et les châtaignes pour la consommation des habitants.

2 - Exportation principalement de vin, porcs et bœufs ;

3 - mais importation des départements voisins de grandes quantités de veaux et de bœufs à engraisser.

4 - Il est constaté ici aussi le peu de bœufs élevés et le nombre encore plus petit "*des vaches dont le lait est mauvais et peu abondant. Les habitants préfèrent celui des brebis ; le beurre y est très rare*". Par contre y abonde "*un excellent gibier*". Cette dernière notation prouve l'importance que l'on pouvait lui accorder dans l'alimentation d'une population qui disposait cependant aussi de volailles et lapins dont il n'est jamais fait état.

5 - Pores : "*leur vente et exportation font en grande partie la richesse de l'arrondissement de Périgueux [...] à peu près 15.000 par an sur le marché de Périgueux, que l'on mène à Bordeaux, Rochefort et autres lieux*".

6 - L'excédent commercial des exportations sur les importations est de 3.559.000 F ce qui représente en gros le tiers des contributions versées par les contribuables.

7 - En notant l'abondance des truffes et de champignons "*connus sous le nom d'oronges*" l'enquêteur montre qu'il n'était pas du pays en passant sous silence la présence des cèpes. Il démontre aussi que les oronges n'étaient pas la rareté qu'ils sont devenus dans nos forêts actuelles.

8 - Il est fondé, de gros espoirs de développement du commerce des arrondissements de Périgueux et Ribérac par la mise en navigabilité de l'Isle déjà entamée. Elle sera aussi nécessaire "*pour faciliter le transport du charbon de terre dans les forges d'Excideuil et pour en exporter les produits dans nos places maritimes*". De plus puisqu'on est en pleine prospective pourquoi aussi ne pas rêver que l'Isle deviendra la liaison

indispensable et obligatoire entre Limoges et Bordeaux *"leur communication deviendra plus facile et le cheflieu de notre département trouvera dans leur relation un nouveau sujet de prospérité"*. On relève ici l'expression de la foi en une nouvelle politique de communication commerciale par les voies fluviales¹. A cette époque on ne pensait pas encore au chemin de fer.

Industrie

Dans cette enquête, nous n'en saurons rien de plus que *"les produits de ses usines sont un objet de commerce considérable"*.

1 MI 551 n°4 de 1825

Reconnaissance des routes de Périgueux à Saint-Méard-de-Dronne et de Saint-Méard-de-Dronne à La Roche-Chalais

Faisant partie du tableau statistique établi, il est une colonne *"observation"* destinée *"à faire connaître les lieux d'où la commune tire les denrées de 1ère nécessité qui lui manquent"*. Cette colonne peut se résumer en ce qui suit. En général toutes ces communes exportent blé, vin et foin, et importent bois, pain et sel. Il n'y a là rien d'étonnant surtout en ce qui concerne le blé dans ce Périgord blanc qui en a toujours été un gros producteur. Mais curiosité, la commune de Saint-Méard est signalée comme

1. Les travaux pour la navigation de l'Isle entre Laubardemont en Gironde et Mussidan en Dordogne s'effectuèrent de 1768 à 1775, par la construction de plusieurs barrages avec 19 écluses, 18 canaux de dérivation et digues. Mais pendant cinquante ans ces constructions furent abandonnées. *"Les digues avaient entièrement disparu et les écluses étaient dans un état complet de dégradation"* (le *Calendrier de la Dordogne de 1837*, pp 248-250, et de 1839 p. 223). Un mémoire de l'état-major de l'armée de 1847, sur les environs de Montpon à Mussidan, nous indique *"la dégradation des travaux est surtout attribuée aux propriétaires voisins et aux meuniers nommés à l'emploi de la garde qui enlevaient les matériaux pour les réparations de leurs moulins"*. Dans ce mémoire de l'armée (1847), nous apprenons que le plus ancien projet de navigation de l'Isle daterait de 1244 et serait l'œuvre d'Elie Talleyrand. Ce premier projet ne concernerait que la juridiction de *"Montpon"*. Le deuxième projet daterait de 1305, un troisième serait fait en 1337 et le quatrième en 1624.

Les travaux de la navigation de l'Isle furent repris en 1822. Le *Calendrier de la Dordogne de 1837*, nous indique *"de Périgueux à Libourne 144.969 mètres, la pente y est de 77 mètres 7 centimètres, elle est rachetée à l'aide de 39 écluses. De Laubardemont à Mussidan, sur 66.790 mètres, 19 écluses, 18 canaux de dérivation[...] une navigation assez active remonte depuis 6 ans jusqu'à Mussidan"*.

Le port de Périgueux fut ouvert à la navigation venant de Libourne le 15 novembre 1837. Le montant des travaux s'élevèrent à un emprunt de 2.500.000 F et une somme supplémentaire de 1.456.641 F soit un total de 3.956.641,98 F. Le *Calendrier de la Dordogne de 1839*, nous indique que *"le mouvement de la navigation n'est pas aussi grand que celui qu'on semblait attendre"*.

Les chemins de halage furent commencés en 1840.

importatrice. Sans que cela soit indiqué, on peut supposer simplement que la production locale était insuffisante pour alimenter les 3 gros moulins à farine installés dans la commune au fil de l'eau sur la Dronne et pouvant fonctionner 24 heures sur 24.

Dans son mémoire même, l'officier apporte peu de considérations d'ordre économique. On peut cependant relever les observations suivantes.

A. La Dronne et ses possibilités

Sur une partie du parcours étudié il est noté "*La Dronne pourrait être un facteur de développement*". En effet "elle n'est point navigable mais pourrait facilement le devenir depuis son embouchure jusqu'à Lisle et Bourdeilles, ses fortes crues arrivant en hiver mais sont peu considérables, on a cependant eu des exemples où elle a débordé d'une manière effrayante en 1783, ses eaux montant à 27 pieds au-dessus de leur niveau ordinaire". Aménager la Dronne, n'était qu'une idée et l'on sait que cela n'est resté qu'une idée.

B. Les carrières

Par contre il est souligné, l'importance des carrières. "*Les roches calcaires forment presque partout la base des coteaux les plus élevés ; il en résulte que les carrières de cette espèce sont très multipliées. Les unes appartiennent aux communes et sont exploitées pour leurs besoins, les autres le sont par de simples particuliers. La qualité de cette pierre varie extrêmement [...] même dans une seule carrière et à des profondeurs différentes*". Cette dernière constatation emmène l'officier à une longue digression sur la manière d'apprécier la qualité, de la pierre et sur l'ingénieux procédé mis au point par l'ingénieur Brard (Directeur des mines du Lardin. Il sera l'auteur de la fameuse enquête de 1834-38 qui le rendra plus célèbre dans le département que ses tests aux sels de glauber sur le calcaire).

C. Quelques ressources notables

Les communes traversées sont assez riches en denrées de première nécessité telles que blé, maïs, châtaignes, vins, bestiaux qu'elles exportent dans un rayon étendu. "*Les villes de Ribérac et de Lisle ont une fois par semaine des marchés considérables pour les blés et bestiaux*". Notons au passage qu'il ne mentionne pas Tocane ni Saint-Apre dont le marché sera plus tard aussi important que celui de Lisle. Il est signalé que les fourrages sont de bonne qualité, du moins dans les communes de la vallée de la Dronne, d'où l'importance du nombre de bœufs.

Par contre il est relevé que *“les chevaux sont rares, de petite taille et ne s'emploient que pour la selle. Les mulets ne se trouvent que chez les meuniers, 3 par moulin ; les ânes qui s'emploient au trait et comme bêtes de somme sont de 15 à 20 par communes”*.

D. Fours et boulangers

Chaque hameau et presque chaque maison isolée a un four particulier. *“Il n'y a point de boulanger de profession, chacun cuisant pour sa consommation”*. Constat qui peut amener à poser la question suivante : à partir de quand et sous la pression de quelle nécessité va se développer la situation inverse ; la disparition des fours individuels et l'implantation des boulangeries.

E. Les moulins

“Ceux situés sur l'Isle et la Dronne ont de 2 à 4 tournans, (meules) jamais moins de deux, une meule pour le blé froment, une meule pour le maïs et on peut calculer leur mouture en 24 heures à 10 à 12 hectolitres ou sacs. Presque tous ont des pressoirs à huile de noix.”

“Ceux situés sur les ruisseaux (Audrivaux- Planches etc.) ne vont qu'en hiver et ne sont que de faible production”.

F. Industrie et artisanat

“Aucun établissement industriel dans l'étendue du pays parcouru ; les habitants tirent des villes voisines tout ce qui leur est nécessaire pour le vêtement et la chaussure”.

Il n'y a que 3 ou 4 *“ouvriers en fer”* dans les communes traversées *“encore ne sont-ce que des maréchaux ferrants qui sont en outre forgerons serruriers [...] quelques cordonniers et tailleurs, les maçons et les charpentiers sont pour l'ordinaire des gens étrangers au pays, qui se louent à la journée et viennent des villes environnantes”*.

De Saint-Méard à La Roche-Chalais

Dans un rapport supplémentaire - auquel il n'était pas tenu - l'officier décrit rapidement l'itinéraire Saint-Méard, Ribérac, La-Roche-Chalais. On peut y relever cette notation concernant la portion de route après Ribérac. *“Avant d'arriver à Saint-Aulaye on descend dans un vallon large et bien cultivé [...] les terres paraissent bonnes quoiqu'il y ait beaucoup de vignes, le vin récolté est médiocre par l'habitude qu'ont les gens de cultiver la vigne en*

Reconnaissance militaire - Trajet : Périgueux - Saint-Méard (1825)
Tableau statistique concernant les ressources des communes traversées

	Chancelade	Mensignac	Saint-Apre	Tocane	Douchapt	Saint-Méard
1 Population active	948	1 200	790	1 180	540	680
cultivateurs	928	1 189	750	1 140	540	668
commerçants	0	1	15	5	0	2
artisans	20	10	25	35	0	10
cordonniers		1	6	2		2
tailleurs	4	5	4	1	1	2
ouvriers en fer	3		2	2		1
ouvriers en bois	8	1	2	5	2	1
maréchaux-ferrants	1	2	2	1		1
bateliers						
2 Habitations						
nbre total de maisons	263	225 env.	146	90	135	182
3 Cultures (en ha)						
blé		1 129	550			240
seigle						20
maïs	350	350	280			230
avoine			20			50
orge						
vignes	1/3 terrain	165	25	300		23
prés		96	130	250		202
bois		120	120	200		12
friches		274	100	1 465		40
bruyères		119	50	120		3
4 Cultures/substances						
production blé hl rapport		3 500		4 040		2 000
production maïs hl rapport		150		3 070	3 070	3 000
production seigle hl rapport						
production en vin hl		400	400	1 100		150
5 Animaux de subsistance						
bœufs	200	240	120	150		80
vaches			46	71		128
moutons	600	1 500	600	840		150
cochons	30	35	120	135		50
6 Animaux de travail						
chevaux	6	15	10	20	6	14
mulets	2		5	15	2	9
ânes	30	20	12	28	15	10
bœufs	200	240	120	150	30	80
vaches			46	71	30	128
7 Fours						
Total	120	150	84	107	80	80
privés	120	150	80	105	80	80
banaux			4	1		
de boulanger				1		
8 Moulins						
à vent						
à eau	4		1	4	1	3
9 Etablissements						
fabriques						
forges						
usines						
10 Impôts locaux	7 486	12 500	7 156	11 975	5 604	8 598

espaliers au milieu des champs, afin de se procurer une autre récolte en céréales entre les espaliers". On peut se demander s'il y a vraiment un rapport de qualité du fait d'une culture en joualles (céréales ou plantes sarclées au milieu de rangs de vignes plus espacés) plutôt que d'une culture en espalier (dont avec une plus grande productivité au détriment de la qualité). Notre officier n'était sûrement pas un spécialiste de la viticulture. Ses relations de "cause à effet" sont souvent hasardeuses, témoins celle-ci entre les beaux moutons de La Roche-Chalais et notre langage.

"La Roche-Chalais est très commerçant particulièrement en blé, vins, eaux de vie, bestiaux et moutons, il s'y tient un marché considérable tous les jeudis. Les bêtes à laines, y sont beaucoup plus belles que dans le Périgord, les habitants y parlent le français". Nous vous jurons qu'il y a bien une virgule entre "*le Périgord*" et "*les habitants*". Etablir les rapports qui peuvent exister entre les vilains moutons et la langue d'Oc, pourrait être le sujet original d'une thèse vétérinaire.

1 MI 551 n° 5 de 1822

Reconnaissance des routes de Périgueux à Fossemagne en 1822

Le lieutenant enquêteur Destabenrath, donne quelques généralités économiques bien banales et souvent surprenantes. Fauté de données statistiques qu'il n'a pu obtenir, il se livre à des considérations qui concernent plus le département que l'itinéraire emprunté. En voici quelques unes qui nous démontreront qu'on peut être officier sans être un géographe, et stratège militaire sans être un économiste averti.

"Les différentes chaînes de montagnes qui coupent ce département dans tous les sens sont assez souvent couvertes de vignes et de bois, mais plusieurs aussi sont absolument nues et ne présentent que des bois et des terres arides. Sur les hauteurs d'immenses étendues de bruyères et de bois de châtaigniers, quelques seigles épars forment de vrais déserts..."

De cette vision apocalyptique sinon simpliste et pleine de contradictions (des déserts couverts de bois) il retient ce que nous savons déjà :

- Le pays ne produit pas assez de blé, pour sa consommation.
- Il y supplée par des châtaignes et le maïs.

Sa vision se porte un peu plus loin. Il nous avertit contre toute attente :

- "*que les cantons les plus productifs en grains et vignes sont Mensignac, Antonne et Excideuil*".

- que cette fois sans trop se tromper "*les cantons les plus abondants en prairie sont Trigonant et sur les bords de l'Isle, Excideuil et la Haute-Vézère*".

- Il remarque aussi pour l'arrondissement de Sarlat "*que les rives de la Dordogne et les cantons qui y aboutissent sont les plus riches en grains, mais sont resserrés dans des vallons étroits. Ils ont des boeufs en grande quantité, ils en exportent. Ils ont peu de vaches exepté à Terrasson où l'on fait du beurre*".

- Tandis que pour l'arrondissement de Bergerac "*les bæufs sont plus beaux et [...] ils en exportent*".

En conclusion

Il est noté que la difficulté à se procurer des vivres et fourrages dans cette région peu peuplée - jointe à des communications difficiles - conduirait "*à changer sa manière de combattre*" sans préciser en quoi pourrait consister ce changement.

(à suivre...)

Y.D. et A.G.

Les dossiers de Vincennes (exercices d'école effectués par les officiers de l'état major de la 20^e division militaire de Périgueux entre 1821 et 1832 et entre 1842 et 1852) ont été étudiés par plusieurs collègues de notre compagnie qui nous font bénéficier de la richesse des informations contenues dans ces catalogues.

Colonel Arné (+), D. Audrerie, J.-M. Bélingard (+), Général de Benoist, M. Borde, M. Bousquet, M. Brachet, M. Caignard (+), M. Calot, M. Chassaigne (+), M. Décima, Général Delabrousse-Mayoux, M. Demoures, M. Ducros, Mme Fouhety, M. A. Gaillard, M. Guthmann, M. Jacquemin, M. Lambert, Colonel de Montaudry (+), M. Le Nail, Mme Nectoux (+), M. Piat, père Pommarède, M. J. Rousseau, M. G. Rousset, M. J. Rousset, Mme J. Rousset, M. Ribadeau Dumas, Colonel Sentenard.

Guerre 1870-1871 : les monuments aux morts (suite)

Note sur les réalisateurs du monument des Mobiles de Ribérac et du calvaire des Eyzies-de-Tayac

par Henri de CASTELLANE

Parlant en Périgord de métallurgie, il ne faut pas laisser passer l'occasion de dire, en débutant, quelques mots sur notre histoire locale : "Les Festugière de la forge d'Ans". Jean, né à Saint-Orse en 1761, est le premier d'une lignée qui dirigea jusqu'en 1859, après l'avoir achetée en 1791, la forge d'Ans, qui avec celle des Eyzies, de Beyssac et de Reilhac, deviendra la Société des forges et fonderies du Périgord. Jean Festugière, beau-frère de Bugeaud par un second mariage et maître de forges de renom, s'éteindra en 1829 sans avoir vu la fermeture de sa société en Périgord et son installation à Brousseval¹ où quarante ans après, elle deviendra la Société des hauts fourneaux et fonderies de Brousseval.

1. 20 km au sud de Saint-Dizier.

Le monument des mobiles

Ecrivant pour notre Compagnie une monographie du monument érigé à Ribérac à la mémoire des mobiles de 1870-1871 de la Dordogne, je n'ai pas trouvé ce qu'étaient les établissements métallurgiques Durenne qui avaient fondu la statue ; pas plus que le nom de son sculpteur. Je me suis donc limité aux délibérations du conseil municipal, à la création du comité d'érection et de la venue à Ribérac du ministre Albert Sarraut pour l'inauguration.

Le temps a fait son œuvre, et au cours du deuxième trimestre 1998, le Souvenir français a publié dans sa revue l'annonce suivante :

"Dans le cadre de la commémoration du centenaire du monument du souvenir français inauguré le 28 août 1898, le comité de Fauquembergues (Pas-de-Calais) désirerait savoir s'il existe d'autres monuments du même style en France.

La statue dont la photographie est ci-contre², représente un officier porte-drapeau (2,5 m de haut). Elle est l'œuvre de M. Onésime Croisy, sculpteur né à Fagnon (Ardennes) et est sortie des fonderies d'art Durenne à Sommevoire (Haute-Marne). Pour l'instant, à la connaissance de ce comité, l'officier figurant sur le bas-relief de la statue du général Chanzy au Mans (Sarthe) est le même que celui représenté à Fauquembergues..."

Me voilà en possession des premiers éléments ; un coup de téléphone au Souvenir français, et je suis mis en rapport avec l'"association pour la sauvegarde et la promotion du patrimoine métallurgique de Haute-Marne" à Wassy (Saint-Dizier).

Le sculpteur

Onésime Croisy est né et mort à Fagnon dans les Ardennes (1840-1899). Il expose jusqu'en 1882 des sujets divers : Paul Malatesta et Françoise de Rimini, la fille aux raisins, le Dhuis, le Nid. Après 1870, il semble pendant un temps ne plus sculpter que des sujets ayant trait à la guerre et en particulier le général Chanzy : le général sur son lit de mort, le modèle de la statue de Buzancy, le soubassement du monument érigé au Mans³, le monument de Sedan, le général Chanzy à Nouart⁴. L'officier figurant sur le bas-relief du Mans est identique à celui de Fauquembergues, Villefranche-de-Rouergue, Ribérac, Vergt, et sans doute, d'autres lieux, les fondeurs proposant de séparer des personnages de l'ensemble initial pour des budgets plus modestes.

2. Identique à celle du monument de Ribérac.

3. La statue de ce monument est de Crauk (Prix de Rome 1851).

4. Au sud-est de Charleville-Mézières.

La fonderie Durenne

Antoine Durenne naît à Paris le 7 juillet 1822 ; en 1841, il sort de l'école des Arts et Métiers d'Angers et fait des études à l'école centrale des Arts et Manufactures puis à l'école des Beaux-Arts. En 1850, il épouse Marie Servant, d'une famille de maîtres de forges, et en 1857, grâce à la dot de sa femme, il achète l'usine de Sommevoire⁵. L'usine Durenne sera, avant tout, une fonderie d'art, bronze et fer. Ses productions seront innombrables tant au Val-d'Osne, qu'à l'usine des Petits Champs à Wassy, acquise en 1858, et à Bar-le-Duc en 1888. Elles s'étendront à tous les domaines : urbain : grilles, foyers, candélabres, becs de gaz, statues ; religieux : statuaire religieuse, chemins de croix, fonts baptismaux ; monuments aux morts.

Pour rester dans le cadre de notre monument de Ribérac, je me suis limité aux lendemains de la guerre de 1870. L'usine Durenne se continuera jusqu'en 1968 où elle deviendra la "Société générale d'hydraulique et de mécanique" (G.H.M.).

Entre-temps, le conflit 1914-1918 lui aura donné la triste occasion de commémorer et de glorifier les "morts pour la France" de la Grande Guerre.

Nous aurons selon toute vraisemblance l'occasion d'en reparler.

H. de C.

N.B. : En souvenir des ouvriers ayant travaillé à la forge des Eyzies, l'entreprise Festugière, installée à Brousseval, offrit à l'église paroissiale un calvaire en fonte, pesant près d'une tonne, et des fonts baptismaux représentant les vertus théologales et remis en valeur dans l'église des Eyzies-de-Tayac.

Pierre Pommarède

5. A 30 km au sud de Saint-Dizier.

Guerre 1914-1918 :

Les monuments aux morts du canton de Lalinde

Pourquoi commencer par le canton de Lalinde ? Parce qu'il est l'un de ceux à avoir été étudié et rédigé. Surtout parce que l'auteur de cet article, notre collègue J.J. Chassaing, vient de nous quitter. Ce sera un hommage reconnaissant à sa mémoire.

Pierre Pommarède

Dans ce canton de Lalinde, comprenant, au début des hostilités, 7748 habitants, l'on recense 326 soldats morts durant la grande guerre.¹ Pour les honorer, les municipalités et les paroisses ont érigé sur les places publiques, au long des murs des églises, dans les cimetières, des monuments, des plaques et des stèles².

Baneuil

La commune de Baneuil avait déjà honoré les morts de la grande guerre par une plaque apposée sur une croix, au cimetière, et par une plaque

1. Baneuil 9 ; Cause-de-Clérans 27 ; Couze-Saint-Front 37 ; Mauzac 23 ; Grand-Castang 6 ; Lalinde 74 ; Drayaux-Sauveboeuf 11 ; Sainte-Colombe 8 ; Lanquais 26 ; Liorac 21 ; Pressignac 7 ; Vicq 6 ; Saint-Agne 9 ; Saint-Capraise-de-Lalinde 14 ; Saint-Félix-de-Villadeix 27 ; Saint-Marcel-du-Périgord 8 ; Varennes 7 ; Verdon 9.

2. Vicq et Pressignac, Varennes et Lanquais ont un monument commun.

scellée dans l'église paroissiale, avec l'inscription : "Priez pour eux". Le 14 juillet 1997, un monument fut inauguré par le maire, M. Pierre Ratier, le colonel Lerolle, commandant d'armes de la place de Ribérac et le député Michel Suchod, en présence de Léon Javerzac, ancien combattant et doyen d'âge de la commune. La dalle de marbre rappelle le souvenir des guerres de 1914-1918, 1939-1945, 1952-1962. La municipalité a voulu que le monument soit érigé place des écoles pour que les enfants puissent lire "Ils sont morts pour que nous puissions vivre libres". Le dernier "poilu" de Baneuil, Léon Javerzac, vient de mourir en janvier 1999.



Cause-de-Clérans

Au cours de l'année 1921, Banes, maire de Cause-de-Clérans et son conseil municipal décident d'ériger un monument commémoratif pour rendre hommage aux enfants de la commune morts pour la France à la guerre de 1914-1918.

Une souscription publique recueille la somme de 551,50 F. Il est demandé à André Carbou fils aîné, sculpteur-marbrier à Bergerac, de présenter un devis estimatif avec croquis du monument.

Le 23 novembre, l'artisan propose :

- de construire un monument de section carrée en pierre de Pons premier choix sur socle en pierre de Rottersac 1 800 F
- une plaque de marbre blanc avec lettres gravées et vernis rouge avec trois clous en cuivre.....280 F
- béton ciment gras et façon..... 170 F
- pose du monument 250 F

Total..... 2 500 F

Devis et croquis sont acceptés par le conseil municipal et sont envoyés à la commission départementale d'examen des monuments commémoratifs qui doit donner son accord pour commencer les travaux.

3. Reportage du Courier français 15 août 1997.

Les ressources communales couvrent intégralement le montant de la dépense.

- crédit voté par le conseil municipal	1 948,50 F
- montant de la souscription publique	551,50 F
montant des ressources	2 500 F
montant du devis.....	2 500 F

Le conseil municipal indique que le monument doit être élevé sur la place publique.

La commission départementale, par lettre du 28 janvier 1922, indique que le projet présenté par la commune peut être exécuté, mais sous certaines réserves :

- la croix de guerre qui surmonte le monument n'est pas la copie de la véritable croix qui a d'autres proportions ;
- l'emplacement choisi pour l'érection demande aussi à être précisé et à prévoir un entourage pour le mettre en valeur.



Ces modifications et précisions apportées, le monument peut être érigé.

Le 24 septembre 1922, Banes et deux conseillers municipaux, Antoine Lescaud et Raoul Coustou, assistés de Carbou entrepreneur, prennent livraison du monument et constatent qu'il est bien conforme aux conditions du marché.

De leur côté, les paroissiens se cotisent pour faire apposer à l'église de Cause-de-Clérans une plaque, ornée de drapeaux, d'une couronne et de la croix de guerre. Elle est l'œuvre du sculpteur Grégoire.

Couze et Saint-Front

Le 20 août 1920, le conseil municipal de Couze et Saint-Front se réunit pour rechercher l'emplacement le plus approprié pour l'érection d'un monument commémoratif pour les soldats de la commune morts à la grande guerre. Après délibération, il est décidé d'élever le monument sur la petite place devant l'église.

Le 4 novembre, Bruzac, maire de la commune, certifie que le nombre des combattants nés ou résidant dans la commune morts pour la France est de 36.

Le 17 novembre, une souscription est close ; elle rapporte la somme de 7724 francs. 210 habitants participèrent à cette collecte et la commune versa de son côté la somme de 1000 francs. Cet argent est versé au percepteur de Lalinde. Ce jour-là également, le maire présente au conseil municipal le descriptif du monument à ériger sur la place de l'église. Le monument représente un poilu, statue fonte-bronze, qui repose sur un socle en pierre dure de Couze. Les fondations en béton armé auront 0,15 m d'épaisseur et 2,90 m de côté. Le socle de forme octogonale à sa base puis cylindrique comporte quatre consoles donnant de l'assise au monument ; à sa partie supérieure, des guirlandes retenues par des patères, décorations et chapiteaux. Le socle aura 1,90 m à la base et 0,41 m au sommet, sa hauteur sera de 2 m. La statue en fonte de bronze aura 1,60 m de hauteur. La pierre de taille proviendra des meilleurs bancs des carrières du Colombier. L'entrepreneur devra commencer les travaux aussitôt qu'il aura reçu l'ordre de l'architecte et ils devront être terminés dans un délai de deux mois à compter du jour qu'ils auront commencé. Sur le devis et cahier des charges le montant du projet est estimé à 8728 francs.

Le 28 février 1921, le projet de construction du monument reçoit l'accord de la commission d'examen des projets.

Après l'appel d'offre lancé le 3 mars, le maire Bruzac assisté de Martial et Rouby, conseillers municipaux, et en présence de l'architecte se

réunissent le 10 juillet pour procéder à l'adjudication au rabais sur soumissions cachetées des travaux de construction du socle et de l'entourage du monument approuvés le 28 février s'élevant à la somme de 5216,91 francs ; la statue "le poilu" en fonte-bronze a fait l'objet d'un marché de gré à gré approuvé par le préfet, avec la maison Jacomet. Les deux concurrents sont : Carbou, entrepreneur à Bergerac, et Coutou, entrepreneur à Couze.

Les plis renfermant les soumissions des entrepreneurs admis à concourir sont alors ouverts publiquement. Carbou propose d'exécuter les travaux aux prix du bordereau des prix. Coutou propose un pour cent d'augmentation. Le sieur Carbou ayant offert d'exécuter les travaux aux conditions les plus avantageuses est déclaré adjudicataire. Son devis se décompose ainsi :

1. Pour fondations en béton armé, extraction de la pierre de taille pose y compris, façon des joints, plaques en marbre avec inscription et plus valeur pour sculptures entourage	5 477,75 F
2. Pour travaux en régie, palme en bronze, fourniture et pose croix de guerre en bronze, dallage en ciment	50,00 F
Montant des dépenses.....	5 727,75 F



Gisant de l'église de Couze

Sur la petite place, devant l'église, le monument est érigé de telle façon que le regard du poilu observe le village.

Les travaux d'érection du monument sont terminés dans les délais. Le quadrilatère que forme les fondations est orné par quatre obus reliés par une grosse chaîne. Le 3 mars 1922, le maire assisté de l'architecte, de deux

conseillers municipaux et en présence de Carbou, constate la bonne exécution des travaux et déclare qu'il y a lieu d'en accorder la réception définitive.

Les plaques portant les inscriptions sont choisies en marbre blanc. Une plaque scellée sur la face avant du monument porte en inscription :

*Couze-et Saint-Front à ses enfants morts pour la France
1914-1918*

Côté gauche et côté droit du socle, sur deux plaques sont gravés dans un ordre alphabétique approximatif, les noms des 37 enfants de la commune tués à la guerre de 1914-1918.

Notons qu'à l'initiative de l'abbé Simon, alors curé de Couze, un monument fut érigé à l'intérieur de l'église paroissiale, en mémoire des morts des guerres de 1914-1918 et 1939-1945. C'est un gisant comme celui de Saint-Laurent-des-Hommes.

Lalinde

Le 17 avril 1921, Noble, maire de la commune de Lalinde, réunit le conseil municipal et fait connaître qu'une somme de 3 000 F se trouve dans la caisse du receveur municipal pour la construction d'un monument aux morts de la commune. Cette somme étant insuffisante, il y a lieu de demander une subvention au gouvernement. La commune peut de son côté s'imposer 3 000 F. Cette somme votée par le conseil municipal sera portée au budget supplémentaire de 1921 pour venir s'ajouter à celle déjà prévue à cet effet.



Le 16 novembre, le maire indique à son conseil qu'il existe trois places où le monument peut être érigé et demande leur avis aux conseillers présents. Après vote, la place Mazagran, située entre la halle et la route 703 qui traverse Lalinde, est retenue pour le recevoir.

En ce qui concerne le choix du modèle de monument, le conseil décide d'entendre à titre consultatif le comité désigné pour son érection. Par huit voix contre une le projet n°2 présenté par Dorillac, sculpteur à Bergerac, est choisi par le conseil municipal à la séance du 27 novembre.

Le 15 février 1922, le docteur Noble adresse pour approbation au préfet de la Dordogne le devis estimatif et le cahier descriptif des travaux. Pour la somme de 1 600 F, Dorillac s'engage à élever ce monument sous forme de pyramide type Delafosse de 8,38 m de hauteur sur 3,80 m de largeur. Sur la face principale et sur le socle il y aura une plaque de marbre blanc pour graver des noms. Au-dessus de la plaque il y aura le médaillon du Poilu. Sur la corniche un fronton rappellera celui du Panthéon. Enfin au sommet une Victoire tiendra une couronne de laurier. Sur la face opposée, mêmes décors avec les armes de la ville dans le médaillon et une plaque de

marbre ; sur les faces latérales un sarcophage, même fronton et attributs de justice et de droit.

Une souscription auprès de la population de la commune, close le 23 mars, rapporte la somme de 8 227,50 F. L'état numérique des enfants de la commune morts pour la Patrie pendant la grande guerre fait apparaître le chiffre de 74 tués.

Le 4 août, la commission d'examen des monuments commémoratifs qui siège à Périgueux, donne son accord pour la construction du monument. Elle fait toutefois remarquer que la proportion adoptée par l'auteur du projet entre la grosseur et la hauteur du monument aura pour inconvénient de donner à l'ensemble de la pyramide un aspect un peu trop effilé.

Le monument est enfin terminé. Le 5 août 1923 le conseil municipal se préoccupe à faire graver les noms sur les plaques du monument et le 9 août il décide d'acheter, à la fonderie de Ruel ou à Roudier suivant le prix, 12 obus et une chaîne pour l'ornement et la clôture du monument ; la somme nécessaire pour l'achat est immédiatement votée. C'est Roudier qui obtient le marché.

Le 24 février 1924, l'entourage du monument est réalisé par un des meilleurs ouvriers maçon du pays, Alphonse Lafosse aidé par Léonce Lafosse ; le conseil municipal désigne une commission composée de Konika, Mouline, Fori, et Foulquier pour réceptionner l'ensemble des travaux.

Le premier juin, Noble expose au conseil municipal que le sculpteur Dorillac n'avait entrepris que le monument proprement dit. Les frais occasionnés par l'entourage restent à régler et s'élèvent à 4 449 F. Aucune somme n'ayant été prévue au budget pour cela, il est décidé que 3 000 F portés au budget 1924 pour la construction de caniveaux soient affectés au paiement et que, pour le surplus, ils soient pris sur les fonds libres de l'exercice en cours. Estimant que la municipalité ne saurait trop bien honorer les enfants de la commune morts pour la France et rendre hommage à leurs familles, le conseil vote toutes les dépenses faites pour l'entourage du monument.

Le 28 août il est demandé au conseil municipal de donner un nom à la nouvelle place. Il est décidé de l'appeler Place du Souvenir et elle sera inaugurée le deuxième dimanche d'octobre.

Trois modifications furent apportées après l'acceptation des plans du monument et la désignation du lieu de son érection par la commission d'examen des projets. Le monument fut construit sur un terrain surplombant

la rivière devenu libre par la démolition d'une maison détruite par le feu, de l'autre côté de la rue principale, juste en face de la place Mazagran. De plus, Dorillac, tenant compte de l'observation de la commission, diminua la hauteur du monument mais aussi remplaça la victoire ailée tenant une couronne de laurier, par une autre statue tenant une épée.

Sur les plaques du monument aux morts, les noms sont inscrits en tenant compte de l'ordre alphabétique et de l'année du décès alors que sur la plaque de l'église de Lalinde seule l'année est précisée. De plus, certains noms apparaissent sur le monument et non sur la plaque de l'église conçue par Gadonnet : Lotterie Jean en 1914 ; Estay Henri, Jammes Germain, Ussel Adrien, Farguette Joseph en 1915 ; Gouzou Lucien en 1917 ; Quatremaillé Martial, Monzie Antoine et Neyrat Pierre en 1918.

Lorsqu'on inaugura le monument et la "place du souvenir" un ancien combattant, l'adjudant P. Fillet se plaignit que ses camarades et lui avaient été écartés des places réservées au profit des "embusqués de première ligne" et que les réjouissances publiques aient eu lieu autour du monument. "Les mânes de nos glorieux camarades de combat n'ont pas dû tressaillir aux accents du *monte la dessus* exécuté par la musique, pas plus qu'aux marches entraînantes moulées par l'orgue du manège installé à proximité. On ne sabre pas le champagne au pied d'un monument semblable, pas plus qu'on ne danse dans un cimetière. Des fleurs et des couronnes, mais pas de confetti !"⁴

L'église paroissiale renferme une plaque, entourée des armes de la ville, de deux épées et d'un casque posé sur une plaque. Ce monument, conçu par Gadonnet, porte la citation "*Lux perpetua luceat eis*". ("Que la lumière éternelle brille sur eux").

Paroisse de Drayaux-Sauveboeuf

Les paroissiens de Drayaux, aidés par le conseil municipal de Lalinde, ont rendu hommage à leurs morts pour la France après chaque conflit.

Sur une plaque de marbre blanc scellée sur le socle de la croix à l'intérieur du cimetière sont gravés les noms des morts de la grande guerre 1914-1918.

A l'intérieur de l'église, leur nom est aussi gravé en lettres dorées sur deux plaques de marbre noir. Autrefois, la plaque des paroissiens morts pour la France pendant la guerre de 1914-1918 était scellée sur le socle surmonté de l'archange saint Michel. Vers 1960, le prêtre de la paroisse fit démonter ce

4. *L'Indépendant de Bergerac*, 18 octobre 1924.

monument trop proche du chœur et les plaques commémoratives furent scellées sur le mur à droite de la porte d'entrée de l'église.

Paroisse de Sainte-Colombe

Reconnaissante à ses enfants morts pour la France, la paroisse de Sainte-Colombe fit ériger dans l'église, une plaque de marbre blanc sur laquelle sont gravés en lettres dorées sept noms par ordre alphabétique.

Sur cette plaque le nom de Lavergne Jean Baptiste fut oublié. Une seconde plaque fut posée à la demande de la famille ou du conseil de fabrique.

Dans le cimetière il ne fut érigé aucun monument à la mémoire des morts de Sainte-Colombe.



Lanquais

En séance extraordinaire du 30 mars 1919, le conseil municipal de Lanquais décidait d'ériger un monument aux morts de la guerre 1914-1918.

Le devis du sculpteur Carbou, de Bergerac, s'élevait à la somme de 3 500 francs. La souscription recueillie auprès des habitants fut de 1 900 francs, et des représentations théâtrales, données par les jeunes filles de la commune, apportèrent 600 francs. La commune contracta, le 30 mars 1919, un emprunt de 1 000 francs auprès de la caisse nationale des retraites de la vieillesse.

Le 5 novembre 1919 le maire, Henri de Gourguets, signait la commande auprès de Carbou : le monument serait bâti en pierre de Pons (alors Charente-Inférieure) sur un socle en pierre dure. Il restait à prévoir une plaque supplémentaire (105 francs) et la confection d'une grille (525 francs). Le ministre de l'Intérieur attribua 160 francs comme participation de l'État.

Le monument est surmonté d'une croix de guerre portant l'effigie de la République. Une branche de laurier et un drapeau entrelacés

sont sculptés sur la stèle. Il fut réceptionné le 14 septembre 1921. Le 19 février 1922 le conseil municipal votait une dépense de 523 francs pour les frais d'inauguration. Dans l'église de Lanquais est apposée une plaque de marbre qui comporte 28 noms (dont sept pour Varennes) gravés par ordre alphabétique avec l'inscription "*Pax in Gloria*" (la paix dans la gloire).

(textes de J.J. Chassaigne et de P. Maintigneux).

Liorac-sur-Louyre

C'est en 1922, que le conseil municipal de la commune de Liorac-sur-Louyre décida de l'érection d'un monument aux morts pour honorer la mémoire de ses 21 enfants tués ou disparus à la guerre de 1914-1918.

Il fut décidé que le monument serait érigé en bordure de la départementale 32, place de la mairie.

La souscription s'éleva à la somme de 1 648 francs ; la commune s'imposa la somme de 1 935 francs. Le conseil municipal décida d'étendre la clôture de 0,82 m sur chaque côté.

Le monument fut réalisé en pierre dure de Mandacou par Louis Moncet, entrepreneur à Saint-Georges-de-Monclard. Deux plaques de marbre blanc d'Italie furent gravées ; des chaînes étaient accrochées aux quatre obus de 270 offerts par l'Etat.

Il reste à retrouver la date de la cérémonie de l'inauguration.

Les travaux terminés, la réception de l'ouvrage eut lieu le 31 décembre 1922 à dix heures du matin. Etaient présents : Jean Propy, maire de la commune, Marc Fontayne et Georges Guinot, conseillers municipaux et Louis Moncet, entrepreneur.

Mauzac-Saint-Meyme et Grand Castang

Le vingt septembre 1927, Dorillac, sculpteur à Bergerac, s'engage à élever un monument commémoratif aux enfants de Mauzac morts pour la France ; suivant les plans et devis soumis à l'approbation du préfet. Le coût des travaux s'élève à 3 200 F.





*Niche néogothique
de Grand Castang*

L'ouvrage terminé, le 10 août 1928, Pierre Bierné, maire de la commune, Jeannes Reymond et Emilien Delmas, conseillers municipaux, accompagnés de Dorillac, se sont rendus sur la place publique du village pour réceptionner le monument.

A noter que la commune de Grand-Castang possède trois monuments qui honorent les morts de la grande guerre : l'un en forme de stèle cannelée au cimetière⁵, une niche néogothique, et, sur les murs de l'église, une plaque ornée d'une palme.

Pressignac-Vicq

Les archives de la commune de Pressignac furent détruites lors de l'incendie du village par les troupes allemandes le 21 juin 1944.

Grâce aux archives départementales nous pouvons toutefois reconstituer les diverses phases de la construction du monument aux morts. Beaucoup de communes ou de paroisses du canton de Lalinde ont rendu hommage à leurs morts lorsque le préfet de la Dordogne, le 14 juin 1932, approuve la délibération, en

date du 15 mai par laquelle le conseil municipal décide, à titre d'hommage public, l'érection d'un monument à la mémoire des enfants de la commune morts pour la France.

Dorillac sculpteur à Bergerac, auteur des monuments de Lalinde et Mauzac-Saint-Meyme, chargé du plan et des travaux, en donne le devis descriptif vu et approuvé par le préfet.

Le monument est à ériger à l'entrée du champ de foire. Il se compose :

- d'un entourage en ciment pour la grille,
- d'un passage pour l'entretien,
- d'une bordure en pierre de Versac pour retenir les terres gazonnées,

5. Délibération du 20 novembre 1921 ; prix de la plaque : 120 F.

- d'un socle en pierre de Versac,
- d'une pyramide surmontée d'un coq et ornée d'un médaillon (Le Poilu) en pierre de Pons,
- d'une plaque de marbre blanc avec devise de la commune et l'inscription des noms. Une croix de guerre en tête de la plaque. Les noms et inscriptions seront en rouge.

Une plaque dans l'église paroissiale porte l'inscription *Pro patria mori parati* (pour la Patrie, ils sont prêts à mourir), et rappelle le souvenir du maire Mirabel et du curé Bossenot.

L'ancienne commune de Vicq⁶ a fait graver le nom de ses morts sur le monument de Pressignac. Mais dans l'église paroissiale, une plaque rappelle les noms de cinq de ses enfants, parmi lesquels Guy Gontier du Soulas. Une autre plaque de marbre énumère les états de service de cet engagé volontaire, tué le 21 août 1917. Elle rappelle la devise familiale : "Pour Dieu, la Patrie, le Roy."



Les conscrits du canton de Lalinde de 1918.

6. Réunie à Pressignac par arrêté préfectoral du 20 juillet 1960.

Saint-Agne

Le registre des délibérations du conseil municipal indique, à la date du 12 décembre 1918, la décision unanime de faire confectionner une plaque à la mémoire des soldats morts pour la France. Cette plaque fut d'abord fixée dans la mairie. En 1965, l'aménagement de celle-ci et de la salle des fêtes, nécessita son transfert ; la plaque fut scellée sur un rocher placé près de l'église, à l'emplacement de l'ancien cimetière. Ce monument fut inauguré en 1967 en présence du sous-préfet de Sarlat et des autorités locales. La cérémonie se termina par un "méchoui géant".⁷

Saint-Capraise-de-Lalinde

Le 31 mars 1921, le conseil municipal de la commune de Saint-Capraise-de-Lalinde, propose d'ériger un monument en mémoire de ses enfants morts pour la France au cours de la guerre de 1914-18.

Le 19 avril 1922, Auguste Villechanoux, demeurant à Mussidan, fait des propositions pour l'érection du monument sur la place du village, devant l'église : le prix forfaitaire est de 4 245 francs.

Le soubassement sera exécuté en pierre dure de Bauzens (Thenon) et le monument en pierre de Pons (alors Charente-Inférieure).

Sur la plaque de l'église est inscrit le nom de Delmas Peyrut qui ne figure pas sur le monument public.



Saint-Félix de Villadeix

Comme cela arrivait souvent, c'est la paroisse qui, la première, a tenu à rendre hommage aux soldats morts pour la France. Le 10 mai 1920, le curé, l'abbé Crestou, conviait la population à assister à l'inauguration de la plaque de l'église. La cérémonie eut lieu le 24 mai, présidée par l'abbé Deffreix, vicaire à Saint-Front de Périgueux, chevalier de la Légion d'honneur et futur vicaire général et prélat.

7. Renseignements fournis par Pierre Blanc, fast-governor du district 103 du Lions-club.

A l'issue de la cérémonie, André Brachet, sous-lieutenant de réserve, réunit les anciens combattants à la mairie en vue de constituer une association locale.

Il fallut attendre près de vingt-six ans pour que la municipalité décidât lors de la séance du 13 janvier 1946 de faire ériger un monument public. Le devis était estimé à 60 000 francs ; la souscription devait recueillir 45 000 francs. La commune contracta un emprunt de 15 000 francs, et accepta avec reconnaissance le terrain, offert par mademoiselle Brachet, de l'emplacement du monument. Le monument est l'œuvre du sculpteur bergeracois Dorillac⁸. Le médaillon ressemble à celui de Saint-Marcel-en-Périgord.



*Médaille du monument
de Saint-Marcel-du-Périgord*

Saint-Marcel-du-Périgord

Il n'est pas facile de trouver trace de l'histoire de ce monument. Notre collègue, le docteur Imbert, a constaté que le registre des délibérations communales s'arrêtait en 1922. Il fallait interroger les nonagénaires de la commune. Suivant leurs souvenirs, le monument a été sculpté par Dorillac, de Bergerac. On s'était servi d'une grande croix de pierre dont on avait scié les bras. Le monument aurait été inauguré en 1937 par le sous-préfet de Bergerac. Les anciens se souviennent surtout du repas pantagruélique qui a suivi la cérémonie.

Varennnes

Les archives communales ne conservent que peu de documents concernant le monument aux morts. On sait seulement que le 17 juillet 1921 le maire communiqua au conseil municipal le résultat (non indiqué) d'une souscription ; il était sans doute insuffisant puisque la commune contracta un emprunt de 1 800 francs auprès de la caisse nationale pour la vieillesse. Le même jour le conseil municipal demandait au président de la République un décret d'hommage public en faveur des sept morts de la commune.

8. Renseignements recueillis par le docteur Imbert auprès du maire, M. Rabier.

Par lettre du 21 août suivant, le sculpteur Carhou, de Bergerac, s'engageait à exécuter le monument. Le socle serait en pierre de Rottersac et le monument en pierre de Pons, comme à Lanquais. Les noms seront gravés et vernissés, la plaque de marbre fixée par des clous de bronze. Prix du devis : 800 francs.

(texte de J.J. Chassaigne et de P.Maintigneux).

Le Verdon

Le 27 juin 1920 le conseil municipal du Verdon décida d'ériger, dans le cimetière, un monument commémoratif "à ses enfants morts pour la France". La même délibération décida la formation d'un comité et l'ouverture d'une souscription. Les archives



municipales gardent trace de la liste des souscripteurs (Blanc, maire, la famille de Lavalette, de Lastour, l'institutrice, madame Malbemat, du curé, l'abbé de Meynadier qui offrit 150 francs, "somme provenant des soirées récréatives données à Saint-Agne". La souscription rapportera 680 francs.

Le devis proposé par l'entrepreneur Gardonneau, de Bergerac, le 20 juillet 1920 s'élevait à 400 francs ; le surplus de la souscription fut employé à l'aménagement du monument au cimetière, au transfert des quatre obus et à la nourriture des maçons. On enregistra un déficit de cinquante centimes !"

(crédit photographique : J.J. Chassaigne, Marcel Berthier et le docteur Jacques Brachet.)

J.-J.C. et P.P.

9. Renseignements fournis par M. Pierre Blanc, fast-governor.

TRAVAUX UNIVERSITAIRES

L'épiscopat de Mgr Dabert
évêque de Périgueux et Sarlat
(1863-1901)

*Mémoire de maîtrise d'histoire, université Michel-Montaigne
Bordeaux III, par Fanny Saint-Martin, sous la direction du professeur
Agostino.*

Si l'on a pu dire de certains évêques du XIX^e siècle qu'ils avaient posé les grands cadres matériels des diocèses d'aujourd'hui, Mgr Dabert fut incontestablement de ceux-là.

Ce prélat a la réputation d'un personnage âgé, crispé sur ses principes : Ralph Gibson, qui dans sa thèse fait allusion à l'évêque, qualifie ses lettres pastorales de "*style épiscopal boursoufflé*".

Pour autant son long épiscopat (trente-sept années) n'est nullement dépourvu d'intérêt : les dates correspondent à des moments clés de l'histoire de l'Eglise :

- En 1863, à sa nomination à l'évêché de Périgueux, l'Eglise romaine est triomphante sur le plan spirituel. Par le Syllabus le souverain pontife manifeste la rupture absolue de l'Eglise avec le monde moderne.

- En 1901, à la mort de l'évêque, l'Eglise a été contrainte à des commandements, tant sur le plan politique (Encyclique *Immortale Dei*) que social (Encyclique *Rerum Novarum*). En France le laïcisme est menaçant.

Face à cette évolution des idées et des mouvements d'opinion Mgr Dabert a été obligé de prendre position. L'essentiel de son action pendant son épiscopat se réduira au rôle de premier pasteur du diocèse. De ce fait, l'étude a principalement porté sur l'action du prélat dans le diocèse.

Pour tenter de cerner au mieux le personnage et son action, j'ai dégagé trois thèmes autour desquels s'est articulée cette recherche :

1 - Quel est cet évêque ? Quel fut sa formation ? De quel type de diocèse prend-il la charge ?

2 - Comment le premier pasteur va-t-il faire fructifier le capital spirituel du diocèse ?

3 - Comment le prélat prend-il position dans les débats qui agitent l'Eglise et la société dans son entier ?

1. Quel évêque pour quel diocèse ?

Le diocèse a été incontestablement marqué par la Révolution puis par le premier Empire, l'absence d'évêque (le diocèse étant englobé dans celui d'Angoulême) nuisant au bon encadrement des fidèles ; les séquelles s'en feront sentir pendant longtemps.

Mais les évêques de la première moitié du XIX^e siècle (Mgr de Lostanges, puis Mgr Massonnais) font preuve d'un zèle incontestable, si bien qu'à la nomination de Mgr Dabert en 1863, le taux de pratique religieuse n'a rien à envier à celui des diocèses voisins.

La religion est d'ailleurs fortement concurrencée par des restes de superstition que le développement de l'instruction peine à faire disparaître¹.

L'anticléricalisme, après confrontation de sources, n'est pas aussi virulent que le laisse entendre la tradition orale. Certes, le paysan redoute une alliance du trône et de l'autel qui rappelle par trop un Ancien Régime honni mais dans l'ensemble, l'indifférence l'emporte sur des manifestations de violence ; le drame d'Hautefaye est un cas de violence extrême mais nullement généralisable.

Tel est le diocèse de Périgueux en 1863 à l'avènement du nouvel évêque.

Nicolas Joseph Dabert est né en 1811 à Henrichemont (Cher), un gros bourg en plein cœur du vignoble du Sancerrois. D'origines modestes (ses parents sont artisans) le jeune Dabert se sent vite attiré par le sacerdoce.

Admis dans la compagnie de Saint-Sulpice, son ordination a lieu en 1836. Il restera d'ailleurs très marqué par la formation rigoriste propre à cette compagnie. Comme l'a écrit le professeur Gadille, auteur d'une étude sur les

1: ROCAL (G.), *Vieilles coutumes du Périgord*, Fanlac éd., 1971.

évêques au début de la II^e République² *“La formation reçue au séminaire explique la personnalité des prélats d’une façon beaucoup plus décisive que leurs origines familiales”*.

A sa sortie du séminaire, il est nommé professeur de théologie, de morale, et de dogme au Grand séminaire de Viviers (Ardèche) administré par les sulpiciens.

En 1847 il est promu au rang de vicaire général de l’évêque de Viviers d’alors, Mgr Guibert futur évêque de Tours puis de Paris. De vicaire général à évêque il n’y a qu’un pas à franchir : sur les recommandations de Mgr Guibert, son protecteur, il devient évêque de Périgueux et Sarlat en 1863.

Pour tenter de cerner au mieux les grands traits de sa personnalité, on peut reprendre la description dressée par le préfet de la Dordogne en 1879 : *“de taille ordinaire, robuste et large d’épaules, trapu, grisonnant, de mine et de tournures communes, il a la démarche lourde, le geste gauche et gêné, le regard dur quand il regarde, la voix nasillarde et forte. Ses manières sont vulgaires comme sa personne, le public s’en divertit à l’occasion”*³. Cette description peu flatteuse rejoint celle du docteur Parrot qui, venant de rendre une visite de convenance au nouvel évêque, le décrit comme un *“paysan intelligent”*. Cet évêque rustique est aussi un évêque misanthrope : *“Il n’est point fastueux, reçoit peu et voit peu de monde”* écrit le préfet de la Dordogne déjà cité. Mgr Dabert est un personnage ascétique et très autoritaire.

Très ultramontain, il a fortement appuyé le Dogme de l’infailibilité pontificale lors du concile de Vatican I (1870-1871) auquel il a participé.

Sa préoccupation principale, en évêque consciencieux, reste l’action pastorale. Dans ses premières lettres, il la définit comme sa mission première : *“L’Eglise ne permettra jamais au pasteur de se renfermer uniquement dans les occupations, quelques sérieuses qu’elles puissent être d’une calme résidence”*.

Mgr Dabert prend donc au pied de la lettre sa charge de premier pasteur : et ce ne sont pas de vaines promesses de début d’épiscopat : en septembre 1896, le journal *l’Eclair* écrit à l’occasion de ses noces de diamant : *“Ce prélat a donné à ses collègues le précieux exemple d’un évêque prenant au pied de la lettre la doctrine d’après laquelle tout pasteur contracte avec ses ouailles une sorte de mariage mystique. Ce mariage est resté en fait indissoluble depuis 33 ans et il ne paraît pas près d’être brisé.”*

2. GADILLE (J.), *La pensée et l’action politique des évêques français au début de la III^e République*, Paris, Hachette, 1967.

3. Archives nationales, F 19 5610.

C'est donc un évêque très ultramontain qui s'apprête à administrer un diocèse rural qui, sans être une terre de chrétienté, a vu sa pratique religieuse croître au cours du siècle, et dont les poussées d'anticléricalisme sont plus sporadiques que chroniques.

Il ne lui reste qu'à poursuivre l'œuvre de ses prédécesseurs et mettre en pratique l'action dont il a défini les grandes lignes dans ses premières lettres.

2. L'action pastorale de Mgr Dabert

Pendant trente-sept années, ses activités pastorales sont très denses.

Il attache une importance toute particulière aux visites pastorales. Aimant peu déléguer, il tenait à s'en charger lui-même, ce qui l'occupait plus de six mois de l'année ; et ce jusqu'à la fin de sa vie. Celui qui était le *"doyen de l'épiscopat français"* souhaitait conserver sa réputation de chef robuste. Le journal *Le Gaulois* en témoigne⁴ : *"Souvent, au cours d'une visite pastorale, il lui arrive d'achever la route à pied. Ses secrétaires, obligés de le suivre, et plus que lui accessibles à la fatigue, s'en plaignent souvent. Et c'est pour l'évêque un sujet intarissable de plaisanteries"*.

Mais il ne peut, malgré tout son zèle, tout assumer lui-même ; il lui faut se reposer sur les prêtres. Pour cela il faut une formation du clergé, problème qui va le préoccuper pendant tout son épiscopat.

Le clergé est nécessaire au quantitatif, pour secouer l'apathie des paroissiens ; il fait sienne la phrase du curé d'Ars : *"Laissez pendant plusieurs années une paroisse sans curé et on y adorera les bêtes"*.

Nonobstant ses plaintes continues, le nombre de prêtres connaît une progression constante pendant son épiscopat, plafonnant à 666 en 1900. En cela, la Dordogne se distingue car la courbe des ordinations au niveau national amorce une descente dès les années 1870-1880.

Sur le plan qualitatif, les résultats sont beaucoup plus mitigés : à son arrivée dans le diocèse, le niveau intellectuel du clergé est assez faible et il lui faudra user d'efforts pour donner une éducation convenable aux futurs prêtres. A cet effet, il renforce les études au séminaire, introduit des examens (obligatoires) pour les jeunes prêtres...

Cet évêque très consciencieux est à la tête d'une administration diocésaine très pointilleuse : en cette période de concordat l'évêque est un fonctionnaire de l'Etat qui doit avant tout rendre compte de la bonne gestion de son diocèse. Cet encadrement très serré n'est qu'un moyen au service de l'action pastorale, une pastorale très riche mais qui variera peu dans le temps.

4. Archives nationales, F 19 2559.

Beaucoup des cadres matériels de l'Eglise du Périgord (jusqu'à une période récente) viennent de son épiscopat :

- En 1866, il relance le culte du saint-suaire de Cadouin depuis longtemps oublié.

- La même année il crée la Semaine Religieuse.

- Très préoccupé d'enseignement, il crée le lycée Saint-Joseph en 1879 sur la demande du pape Léon XIII.

- Il achève la construction de bon nombre d'églises amorcée sous Mgr Georges Massonnais.

- Il termine la rénovation de la cathédrale Saint-Front qu'il élève au rang de basilique Mineure.

- Il commence la construction du grand orgue.

- Il tente de relancer le culte de saint Front.

Sa ligne de conduite est typiquement ultramontaine, c'est-à-dire sur le sentiment et la dévotion aux saints et aux reliques ; une pastorale finalement bien adaptée au climat de religiosité du Périgord.

Le bilan est somme toute assez positif et l'encadrement des fidèles efficace.

Vers la fin du XIX^e siècle, la pratique religieuse en Dordogne comme ailleurs amorce une baisse inéluctable. Mais il est à noter qu'elle sera plus tardive en Dordogne qu'ailleurs ; le diocèse finalement résistera assez bien aux assauts de la République anticléricale. Peut-être le doit-il au zèle d'évêque comme Mgr Dabert ?

Cependant, si son action pastorale est louable, sa personnalité reste celle d'un prélat peu charismatique et l'impression d'ensemble est d'une grande monotonie ; à la fin de l'épiscopat une usure inévitable se fait sentir. Et l'aspect statique du personnage prend d'autant plus d'importance quand il est amené à se prononcer sur les problèmes de son temps.

3. Mgr Dabert et son temps : la défense d'une société chrétienne

Mgr Dabert a connu un grand nombre de régimes politiques ; né en 1811, il a vécu sous deux empires, deux monarchies, deux républiques.

Ses options politiques sont peu précises - ou du moins jamais exprimées. Il semble peu attaché au bonapartisme, bien que Pierre Magne soit son diocésain. Un jour à des agapes officielles où étaient invités les notables du régime, l'évêque avait eu des mots assez violents avec le ministre d'Etat Victor Duruy. Sous ordre moral il a des démêlés avec Oscar de Fourtou. Pour autant, on se doute qu'il n'apprécie pas davantage la république anticléricale.

L'opinion du préfet en dit long sur son état d'esprit en matière politiques⁵ : "De ses opinions politiques il y a peu à dire : à proprement parler il n'en a point. Républicain, il ne l'est assurément pas, ni disposé à le devenir. Il est ultramontain résolu, rien de plus, rien de moins".

Ses lettres pastorales laissent deviner sa conception du politique : Pour lui le pouvoir spirituel doit primer sur le pouvoir temporel. Son mandement de Carême de 1875 est consacré au *Règne social de Jésus-Christ et de son Eglise*. Il rappelle que Constantin, saint Louis, Charlemagne sont les sommets de notre histoire parce qu'il fût alors donné à l'Eglise d'exercer son "salutaire empire dans le monde".

Et comme un chrétien doit être chrétien dans tous ses actes, dans un mandement de Carême de 1892, Mgr Dabert ajoute un supplément sur le devoir électoral : "*L'électeur chrétien doit voter pour les candidats sincèrement dévoués à la religion et à l'Eglise*".

L'évêque, sommé par Léon XIII de retirer ce supplément qui aggravait les relations déjà tendues entre le saint siège et le gouvernement français se justifie ainsi au cardinal Rampolla, secrétaire d'Etat du pape : "*Les électeurs de nos campagnes, les dimanches de vote, passent de l'église où ils ont pieusement entendu la messe, parfois même fait la communion, à la salle du scrutin où ils donnent leurs suffrages aux candidats les moins favorables à la religion*".

Selon Mgr Dabert, le chrétien, encadré dans la vie politique, doit l'être aussi dans sa vie sociale. Or, la fin de son épiscopat coïncide avec l'ouverture sociale de l'Eglise et notamment avec la publication en 1891 de l'encyclique *Rerum Novarum*. Mgr Dabert, obligé de commenter cette encyclique, en occulte l'aspect le plus novateur qui est le principe d'associations ouvrières et ne retient que la condamnation du socialisme.

Comme la plupart des évêques de son temps, il est hostile à toute idée nouvelle et les rejette en bloc.

Selon lui, la société est en perdition selon un schéma simple : le protestantisme est le principe de tous les maux car il encourage l'individualisme. Dans ses suites vient le gallicanisme qui privilégie "*l'orgueil individuel contre l'autorité de l'Eglise*" ; par un enchaînement chronologique suit l'avènement du siècle des Lumières ; lors du centenaire de la mort de Voltaire, Mgr Dabert se déchaîne contre ce "*grand blasphémateur*". La Révolution et la Déclaration des Droits de l'Homme sont un "*grand naufrage*".

5. Archives nationales, F 19 5610.

6. Archives diocésaines, C 16.

Concrètement, lorsque les menaces anticléricales se concrétisent (cf. lois Ferry de 1880) il est intransigeant. Lors de l'expulsion des Capucins, il excommunie le commissaire de police (ce que feront également d'autres évêques).

Selon une métaphore de l'époque, il considère l'Eglise comme un roc au milieu de la tempête sur lequel s'abattent les vagues anticléricales. En cela sa stratégie est plus de résistance que de contre-attaque.

Conclusion

Le bilan de l'action du personnage est assez contrasté. Certes, Mgr Dabert était un pasteur infatigable qui a fourni un effort considérable pour l'encadrement de ses ouailles. Mais c'est aussi un évêque à l'épiscopat assez "monotone" dont le trait majeur est l'invariance ; aspect d'autant plus notable que l'épiscopat fut très long.

Une idée revient comme un *leitmotiv* : il est à la tête d'une citadelle assiégée, l'Eglise du Périgord, qu'il défend contre des assaillants qui se font de plus en plus pressants à mesure que la République anticléricale progresse.

Plutôt que de rester sur une note négative d'immobilisme, mieux vaut conclure en disant qu'il est resté fidèle à sa devise, empruntée à saint Paul : *Scio cui credidi.*

F.S.-M.

Bibliographie indicative

1. Archives et documents

Archives diocésaines

- C 16 : Dossier du catéchisme électoral
- C 45 à 55 : Questionnaires épiscopaux
- C 114 : Manuscrit Bernaret - 1863
- C 436 : Etat des visites pastorales de Mgr Dabert au mois de septembre 1872
- C 908 : Correspondance Magne-Dabert
- D 19 : Correspondance avec Rome-Rapports quinquennaux - Visites *ad limina*
- D 108 : Cahier de notes sur le diocèse : églises, évêques au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle
- (sans cote) : Hommage à Mgr Dabert pour son jubilé sacerdotal en 1896

- n° 244 : Jarry (abbé) : *Nos évêques*
- n° 532 : Abbé Capoul (curé de Thénac) : Mgr Dabert : *portrait réduit d'une grande figure*
- n° 1496 : Tournées pastorales de Mgr Dabert (1875-1876). Extraits de la Semaine
- n° 2280 : Mayjonade (chanoine) : Mgr Dabert : 37 ans d'épiscopat au XIX^e siècle
- 70 I : Lettres pastorales et mandements de Mgr Dabert

Archives départementales

- 4 M 201 : Police du culte (1881-1922)
- V 47 : Prières publiques-fêtes et cérémonies (1822-1884)

Archives nationales

- F 19 2559 : Dossier des évêques du diocèse de Périgueux
- F 19 2813 : Dossier Dabert, vicaire général de Viviers
- F 19 5610 : Enquêtes de 1879 et 1881 sur le clergé (particulièrement sur l'épiscopat) - Réponses des préfets
- F 19 5843 : Police des cultes (1850-1880)

2. Ouvrages

Ouvrages généraux

- Boudon (J.O.), *L'épiscopat français à l'époque concordataire (1802-1905)*, Paris, Le Cerf, 1996.
- Cholvy (G.) et Hilaire (Y.M.), *Histoire religieuse de la France contemporaine*, tome I et II, Toulouse, Privat, 1985.
- Gadille (J.), *La pensée et l'action politique des évêques français au début de la III^e République (1870-1883)*, Paris, Hachette, 1967.
- Le Goff (J.) et Rémond (R.), *Histoire de la France religieuse*, tome III, Paris, Le Seuil, 1991.

Ouvrages sur la Dordogne

- Gibson (R.), *Les notables et l'Eglise dans le diocèse de Périgueux (1822-1905)*, thèse, Lyon, 1979.
- Lagrange (J.), *La vie en Périgord sous Louis-Napoléon III*, Périgueux, Pilote 24 Edition, 1992.
- Penaud (Guy), *Histoire de la Franc-maçonnerie en Périgord*, Périgueux, Fanlac, 1976.
- Pommarède (P.), *La Séparation de l'Eglise et de l'Etat en Périgord*, Périgueux, Fanlac, 1976.
- F 19 2813 : Dossier Dabert, vicaire général de Viviers

- F 19 5610 : Enquêtes de 1879 et 1881 sur le clergé (particulièrement sur l'épiscopat) - Réponses des préfets
- F 19 5843 : Police des cultes (1850-1880)

2. Ouvrages

Ouvrages généraux

- Boudon (J.O.), *L'épiscopat français à l'époque concordataire* (1802-1905), Paris, Le Cerf, 1996.
- Cholvy (G.) et Hilaire (Y.M.), *Histoire religieuse de la France contemporaine*, tome I et II, Toulouse, Privat, 1985.
- Gadille (J.), *La pensée et l'action politique des évêques français au début de la III^e République* (1870-1883), Paris, Hachette, 1967.
- Le Goff (J.) et Rémond (R.), *Histoire de la France religieuse*, tome III, Paris, Le Seuil, 1991.

Ouvrages sur la Dordogne

- Gibson (R.), *Les notables et l'Eglise dans le diocèse de Périgueux* (1822-1905), thèse, Lyon, 1979.
- Lagrange (J.), *La vie en Périgord sous Louis-Napoléon III*, Périgueux, Pilote 24 Edition, 1992.
- Penaud (Guy), *Histoire de la Franc-maçonnerie en Périgord*, Périgueux, Fanlac, 1976.
- Pommarède (P.), *La Séparation de l'Eglise et de l'Etat en Périgord*, Périgueux, Fanlac, 1976.

*

* *

Contribution à l'étude du devenir à long terme
des femmes des prisonniers
de la guerre 1939-1945

Diplôme de psychogérontologie clinique et pathologique, par le Docteur Pierre Marty, unité de formation et de recherche des sciences de l'homme de l'université de Bordeaux II, juillet-octobre 1998. Tapuscrit broché, 44 pages.

Voici une étude bien originale que vient d'accomplir le Dr Pierre Marty, médecin généraliste de Périgueux, aujourd'hui à la retraite. Sans doute, au cours de ses nombreuses visites dans les quartiers du Toulon ou du Gour-de-l'Arche, a-t-il perçu combien, soixante années après les faits, "l'ombre et l'absent" demeuraient dans la mémoire vivante de ces femmes, aujourd'hui arrières grands-mères.

Avec tact, et dans une parfaite discrétion, notre collègue a su recueillir les confidences et les témoignages de ces personnes, dont le rôle et les souffrances ont été parfois injustement oubliés. Certaines attitudes, surmontant la légitime douleur pour se réfugier derrière un courage qui aurait dû forcer l'admiration, n'ont-elles pas fait l'objet de calomnies ?

Le travail de Pierre Marty dépasse, on s'en doute, le cadre de nos études sur le Périgord, mais bon nombre de nos lecteurs reconnaîtront dans ces ultimes confessions ces femmes qu'ils ont connues et dont on parle encore, en famille.

A l'heure où les débats sur la condition féminine deviennent références constitutionnelles, il était judicieux qu'un des nôtres ait replacé au devant de l'actualité les visages de celles qui furent sœurs, fiancées, épouses, mères, chefs d'entreprise, résistantes, grands mères et souvent veuves, tout à la fois dans la solitude et osons le dire, dans une relative indifférence.

Jacques Lagrange

Pour Jean-Marie Bélingard (1914-1998)

par Jacques LAGRANGE

Un dévoué et fidèle membre de notre Compagnie vient de s'éteindre ; nous lui aurions souhaité aujourd'hui même un bon anniversaire pour ses 85 ans. Notre Société lui doit beaucoup tant il a œuvré pour elle, donc pour nous tous. Aussi, permettez-vous mon émotion en évoquant notre collègue disparu.

Jean-Marie Bélingard fut un homme discret. Est-ce que l'affection qu'on lui témoigne doit être proportionnelle à la modestie qui l'entoura sa vie durant ? Je ne saurais le dire, mais la mesure et la simplicité qui le caractérisèrent forçaient la considération que l'on éprouvait à son contact.

Ce fut aussi un cœur débordant de charité ; son engagement, personnel et très intime, au service des plus défavorisés en témoigne tout au long de son existence.

Il avait rejoint nos rangs au lendemain de son retour de prisonnier de guerre, en 1945. "Dans le profond malheur de cette captivité, j'ai eu une grande chance !" aimait-il à évoquer dans un sourire complice et malicieux. En effet, au début de l'année 1941, les hasards des transferts de camp le conduisent quelque part en Westphalie dans un oflag où il a l'heureuse fortune de se retrouver entre gens de bonne compagnie. D'abord, et essentiellement, il y a là Jean Secret. Celui qui sera plus tard le président de la SHAP, fonde et anime "une université du temps libre derrière les barbelés", disait-il avec un brin d'humour. Entre les appels, les corvées et

l'insupportable attente, Jean-Marie prend place sur les bancs aux côtés de Marcel Fournier, le futur majoral du Bournat, Pierre Miremont, Pierre-Henri Simon, qui entrera à l'Académie française. Notre ami, qui est déjà licencié en droit, va apprendre, entre autres, les données théoriques sur l'histoire de l'art. Un privilège assurément car, de cette formation avec une base solide, il saura en faire bon usage dès son retour en Périgord.

Enfin libre, guidé par la densité et l'étendue du savoir de son maître Jean Secret, Jean-Marie Bélingard, accompagné de son épouse Annie, et de l'inséparable couple Monique et Guy Ponceau, parcourt le Périgord. Il se passionne en allant à la découverte des vieilles demeures, des églises, des villages oubliés et nous en fait profiter lors des séances de la SHAP.

D'autres que moi vont évoquer sa mission d'administrateur de la Société où son rôle fut grand. Mais avec moi, pour un instant encore, rappelons-nous quelles promenades empreintes de charme nous avons partagées en pénétrant dans l'intimité des chartreuses du Périgord qu'il sut ouvrir pour nous. De plus, des visites qui furent, en toute occasion, agrémentées de commentaires humbles, mais toujours de convenance. L'ouvrage qui demeure, consigné avec ses compagnons de recherches, reste un excellent modèle de travail collectif.

Jean-Marie Bélingard était aussi un cavalier, son port de tête droit, sa démarche sûre ne pouvaient dissimuler cette école - mais l'aurait-il voulu ? Celle-ci l'a aidé à demeurer éternellement jeune, avec une ouverture d'esprit toujours en éveil. Le 8 novembre 1994, dans cette même salle, il nous révélait la profusion des maisons fortes qui constituent la base du peuplement de notre Périgord. Un sujet qui, jusqu'alors, avait échappé aux plus fins chercheurs. Ce fut à n'en pas douter, un grand coup de cœur par lequel nous avons tous communiqués. Dès lors, Jean-Marie Bélingard ne cessa de courir le département pour revoir Bregedelle, la Rhue ou Mérigat. Regarder, explorer, comprendre, analyser, commenter, tel fut le rythme de ses travaux. Il tint à me faire partager son enthousiasme qui était fort, je le reconnais. Quelques amis insistèrent, aimablement, pour que je me prêle à l'édition d'un album sur ce thème si novateur des maisons fortes. Pour ce faire, Jean-Marie Bélingard, d'une démarche hésitante, me rendit visite jusqu'à la fin du mois de novembre. Il savait trouver à chaque fois, une parole de compassion à mon égard, alors que toute force le quittait... Mais sa préoccupation demeurait la solide documentation qu'il rassemblait, les photographies nouvelles qu'il prenait, les dessins qu'il obtenait, les notes techniques qu'il rédigeait. Il me faisait partager son souci du travail bien fait, sans tolérer les approximations. Le 10 décembre, Mme Bélingard lui apporta, sur son lit d'hôpital, les premières épreuves de son remarquable travail d'inventaire de cette richesse méconnue du Périgord. Jean-Marie ouvrit les yeux un instant et murmura : "enfin !" Ce fut une de ses dernières paroles.

C'est un homme fait de mesure, de décence et de pudeur qui nous quitte ; nous le regrettons fortement. En même temps, nous avons entendu son message : maintenir la lampe allumée, transmettre le savoir. Qu'il en soit remercié chaleureusement, et que son épouse n'ait crainte, nous ne saurions y faillir.

Lors de la séance du 3 janvier 1999 et à l'issue de cet hommage, le président Delluc est intervenu opportunément. Il a souligné toute la reconnaissance de notre compagnie au conservateur de notre patrimoine immobilier que fut Jean-Marie Bélingard, doublé du parfait gardien de nos finances.

J.L.

VIENT DE PARAÎTRE

par Jacques LAGRANGE

Maurice de GANDILLAC, *Le siècle traversé*, Albin Michel, Paris, 1998.

Lorsqu'un philosophe, parmi les plus éminents de notre temps, publie un volume de Mémoires, l'événement à lui seul mérite attention. Par ses rappels historiques, par ses évocations d'un temps si proche encore, par ses anecdotes souvent savoureuses sur les esprits d'un passé d'hier. Mais si l'auteur se rappelle au bon souvenir de ses compatriotes périgordins, alors il trouve une légitime place dans nos chroniques.

La famille de Gandillac est citée dans l'ancienne chevalerie dès le milieu du XIV^e siècle. La demeure des Patronnier de Gandillac est assise sur une butte, à Saint-Martial-Viveyrol, comprenant "cour carrée avec pigeonnier d'angle évoquant le XVIII^e siècle". Se présentait-elle ainsi tout du moins lorsque le jeune Maurice y passe les premières années de sa vie, à l'orée de ce XX^e siècle. Peut-être en y regardant de plus près, pourrait-on reconstituer le rébus d'une de ces anciennes maisons fortes, telle qu'une grande passion nous les fait rechercher aujourd'hui.

Cette grande foi en son pays familial fait écrire à l'auteur des pages bucoliques sur le Périgord. Les évocations vont de la toilette d'un enfant "partielle et rapide, sans doute par morceaux", jusqu'aux jours de grande lessive dans le ruisseau La Sauvanie, un affluent de la Dronne, sans omettre le détour obligé par les plaisirs de la table, sommaire certes, mais encombrée de soupe trempée avec le pain de campagne, le chabrol, les confits y compris les débats enlevés sur la partie de rugby du dimanche.

Le modeleur de tant d'esprits au goût du jour, de Michel Foucault à Gilles Deleuze et à Jacques Derrida, pour ne citer que les plus illustres, nous entraîne pour une partie de croquet dans le jardin du notaire de Verteillac, alors que le cousin et pharmacien Perboiyre, veille sur les enfants derrière sa vitrine verte. Nous sommes aussi conviés à déjeuner chez le vieux parent Charpentier de Bellecourt, qui habite "une maison délabrée, avec un escalier médiéval dans une venelle grisâtre, la rue du Plantier" (*Il doit y avoir bien longtemps, car de nos jours, la rue du Plantier offre un tout autre aspect !*). A l'occasion, nous faisons un tour à La Daudie (Saint-Laurent-sur-Manoire) où l'amie Henriette Maumont accueille Maurice de Gandillac accompagné d'une frêle jeune fille, Simone de Beauvoir qui n'était pas encore devenue le "Castor".

En 1997, lors d'une ultime visite, la demeure ancestrale de Gandillac n'est que ruines. "Des six fenêtres à petits carreaux avec volets de bois, il ne reste que les gonds". S'interroge alors le nostalgique auteur sur le devenir "de ce coin de culture occitane".

Dix ans auparavant Maurice de Gandillac eut la douleur de perdre sa sœur. Après avoir mené une vie de parfait dévouement aux misères du monde, elle est renversée par un voyou qui veut lui voler son sac, dans une rue de Périgueux. Elle décède peu après sur un lit du centre hospitalier, là où elle a tant donné de réconfort aux autres. Autour de nous, en Périgord, il en est qui se souviennent encore avec reconnaissance de cette âme si charitable.

En ces temps où nous déplorons ce qui nous semble fuir, il est bon de s'honorer de compter parmi les nôtres un des hommes les plus lucides de notre époque, un esprit qui échangea ses vues sur l'homme et son temps, avec Maurras et Maritain, Claudel et Mauriac. Un penseur qui a voisiné avec Teilhard de Chardin, enseigné à Roger Nimier.

Espérons susciter une saine émulation en rappelant aux Périgordins que Maurice de Gandillac est issu de la même terre.

J.L.

NOTES DE LECTURE

Rateau (Michel A.), *Dictionnaire de références biographiques des militaires périgourdins ; soldats, bas-officiers & officiers, de 1600 à 1792*, Collection Dictionnaires de références Rateau, tome II, volume I, chez l'auteur, 24150 Mauzac-et-Grand-Castang, 1998, 248 pp.

Voici enfin un dictionnaire bien utile, révélant des informations rares et souvent inédites. Michel Rateau se propose en effet d'étudier tous les militaires périgourdins de 1600 à 1792, en exceptant les hauts gradés (à partir de maréchal de camp). Il s'attache donc à nous présenter les simples soldats, dont l'étude a été très peu envisagée par les historiens, préférant les gloires du Périgord tel Daumesnil. C'est sans doute l'intérêt qu'il porte à l'histoire sociale de nos ancêtres périgourdins et à la généalogie (rappelons que notre collègue dirige la rubrique "Généalogie" du journal *Sud Ouest Dimanche*) qui l'a amené à étudier les diverses strates de la société d'autrefois.

Travaillant directement sur les sources, notamment aux Archives du Service historique de l'armée de terre (SHAT), il indique à la suite des données, à chaque fois que nécessaire, la cote d'archives correspondante et donne ainsi des pistes solides pour une recherche approfondie.

Particulièrement précieux pour les généalogistes, cet outil de travail recense 353 militaires, présente leur carrière, origine géographique, épouse, enfants, parentèle... et est accompagné d'un index très pratique, citant non seulement les noms de famille des militaires, mais aussi leurs épouses, lieux de naissance, régiments...

Notre collègue le général Michel Roquejeoffre ne s'y est pas trompé. Dans la préface qu'il a accordé à cet ouvrage, il déclare : "Pendant près d'une

vingtaine d'années, Michel A. Rateau a collecté ces informations de manière rationnelle et rigoureuse. Il faut reconnaître, à sa juste valeur, ce véritable travail de bénédictins. Saluons le grand mérite de l'auteur..."

Comme lui, espérons que ce travail suscitera auprès du public l'envie d'apporter sa pierre à l'édifice en fournissant à l'auteur de nouvelles informations, même si celui-ci ne semble pas manquer pas de ressources puisqu'un second volume couvrant la même période (1600-1792) est en cours de préparation. Le premier tome de ce dictionnaire, dont la sortie a été différée pour des raisons techniques, traite de la période allant du Moyen Age à la fin du XVI^e siècle.

Sophie Bridoux

*
* * *

Boitel (Philippe), "Saint Front apôtre du Périgord", *Notre Histoire*, n°163, février 1999.

Dans ce numéro, le directeur de la prestigieuse revue dresse, sur trois pages, un compte rendu détaillé de *La saga de saint Front* (*), le dernier titre publié par Pierre Pommarède.

L'érudit critique, après avoir rappelé l'importance du culte de saint Front à travers le Périgord, la France et l'Europe, énumère les "vies" de cet envoyé personnel de Pierre, montrant que le Périgord est une vieille terre chrétienne. Il est vrai que dans le livre les références historiques ne font point défaut, relevant des légendes comme des traditions. Philippe Boitel ne manque pas de souligner la qualité des recherches de l'auteur, autre grand voyageur, qui n'a pas hésité pour ce faire de visiter (presque) tous les sites qui évoquent saint Front.

Il y a dans cet article comme un fort bel hommage rendu par un expert à notre président.

Jacques Lagrange

(*) POMMAREDE (Pierre) *La saga de saint Front*, 1998, Pilote 24 édition, Périgueux, 500 p., 250 F

LES PETITES NOUVELLES

par Brigitte DELLUC

VIE DE LA SOCIÉTÉ

- Nos prochaines soirées à 18 h 30 au siège : 12 mai et 21 juillet (car le deuxième mercredi est le 14 juillet, fête nationale). Les conférenciers et les thèmes seront annoncés pendant les réunions mensuelles et par voie de presse.

- A compter de 1999, et au début de chaque année, une carte de membre actif sera délivrée à chaque adhérent à jour de sa cotisation. Cette carte personnelle donnera accès à la bibliothèque et permettra à son titulaire de participer aux excursions.

- Depuis plus de dix ans, notre compagnie a mis en place une politique d'ouverture aux jeunes et leur accorde la gratuité jusqu'à l'âge de 25 ans. Il est demandé aux étudiants d'envoyer à notre bibliothèque un exemplaire des mémoires d'histoire et d'archéologie périgordines, soutenus dans le cadre de leurs études en faculté (maîtrise, doctorat...). Les pages de notre *Bulletin* sont ouvertes pour la publication des synthèses de ces recherches.

- Quelques dates sur nos agendas : 2 juin, fête en l'honneur des jubilaires (à l'issue de la réunion mensuelle) ; 26 juin et 18 septembre, sorties (les programmes seront précisés ultérieurement).

- *La Mémoire du Périgord* est aujourd'hui entièrement informatisée. 57 443 entrées sont disponibles. Vous serez informé très prochainement des modalités d'emploi de ce fabuleux nouvel outil de recherche.

COURRIER DES LECTEURS

M. Lefort rectifie une indication parue dans la 3^e livraison de 1998, relative au musée des Remparts. Il "n'était pas dans la tour du bourreau de

Sarlat, mais dans la maison qui confronte du nord la porte de la Rüe, dont la façade est un fragment du rempart”.

A la suite de sa communication sur les toponymes évoquant des mégalithes (*B.S.H.A.P.*, 1998, p. 25-44 et 239-258), M. Jean-Pierre Bitard a reçu plusieurs informations, dont voici l'essentiel (texte complet déposé à la bibliothèque) :

- Le P. Pommarède a trouvé dans Brugière une Peyre Brune à Sainte-Orse.

- M. Serge Foiret n'a pas trouvé trace de la Pierre à la lune de Nabirat, ni de la Boule Blanche de Saint-Martial-de-Nabirat (borne détruite au XX^e siècle).

- M. Guy Soulié a fourni un article de J.-J. Pittard sur le dolmen de Jambe Grosse à Valeuil (absent de la bibliographie de D. Pauvert).

- M. Pierre Brulant (La Coquille) signale le dolmen de Pierre-levée sur la commune de Saint-Saud et non sur celle de Miallet (Pauvert, p. 53), avec des photographies et une bonne localisation.

- M. P. Dubuisson de Brantôme pense que le dolmen de la Peyre Levade est orientée sur des repères astronomiques. M. J.-J. Grisard de Bordeaux avance la même hypothèse pour les mégalithes du Nontronnais.

- Deux références bibliographiques : Cl. Barrière, "Au sujet de quelques mégalithes de la région de Piégut" (*II^e congrès des sociétés savantes du Sud-Ouest*, p. 139) ; Dujarric-Descombes, "Un mot sur les dolmens" (*Journal de la Dordogne*, 26 août 1894 et 31 octobre 1896).

DEMANDE DES CHERCHEURS

- M. Vincent Joineau (40, chemin des Pontons, 33370 Salleboeuf), pour préparer son mémoire de maîtrise d'histoire à Bordeaux III, recherche toutes les informations sur la famille de Cugnac, du XVI^e au XVIII^e siècles.

- Mlle Fanny Saint-Martin (7, rue G. Chapdeville, 24750 Boulazac) commence une nouvelle recherche sur le diocèse de Périgueux de 1817 à 1835.

- Le père Pommarède (au siège, 18, rue du Plantier, 24000 Périgueux) recherche, pour M. Gérard Mignard, des renseignements sur le capitaine Jean Sudrie (né à Périgueux en 1832 et mort à Thiviers en 1905), qui s'illustra en juin 1863 pendant l'expédition du Mexique, plusieurs fois traitée par différents auteurs dans notre *Bulletin*.

INFORMATIONS

- Un anniversaire important : le Spéléo-Club de Périgueux fêtera son cinquantenaire le samedi 11 et le dimanche 12 septembre aux Eyzies et dans

le gouffre de Proumeyssac (conférences, animations et sorties spéléologiques, repas préhistorique). On sait que le S.C.P. est à la base de la majorité des découvertes de grottes ornées préhistoriques en Dordogne depuis un demi-siècle ; on connaît également son rôle dans l'étude de nos innombrables cluzeaux. Pour tous renseignements concernant ce jubilé et les modalités d'inscription aux diverses manifestations (date limite : le 30 juin), s'adresser au Dr Gilles Delluc (au siège, 18, rue du Plantier, 24000 Périgueux).

- Nos publications (*Bulletins* et ouvrages) sont en vente à la librairie Maxilivres, place du Coderc à Périgueux, non loin de notre siège.

B.D.

**CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE
ET ARCHEOLOGIQUE DU PÉRIGORD**

OUVRAGES DIVERS

E. Espérandieu, Inscriptions antiques du musée de Périgueux, Paris-Périgueux, 1893, 123 p., 11 pl.

La plus complète des éditions des inscriptions présentée au musée du Périgord avant que ne soient effectuées les fouilles de Vésone. Cet ouvrage garde une grande valeur car aucun recueil n'a été publié depuis avec autant de commentaires. Le corpus est en outre précédé d'une présentation de Périgueux antique et de ses institutions.

100 F

P.-J. Lavielle, Notre-Dame des Vertus, Périgueux, 1924, 50 p.

L'histoire de Notre-Dame-de-Sanlinac, des cultes qui y étaient pratiqués et des légendes qui s'y rattachent.

10 F

J. Roux, Inventaire du trésor de la Maison du Consulat de Périgueux, Périgueux, 1934, 189 p.

Cet ouvrage présente les manuscrits médiévaux "qui concernent les droits, franchises et libertés de la présente ville de Périgueux et autres pièces concernant le bien public".

50 F

F. Fournier de Laurière, Les grands travaux de voirie à Périgueux au XIX^e siècle, Sarlat, 1938, 41 p., 5 pl.

A Périgueux comme dans de nombreuses villes de France, les édiles du XIX^e siècle ont concrétisé les vœux du baron Haussmann. Cet ouvrage présente le détail des travaux entrepris pour modifier la voirie et donne les plans des rues qui existaient auparavant.

60 F

A. de Fayolle, Topographie agricole du département de la Dordogne, Périgueux, 1939, 139 p.

L'auteur, qui préféra rester en Périgord lorsque toute sa famille émigra, a fait de l'agriculture et de l'industrie de la Dordogne sous l'Empire un tableau qui constitue un témoignage surprenant à notre époque.

100 F

J. Maubourguet et J. Roux, Le livre vert de Périgueux, 1942, 2 vol., 619 p.

De 1618 à 1716, les greffiers de la mairie ont inscrit les noms des consuls, les comptes rendus des délibérations, etc., les nouvelles de l'extérieur. Au jour le jour, la gazette de Périgueux !

120 F

Le Périgord révolutionnaire. Le grand livre sur la Révolution en Périgord, Périgueux, 1989.

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage symboliquement édité pour le bicentenaire de la Révolution aussi bien le récit des événements survenus que des études démographiques, sociologiques et généalogiques ayant trait à cette période complexe.

250 F

Le livre du jubilé de Lascaux, 1940-1990, Périgueux, 1990, 153 p., illustrations.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la découverte de la grotte, la Société a fait appel à ceux qui ont été parmi les premiers à y pénétrer et à étudier les peintures pariétales pour rédiger un "livre du souvenir".

100 F

Haut Périgord et pays de Dronne, actes du 6^e colloque de Brantôme (1990), Périgueux, 1991, 75 p., illustrations.

A l'occasion de ce colloque ont été évoqués des thèmes variés, parmi lesquels la préhistoire de la vallée de la Dronne, les délits de chasse et de pêche à l'époque moderne, et l'économie du secteur au XX^e siècle.

70 F

R. Faille, J. Secret, M. Soubeyran, Iconographie de François de Salignac de la Mothe-Fénelon, Périgueux, 1991, 109 p., illustrations.

Le recensement des portraits de l'évêque de Cambrai, natif du Périgord, et le rappel de quelques traits marquants de sa vie.

100 F

Bergerac et le Bergeracois, Actes du congrès de la FHSO (Bergerac, 1990), Bordeaux, 1992, 609 p., 79 illustrations.

Cet important ouvrage rassemble les résultats des travaux communiqués lors du congrès de Bergerac. Des sujets très variés dans un livre de qualité conçu sous la houlette du professeur R. Etienne.

320 F

Le Périgord et les Amériques, Périgueux, 1992, 151 p., illustrations.

Pour célébrer le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, la Société a choisi de mettre en valeur les liens qui ont uni notre région et les îles.

100 F

RECUEILS D'ARTICLES

Actes du 5^e congrès d'histoire, d'archéologie et de géographie de l'Union des sociétés savantes du Sud-Ouest (Périgueux, 1913), Périgueux, 1913, 190 p., illustrations.

Tenu sous la présidence du comte de Lasteyrie, ce congrès a porté sur des thèmes très variés, comme les écoles d'architecture du Sud-Ouest, les fouilles de Roque-Saint-Christophe ou la numismatique périgourdine.

70 F

Mélanges Géraud Lavergne, Périgueux, 1960, 164 p., illustrations.

Pour rendre hommage à son secrétaire général, plus de vingt auteurs ont traité de thèmes fort divers, depuis les premiers résultats des fouilles préhistoriques jusqu'à l'architecture religieuse médiévale ou l'antiquarisme.

70 F

Centenaire de la préhistoire en Périgord, Périgueux, 1964, 187 p., illustrations.

Toute l'aventure de la préhistoire en Périgord, depuis l'évocation des "inventeurs" de cette science jusqu'aux plus récents travaux.

80 F

Cent portraits périgourdins, Périgueux, 1979, 207 p., illustrations.

Du troubadour Bertran de Born au père Charles de Foucauld, de l'écrivain Michel de Montaigne au cancaniste Sem, cet album de cent portraits commentés présente toutes les notabilités du Périgord. Chaque ouvrage de cette édition de prestige est numéroté.

150 F

Périgueux, le Périgord, les anciennes industries de l'Aquitaine, Actes du Congrès de la F.H.S.O. (Périgueux, 1978), Périgueux, 1981, 366 p., illustrations.

De l'urbanisme de Périgueux antique au chemin de fer de Montluçon, les thèmes ne manquent pas pour rendre ce volume précieusement documenté de premier plan pour qui cherche des articles de références.

165 F

Mélanges Alberte Sadouillet-Perrin et Marcel Secondat, Périgueux, 1988, 283 p., illustrations.

Publié en l'honneur des doyens de la Société, ce volume de mélanges rassemble plus de trente articles, résultats de travaux portant sur des matières aussi variées que la sculpture préhistorique, la céramologie antique, l'archéologie industrielle ou... la retraite allemande en 1944.

150 F

La sculpture rupestre en France de la Préhistoire à nos jours, actes du 5^e colloque de Brantôme (1988), Périgueux, 1989, 204 p., illustrations.

Cette monographie est la première en France à traiter ce thème d'archéologie préhistorique et historique de manière théorique (essais de terminologie et de classification) et propose également des exemples variés (en Dordogne, Maine-et-Loire, Ile-et-Vilaine).

150 F

J. Maubourguet, Sarlat et le Périgord méridional, t. 3 (1453-1547), Périgueux, 1955, 158 p.

Seul disponible dans l'attente d'une réédition des deux premiers tomes, cet ouvrage raconte un siècle d'histoire du Périgord du sud, de la fin de la guerre de Cent Ans aux débuts de la réforme. L'auteur donne de nombreux renseignements sur les familles et leurs possessions territoriales.

40 F

H. Gouhier, Lettres de Maine de Biran au baron Maurice, préfet de la Dordogne, Périgueux, 1963, 44 p.

Maine de Biran se présente dans ces lettres sous un jour peu connu : l'homme politique de l'Empire est au fait de toutes les combinaisons et, ami fidèle du baron Maurice, lui lui rapporte.

30 F

J. Secret, Les "Souvenirs" du préfet Albert de Calvimont (1804-1858), Périgueux, 1972, 160 p.

Jean Secret a publié et commenté le journal intime d'un légitimiste du Périgord, promu sous-préfet de la Dordogne sous la monarchie de Juillet, puis préfet sous la deuxième République, et qui répondra de son département lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851. Le regard sur son époque d'un haut fonctionnaire qui fut également l'ami de Bugaud, d'Alexandre Dumas et de beaucoup d'autres personnalités.

60 F

Pour expédition, frais postaux en sus.

Le directeur de la publication : Jacques Lagrange
S.H.A.P. - 18, rue du Plantier - 24000 PERIGUEUX

Commission paritaire n°63667

IMP. C.M.P. SARL - MAGNAC S/TOUVRE - Tél. 05 45 68 59 19
SIREN 345 305 254 - R.M. 16